

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
JURY CIVIL EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 31 janvier 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Albert FRANÇOIS-PONCET

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.
Suffragants : { MM. TISSIER, CARPENTIER, } professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
JURY CIVIL EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 31 janvier 1914, à 1 h. 1/2

PAR

Albert FRANÇOIS-PONCET



Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

*Suffragants : { MM. TISSIER, { professeurs.
CARPENTIER, {*

PARIS

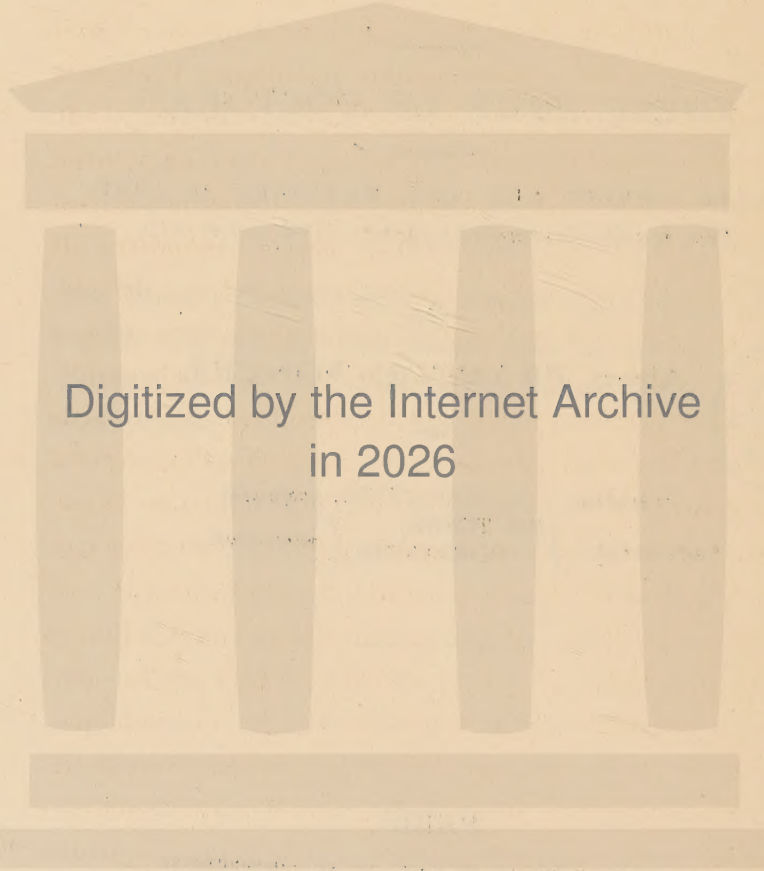
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

Arthur ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1914



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Il est dans la nature du Français de dénigrer ce qu'il aime et d'aimer ce qu'il a accablé de critiques. A entendre le bruit des protestations, des sarcasmes et des projets de réforme dont l'institution du jury est l'objet, on pourrait croire qu'elle est détestable, ou tout au moins qu'elle n'est plus en faveur et qu'on s'en débarrasserait volontiers. Or il n'en est rien ; quelque graves que soient ses défauts, le jury est entré profondément dans nos mœurs ; nous y voyons une garantie de liberté, il nous est indispensable.

C'est que nous sommes soucieux avant tout des droits de l'individu, nous redoutons toute apparence d'oppression sociale, et nous nous défions de l'arbitraire dans l'exercice de la justice, prérogative de l'Etat, qui nous met journellement sous son contrôle. Se soustraire à la juridiction des juges de profession, émanation de l'Etat et aussi, croit-on, du gouvernement ; être jugé par des hommes tirés du peuple, représentant l'opinion publique, par ses pairs, c'est, aux yeux de la foule, un précieux privilège. Le verdict du jury a la force d'une décision sociale, anonyme, insoupçonnée de partialité, en quelque sorte fatale. Les jurés sont sujets à l'erreur, mais on ne suspecte pas leur bonne foi, la justice qu'ils rendent est acceptée de tous.

Les mécomptes tenant à une mauvaise organisation et aussi aux défauts inhérents à cette juridiction, ne nous font plus entendre en ce moment que des critiques ; mais si l'on prétendait sérieusement supprimer le jury, toutes ses qualités deviendraient éclatantes, on sentirait tous les liens sociaux qui nous y attachent, on reconnaîtrait que c'est une juridiction profondément populaire.

Mais si ce mode de jugement a des racines dans un idéal populaire de justice, comment se fait-il que nous ne le connaissions que dans les procès criminels ? A vrai dire, on a bien entendu parler du jury correctionnel que certains voudraient voir instituer, mais du jury dans les procès civils, personne ne parle, on ne sait ce que c'est, et pourtant cela existe, et il a été autrefois question de l'introduire chez nous. Pourquoi en a-t-on condamné l'emploi au civil, et pourquoi un oubli si profond entoure-t-il ce problème ? Peut-être cette condamnation ne sera-t-elle pas toujours tenue pour définitive, et il serait intéressant d'en connaître les raisons. Quand on apprend que le jury civil a été pratiqué au siècle dernier ou l'est encore, en Angleterre, aux Etats-Unis, en Suède, au Portugal, à Genève, dans la République Argentine, on ne peut rester indifférent aux essais qui ont été tentés pour l'introduire en France. Les idées, qui ont déterminé des hommes comme Duport, Sieyès, Condorcet, Cambacérès, Charles Comte, Rossi, de Tocqueville, Odilon Barot, Prévost-Paradol, le président Bonjean, à en réclamer l'établissement, ne peuvent, sous la garantie d'un tel pa-

tronage, mériter l'oubli actuel ; la question du jury n'est certainement pas une question vaine. C'est l'histoire de ces idées qui sera l'objet de cette étude.

Mais encore faut-il la délimiter strictement, car le jury civil en lui-même présente de vastes terrains de recherches. On a longtemps discuté en France la question des origines de cette institution. On a cru reconnaître des jurés dans l'antiquité, chez les Hébreux, chez les Grecs, chez les Romains ; héliastes et dicastes, judices selecti et centumvirs seraient des ancêtres des jurés anglais. Les coutumes scandinaves et germaniques du haut moyen âge, les assises de Jérusalem et bien d'autres lois encore nous révéleraient de vrais jurys. En France, la vieille coutume de Normandie a fait couler beaucoup d'encre ; mais, si tant est que de véritables jurés, c'est-à-dire des juges du fait et non du droit, aient existé au moyen âge, cette première période est séparée des temps modernes par plusieurs siècles d'oubli complet du jury, et les controverses nées avec la Révolution ne s'y rattachent aucunement. Cette question des origines lointaines, n'étant pas liée historiquement avec l'étude de la conception française du jury civil, ne sera pas abordée ici.

Limité dans le temps, notre sujet doit l'être aussi dans l'espace. Nous ne nous occuperons pas des législations étrangères qui ont adopté le jury en matière civile. Ce serait une étude fort intéressante et fructueuse que de comparer les modalités diverses de cette institution dans les pays où elle s'est implantée. Il y aurait une série de

monographies à faire qui seraient entièrement neuves. Jusqu'ici seuls les pays de langue anglaise ont trouvé chez nous quelques commentateurs des lois relatives au jury. Encore faut-il avouer, avec les plus célèbres jurisconsultes anglais, que ces lois sont parmi les plus difficiles, car les dispositions générales, les règles logiques ne s'y rencontrent que rarement. Pour les autres pays, les documents français sont infimes, presque nuls. Nous ne nous hasarderons pas sur ce terrain difficile et mouvant de la législation comparée.

L'histoire du jury civil, en France même, offre des ressources assez riches pour que l'on puisse approfondir et ordonner des faits déjà connus, reproduire et utiliser des documents nouveaux, suivre à travers un peu plus d'un siècle les évolutions d'une idée et les efforts des hommes qui ont voulu l'imposer.

Introduite en France pendant les dernières années de l'ancien régime, la théorie du jury civil fut soutenue pour la première fois par des législateurs à l'Assemblée Constituante ; moins bien accueilli que le jury criminel, on n'osa pas inscrire le jury civil dans nos lois. Présenté de nouveau à la Convention par Condorcet, puis par Cambacérès, il fut encore une fois ajourné. L'idée, reprise sous la Restauration par quelques membres du parti libéral, ne fut pas étrangère à l'adoption des lois du 7 juillet 1833 et du 3 mai 1841 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique. Un projet d'établissement pour toutes les affaires civiles échouait devant le Comité de consti-

tution, après la Révolution de 1848. Vers 1880, à l'occasion de la réforme de la magistrature, on s'inquiéta de nouveau de la valeur du jury civil. Un essai temporaire du jury, qui avait fort bien réussi en 1871 pour régler les contestations sur les loyers dus pendant le siège de Paris, fortifiait l'opinion des partisans de cette institution ; les controverses se poursuivirent assez longtemps. La réforme de la magistrature ayant été en partie réalisée, la question du jury civil tomba progressivement dans un oubli profond.

Ce bref aperçu historique montre assez combien la question est restée vivante depuis la Révolution pendant tout le dix-neuvième siècle. Il semblera peut-être, à première vue, illogique de ne pas avoir compris dans notre étude les seules créations législatives, la loi du 21 avril 1871 exceptée, qui paraissent se rattacher au principe du jury civil, c'est-à-dire les lois sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et les lois de 1836 et 1871 sur les chemins vicinaux. Mais le jury d'expropriation n'a, en réalité, aucun rapport intime avec le jury civil. C'est une question de propriété toute spéciale qu'il doit trancher, car il s'agit d'un litige entre un particulier et la collectivité agissant en tant que puissance publique, conflit qui ressortit au droit administratif.

Si certaines questions connexes au jury civil ont été, de parti pris, laissées de côté, par contre il nous a semblé nécessaire de donner au moins un tableau rapide et schématique de la législation anglaise sur ce point. L'An-

gleterre a été en effet la source principale d'inspiration pendant la Révolution, et, malgré les imperfections de son système judiciaire, elle n'a jamais cessé d'exercer une grande attraction en France. Cet aperçu, sans aucune prétention à l'originalité, fera peut-être mieux comprendre ce qui a séduit les auteurs des projets français et aussi ce qui a donné des armes à leurs ennemis. C'est donc pour éclairer nos discussions passées et non pour faire de la législation comparée que nous nous occuperons de l'Angleterre.

Le plan de cette étude sera donc très simple. Dans une première partie sera retracée la formation des idées sur le jugement par jurés au début de la Révolution française et les tentatives qui furent faites dans les assemblées révolutionnaires pour l'introduire dans notre législation. Les débats à l'Assemblée constituante ont eu une ampleur et un intérêt considérables. Des hommes tels que Duport, Sieyès, Barnave, Thouret, Tronchet y prirent part, et leurs discours sont restés une des sources qui ont alimenté les polémiques au dix-neuvième siècle. Une analyse minutieuse des projets et des opinions soutenues à la tribune, et aussi des avis exprimés en dehors des Assemblées fera connaître presque en entier les données théoriques de la question du jury.

Une deuxième partie comprendra l'histoire des doctrines et des projets nombreux qui furent élaborés en France, de la Restauration à nos jours. On verra que cette conception du jury civil, que l'on est aujourd'hui

volontiers porté à considérer comme purement spéculative et un peu chimérique, a séduit des juristes versés dans la pratique du droit et des hommes politiques conscients des nécessités sociales qui créent les institutions.

Nous tirerons la conclusion de ces débats qui ont duré un siècle et qui sont aujourd'hui trop oubliés, et enfin, dans un appendice, nous exposerons brièvement le mécanisme du jury tel qu'il fonctionne encore en Angleterre dans les procès civils.

L'histoire de cette institution du jury civil, même avortée, nous a semblé d'abord intéressante parce qu'elle est un épisode de cette recherche d'une meilleure justice qui a toujours suscité de grands enthousiasmes, de généreuses initiatives. Les projets d'un Duport, d'un Condorcet, d'un Bonjean, ont une grande noblesse d'allure ; un souffle d'amour ardent de la justice les anime. En outre, l'oubli qui accable ce frère cadet du jury criminel nous paraît injuste ; quoi que l'on puisse penser de sa valeur pratique, qui pourtant n'est pas nulle, on doit avouer qu'aucun caractère fondamental ne le sépare du jury criminel, et que sa valeur sociale serait par conséquent la même. Aussi doit-on chercher à comprendre pourquoi le jury qui constitue, dans la conception populaire, le mode de juridiction le plus indépendant et le plus équitable, n'a pas pu être employé quand il s'agit de procès civils. Les meilleurs esprits du ^{xix}^e siècle ont cru qu'il y avait là une inconséquence ; nous allons voir comment ils justifient cette opinion et comment ils ont conçu l'application du jury aux procès civils.

CHAPITRE PREMIER

FORMATION DE LA THÉORIE DU JURY CIVIL EN FRANCE AU
XVIII^e SIÈCLE. — LES PHILOSOPHES. — LES CAHIERS DES
ÉTATS-GÉNÉRAUX. — LES BROCHURES.

Il y a peu de grandes institutions révolutionnaires dont on n'ait trouvé le germe dans les écrits des philosophes du xviii^e siècle. On a même tant insisté autrefois sur l'importance de cette source qu'une vive réaction s'est opérée chez les historiens contre cette exagération. On a observé, avec raison (1), que le plus souvent les philosophes n'avaient fait que suivre la poussée de l'opinion publique, que fortifier ses convictions et ses désirs en les traduisant dans des formules précises. Cependant leur rôle n'en reste pas moins considérable, leur influence décisive dans la formation morale et politique des hommes de la Révolution. C'est dans ces limites seulement qu'il faut accepter cette boutade de M. Faguet : « Désormais il faut en finir avec cette vérité incontestable, éclatante et évidente que la Révolution française a été faite par les philosophes du xviii^e siècle (2). » S'ils ne l'ont pas faite seuls, il y ont du moins puissamment contribué.

(1) Rocquain, *L'esprit révolutionnaire avant la Révolution*, Paris, 1878.

(2) Faguet, *Questions politiques. La France avant 1789*, Paris, 1889, p. 49.

Précisément dans la grande question de la réforme de l'ordre judiciaire, dont nous allons nous occuper, ce sont les philosophes qui, indubitablement, sont les introducteurs originaires de l'institution du jury. Il faut se reporter vers le milieu du xviii^e siècle pour se rendre compte des circonstances qui poussèrent les esprits vers une forme de procédure qui avait totalement disparu de nos lois depuis si longtemps. Trois voies y conduisirent les philosophes : l'attitude politique de la magistrature, les vices de la procédure et l'engouement pour les institutions anglaises. Nous allons étudier ces trois causes qui favorisèrent l'éclosion du jury.

Parmi les abus de toutes sortes qui soulevaient alors l'opinion, ceux qui naissaient de l'administration de la justice n'étaient ni les moins anciens ni les moins sensibles ; depuis Rabelais jusqu'à Beaumarchais, les satires contre la magistrature étaient toujours restées de mode. A la fin de l'Ancien Régime, il y avait quasi-unanimité pour demander des réformes aussi bien dans le recrutement de la magistrature que dans la procédure ; l'organisme judiciaire tout entier craquait sous les attaques de l'opinion et des publicistes, et était faiblement défendu par ses propres membres. La popularité des Parlements ne doit pas faire illusion, ce n'est que par leur lutte ouverte contre le « despotisme ministériel » qu'ils s'attachèrent un moment la faveur de toute la France, mais les esprits clairvoyants comprenaient que ces magistrats frondeurs luttèrent plus pour le maintien de leurs privilèges qu'en faveur des droits de la nation.

Lorsque Voltaire écrit, en 1768, son *Histoire du Parlement de Paris*, il laisse entendre son opinion sur ce grand corps qui donne l'exemple de la résistance au pouvoir royal et qui n'a jamais su se renfermer dans l'exercice impartial de ses fonctions. Diderot, en 1770, dans un commentaire sur ce livre, donne, sans ménagement, à sa manière ordinaire, une appréciation qu'il faudrait pouvoir citer en entier. « Il faut n'avoir guère de liaisons dans ce monde-ci, dit-il, pour se brouiller avec des gens qui ont sur le front un bandeau qu'ils sont maîtres de tirer sur les yeux ; sur leurs genoux, une balance qui penche du côté qu'il leur plaît ; dans leurs mains, un glaive qui tranche des deux côtés ; devant eux, un livre où ils lisent à leur gré notre destinée ; et entre leurs bras, une urne qu'ils secouent, et d'où ils peuvent faire sortir à tout moment la perte de l'honneur, de la liberté, de la fortune et de la vie. » Plus loin il déclare qu'un homme plus instruit des choses de la justice eût traité le sujet de Voltaire d'une manière plus profonde. «.... Nous aurions vu ce corps se faire exiler, refuser la justice au peuple et amener l'anarchie, lorsqu'il s'agissait de ses droits chimériques ; jamais, quand il était question de la défense du peuple... Nous l'aurions vu fermant les yeux sur le fond et toujours dominé par l'absurdité de ses formes. Nous l'aurions vu vendu à l'autorité ; la plupart de ses membres pensionnés de la cour, et le plus violent ennemi de toute liberté soit civile, soit religieuse, l'esclave des grands, l'oppressur des petits. Nous l'aurions vu sans cesse occupé de

réforme, excepté dans la partie de la jurisprudence et des lois, qu'il a laissées dans le chaos où il les a trouvées (1).....» Le Parlement n'avait cessé de combattre les philosophes, et peut-être, dans l'opinion de Diderot, faut-il faire la part de la rancune de l'auteur de l'*Encyclopédie* ; mais il est certain que ce jugement sur le rôle des Parlements n'est pas isolé dès cette époque ; Condorcet, dans sa correspondance, témoigne de sentiments semblables (2) ; moins de vingt ans plus tard, leur destruction sera un des premiers actes de l'Assemblée Constituante, sans qu'aucune protestation s'élève en leur faveur.

Un si court espace de temps a suffi pour convaincre tous ceux qui prenaient fait et cause pour les Parlementaires exilés par Maupeou. On avait compris, en effet, qu'ils ne luttaient que pour leurs prérogatives propres, et qu'ils étaient le principal obstacle à la réforme des procédures civile et criminelle universellement demandée. Et le jury apparaît alors avec ce double avantage d'améliorer la procédure et de restreindre la puissance des juges.

On sait quelle émotion soulevèrent en France ces erreurs judiciaires dont les publicistes, à la suite de Voltaire, poursuivirent le redressement. L'attention du

(1) Diderot, *Œuvres*, édit. Assizat, VI, 402.

(2) Le 22 juillet 1774, il écrit à Voltaire : « Le Parlement actuel est vil et méprisé ; l'ancien était insolent et haï, tous deux étaient sots et fanatiques. » Condorcet, *Œuvres*, I, 37.

public fut attirée dans ces causes criminelles sur les horreurs de la torture, l'absence de toute garantie en faveur de l'accusé, et les rigueurs excessives d'un code suranné ; les protestations furent unanimes, et la cour même fut gagnée à la cause des réformes. On a raconté comment une estampe ayant été publiée au profit de Calas, toute la France, l'Europe même, s'empressa de souscrire, l'impératrice de Russie pour 5.000 livres. Ces affaires sensationnelles étaient l'occasion des plus vives attaques contre la procédure criminelle ; bien avant 1789, les réformateurs ont convaincu l'opinion. Le garde des sceaux de Miromesnil, acquis aux idées nouvelles, a supprimé la question préparatoire en 1780 ; mais les Parlements sont hostiles aux réformes, et leur opposition ne permet que des améliorations partielles. Les injustices se perpétuent, les libelles ne tarissent point, et les condamnations au feu, prononcées par le Parlement, ne peuvent empêcher l'apparition incessante de nouvelles brochures qui propagent les idées frappées d'interdit (1).

La vivacité des polémiques sur la procédure criminelle a frappé les historiens du XVIII^e siècle, et l'on répète couramment après eux, que les philosophes et l'opinion, qui se passionnaient pour ces réformes, se désintéressaient de la justice civile dont ils ignoraient d'ailleurs toute la procédure et l'organisation ; or cette idée est fausse, nous allons le constater. Avec moins de fracas, mais

(1) Voir dans Esmein, *Histoire de la procédure criminelle en France*, 1882, le récit de ces grandes causes criminelles.

autant de persistance, se poursuivait la lutte contre les abus de la justice civile. Si nous avons dû rappeler les polémiques sur la justice criminelle, c'est qu'elles ne furent pas séparées des plaintes contre les tribunaux civils ; le grand effort des polémistes porta sur la procédure criminelle, et l'on sait qu'il devait aboutir, par un bouleversement total, à l'adoption du jury imité des Anglais ; les réclamations contre la procédure civile étaient moins subversives, par leur nature même elles passionnaient moins le grand public, mais ces deux aspects de la justice, que nous sommes habitués aujourd'hui à envisager séparément, se confondaient alors, et toutes ces questions étaient discutées ensemble. C'est ce qui explique que le jury proposé pour le jugement des affaires criminelles, devait fatalement être associé aux affaires civiles par quelques esprits audacieux. D'ailleurs l'exemple anglais, tant admiré en matière criminelle, ne pouvait rester complètement dans l'ombre en son application aux procès civils. Nous verrons les exemples de cette fusion de la question criminelle et de la question civile en cherchant dans les auteurs les signes de l'influence anglaise. Mais comment ces philosophes furent-ils amenés à s'occuper de problèmes aussi spéciaux et quel fut leur rôle dans l'importation des idées anglaises ?

Dans cette campagne pour la réforme judiciaire, les philosophes prirent une place prépondérante. Ce cri général contre les tribunaux criminels et leur procédure barbare, contre la justice civile pénétrée de l'esprit de

caste, coûteuse et longue, ne pouvait les laisser indifférents. Si l'on a pu soupçonner Voltaire d'avoir tout d'abord pesé ce que pouvait gagner sa popularité, avant qu'il ne s'attachât à la poursuite des erreurs judiciaires, il est certain que l'étude des questions relatives à l'ordre judiciaire devait nécessairement intéresser les encyclopédistes. Alors qu'ils cherchaient dans leurs écrits à déterminer la constitution logique de la société en combattant toutes les superstitions, tous les abus qu'ils reconnaissaient dans le royaume, il était naturel qu'ils saisisse l'importance de la fonction judiciaire de l'Etat, et que, frappés des plaintes que soulevait l'administration de la justice, ils en étudiassent les causes et les remèdes. Houdart de la Motte avait bien senti cette direction des esprits chez ceux que l'on devait appeler les « philosophes » lorsqu'il écrivait : « Philosophe c'est rendre à la raison toute sa dignité et la faire rentrer dans ses droits ; c'est rapporter chaque chose à ses principes propres, et secouer le joug de l'opinion et de l'autorité. » Les droits de la raison étaient bien méconnus dans l'organisation de la justice, le joug de l'autorité était là plus pesant qu'ailleurs ; les philosophes allaient aider l'opinion à le secouer.

S'ils s'étaient contentés de relever les vices de nos codes, le formalisme des procédures archaïques, toutes les difficultés qui entravaient le triomphe du bon droit pour le plaideur sans influence et sans fortune, ils n'eussent fait que répéter les critiques bien anciennes que l'on

rencontre déjà dans Loyseau, que les états-généraux renouvelaient autrefois périodiquement, et qui n'avaient jamais été entendues. Seul le ton aurait été changé, car jamais on n'avait encore osé parler avec l'audace et l'âpre esprit de révolte qui caractériseront les polémiques à la fin de l'ancien régime. Mais ils entreprirent d'éclairer les esprits d'une manière nouvelle, bien conforme à l'esprit du siècle : ils étudièrent les institutions judiciaires des pays voisins, et la comparaison devait être riche en enseignements. L'amour des considérations philosophiques générales, relevées d'anecdotes piquantes, de traits rares, faisait rechercher l'étude des mœurs étrangères et les relations de voyageurs : l'Angleterre, l'Orient, la Chine, se partageaient la faveur d'un public avide de récits singuliers. Ce goût de l'exotisme qui fut si général au xviii^e siècle, devait être aussi fructueux en législation que dans les lettres et les arts. C'est cette curiosité des constitutions étrangères qui poussa Montesquieu à parcourir l'Europe, voyage dont le fruit lentement mûri devint l'*Esprit des Loix*.

L'Angleterre, dès le début du siècle, fut la source féconde où chacun vint puiser les principes nouveaux ; Voltaire en rapporta ses idées philosophiques, Montesquieu sa politique. Cet air de liberté dont sont empreintes, chez cette nation, les coutumes et les mœurs, frappe vivement tous les Français. Ceux qui s'intéressent aux pratiques judiciaires trouvent là aussi des coutumes libérales, dont le jury est peut-être la plus étonnante, et à

leur retour en France, ils ne manquent pas, à l'occasion des procès sensationnels qui passionnent l'opinion, de raconter quelles sont les garanties qu'assurent aux accusés les lois anglaises, et par quels moyens elles protègent les individus contre l'arbitraire du pouvoir.

Dès 1726, Voltaire fit en Angleterre un séjour prolongé, qui, pour lui avoir été imposé, ne lui fut pas moins profitable ; pendant trois ans il put voir fonctionner l'organisme judiciaire, et quand, plus tard, il put écrire : « Je me suis fait Perrin-Dandin, je ne m'occupe plus que de procès » et qu'il poursuivit une lutte sans trêve contre la justice criminelle de France, il ne cessa de proposer en exemple les tribunaux anglais où le jugement par jurés est la meilleure sauvegarde de l'innocence.

On peut certes considérer qu'il est un de ceux qui ont le plus contribué à acclimater en France le jury criminel. Par contre, il parla peu du jury civil, et l'on doit reconnaître qu'il fit en cela comme tous les philosophes qui connaissaient pourtant les coutumes de l'Angleterre. Cette réserve ne doit pas surprendre, car les écrivains, entraînés par les polémiques du jour, devaient être surtout frappés des institutions anglaises qui auraient permis d'éviter ces injustices retentissantes où la cause des victimes était celle de la France entière. Pour corriger les vices de la procédure civile, où les intérêts pécuniaires sont seuls en jeu, la suppression de certains abus apparaissait comme suffisante. Tandis que peu à peu les encyclopédistes étaient parvenus à accoutumer les esprits,

à considérer qu'une restauration totale de la justice criminelle était devenue indispensable, leurs réclamations contre la justice civile étaient beaucoup moins subversives : suppression des justices seigneuriales, abolition de la vénalité des charges, des appels multiples, du droit d'évocation ; toutes ces demandes étaient négatives, et comportaient moins d'innovations que de réformes.

C'est donc surtout par l'intermédiaire de la procédure criminelle que fut connu le jugement par jurés en matière civile. Car il ne faudrait pas croire qu'avant la Révolution on l'ait généralement ignoré. On retrouve dans les grands ouvrages des philosophes et des encyclopédistes des allusions très nettes et toujours favorables au jury civil, mais on parle peu de cette institution parce que l'on n'a pas encore la conviction qu'il faille autre chose que des réformes partielles pour rendre meilleure l'administration de la justice civile.

En 1748, lorsque Montesquieu expose la constitution de l'Angleterre dans son *Esprit des Lois*, dans un chapitre fameux, qui devint le bréviaire politique du XVIII^e siècle, il ne manque pas de signaler le jury anglais et les garanties de liberté qu'il assure aux citoyens. A son ordinaire il enveloppe son opinion dans des idées générales qui la dissimulent, et il ne prononce même pas le nom de l'institution à laquelle il fait certainement allusion. « La puissance de juger, dit-il à propos de la séparation des pouvoirs, ne doit point être donnée à un sénat permanent, mais exercée par des personnes tirées du corps

du peuple (comme à Athènes), dans certains temps de l'année, de la manière prescrite par la loi, pour former un tribunal qui ne dure qu'autant que la nécessité le requiert. De cette façon, la puissance de juger, si terrible parmi les hommes, n'étant attachée ni à un certain état, ni à une certaine profession, devient, pour ainsi dire, invisible et nulle. On n'a point continuellement des juges devant les yeux, et l'on craint la magistrature, et non pas les magistrats. Il faut même que dans les grandes accusations, le criminel, concurremment avec la loi, se choisisse des juges, ou du moins qu'il en puisse récuser un si grand nombre, que ceux qui restent soient censés être de son choix (1). » Il y a là en peu de mots toute la théorie du jury, et la Constituante entendra maintes fois vanter le caractère impartial et impersonnel du jugement quand le fait a été décidé par des jurés et la loi appliquée par le juge. Lorsque Montesquieu étudiait, dans le sixième livre, les *conséquences des principes des divers gouvernements par rapport à la simplicité des lois civiles et criminelles, la forme des jugements et l'établissement des peines*, il donnait déjà la définition du jury (2) : « En Angleterre, les jurés décident si le fait qui a été porté devant eux est prouvé ou non, et s'il est prouvé, le juge prononce la peine que la loi inflige pour ce fait, et pour cela, il ne lui faut que des yeux. » Mais remarquons que

(1) *Esprit des Lois*, liv. XI, ch. VI.

(2) *Ibid.*, liv. VI, ch. III.

c'est à propos des procès criminels qu'il parle pour la première fois du jury ; d'ailleurs dans ce livre VI, qui comprend vingt et un chapitres, treize sont consacrés aux lois criminelles exclusivement.

Une lettre du 16 mai 1749 nous montre l'intérêt que Montesquieu portait à cette question des jurés dont il avait compris toute l'importance politique ; elle est adressée à Hume qui lui avait envoyé ses félicitations et ses observations sur *l'Esprit des Loix* qui venait de paraître. « Ce que vous dites sur la forme dont les jurés prononcent en Angleterre, m'a surtout fait grand plaisir, et la partie de mon livre où j'ai traité cette matière est peut-être celle qui m'a fait le plus de peine, et où j'ai le plus souvent changé ce que j'ai fait... » On voit qu'il ne faut pas s'attacher à la brièveté du passage cité plus haut pour en mesurer l'importance.

L'Angleterre, par l'institution du jury, jouit d'une excellente garantie pour la liberté des citoyens, surtout dans les procès criminels ; voilà ce que vont répéter après Montesquieu tous les philosophes. Il faut d'ailleurs noter que ces mots de jurés, jury, furent longs à prendre en France le sens anglais. *L'Encyclopédie* de Diderot, au mot *juré*, ne parle que des jurés commerciaux, et même à la rubrique « justice par pairs », le jugement du jury est ignoré. Dans le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire, le mot juré ne figure pas ; par contre, sous le mot criminel on trouve un excellent exposé de l'institution du jugement par jurés des Anglais, et c'est toute

l'œuvre politique de Voltaire qu'il faudrait citer si l'on voulait relever tous les passages où il parle du jury criminel anglais. Les *Dialogues entre A, B et C*, le *Prix de la justice et de l'humanité*, les *Commentaires sur le traité des délits et des peines* sont, de ses écrits, ceux où il a le plus longuement vanté la pratique anglaise.

Quant au jury civil il en a parlé dans cette *Histoire du Parlement de Paris*, qu'il s'obstina à renier sans convaincre l'opinion perspicace ; ce passage est très intéressant parce que le jury civil y est, pour la première fois, présenté sous un aspect historique qui a si vivement frappé les esprits qu'on ne trouve plus un commentaire sur le jury, en 1789, qui ne fasse allusion à ces origines franques (1). Ce chapitre est intitulé « *Des pairs, quels furent les pairs qui jugèrent à mort le roi Jean-sans-Terre* ». « Pairs, pares, compares, ne signifie pas seulement des seigneurs égaux en dignité, il signifie toujours des hommes de même profession, de même état... Le droit d'être jugé par ses pairs est aussi ancien que les sociétés des hommes. Un Athénien était jugé par ses pairs athéniens, c'est-à-dire par des citoyens comme lui. Un Romain l'était par les centumvirs, et souvent par le peuple assemblé. Et quiconque subissait un jugement pouvait devenir juge à son tour. C'est une sorte d'esclavage, si l'on peut s'exprimer ainsi, que d'être soumis toute sa vie à la sentence d'autrui, sans pouvoir jamais donner sa sentence.

(1) *Histoire du Parlement de Paris*, ch. VII.

Ainsi aujourd'hui encore, en Angleterre, celui qui a comparu devant douze de ses pairs nommés jurés, est bientôt nommé juré lui-même. Ainsi le noble Polonais est jugé par ses pairs nobles dont il est également le juge ; il n'y avait point d'autre jurisprudence chez tous les peuples du Nord. » Et il poursuit en rapprochant ces coutumes de celles que l'on pratiquait en France sous les premières dynasties. Charlemagne jugeait avec douze pairs les causes principales « de même que dans chaque ville, les citoyens étaient jugés par douze jurés ». Rapprochement important à noter, désormais il ne cessera d'être renouvelé chaque fois que l'on parlera d'un jury ; il est précieux de constater que les Anglais considèrent le jury comme une des meilleures de leurs institutions, mais, à l'époque où commence l'engouement pour l'antiquité et où naît la doctrine du retour à la nature, il est bien plus utile pour la cause du jury de pouvoir dire qu'il était pratiqué par nos pères et dans toutes les sociétés anciennes.

Un des livres qui eurent le succès le plus considérable au milieu du siècle, un de ceux qui eurent le plus d'influence sur les idées des encyclopédistes est ce *Traité des délits et des peines* du marquis de Beccaria, qui eut plus de trente éditions en Italie, fut traduit par Morellet, et souleva un enthousiasme à Paris dont l'auteur vint recueillir les témoignages en 1766. Voltaire et Diderot firent les commentaires les plus élogieux sur ce livre. Or, dans la dernière partie, à propos de la procédure criminelle, le jury anglais était reconnu comme la meilleure

sauvegarde de la liberté des citoyens. Désormais tous les écrits sur la procédure criminelle, qui dérivent de ce livre, feront également allusion au jury anglais dans les termes les plus favorables.

L'Angleterre trouva encore un apologiste convaincu en de Lolme, citoyen de Genève, qui, en 1771, publia sa *Constitution de l'Angleterre*. Cet ouvrage, qui parut presque simultanément à Londres, à Amsterdam et à Paris, eut un grand succès, des éditions se suivirent jusqu'en 1785. Dans cet exposé très clair, méthodique, souvent d'ailleurs superficiel, des institutions anglaises, le public, qui, depuis Montesquieu, n'avait cessé de s'intéresser aux choses de l'Angleterre, trouvait un parallèle constant entre les coutumes françaises et les coutumes anglaises, celles-ci se distinguant par l'esprit de liberté, de respect pour l'individu, de légalité qui les inspire. Dans ces considérations écrites en un style familier, on ne pouvait manquer d'être frappé des nombreuses réformes que l'exemple des Anglais invitait à introduire dans la constitution politique du royaume. De Lolme ne néglige pas de signaler combien la liberté individuelle est assurée en Angleterre grâce au jugement par jurés : « Les juges, dit-il, ne pouvant prononcer que lorsque le point de fait a été établi par des hommes nommés, pour ainsi dire, au choix des parties, l'effet des passions particulières, par conséquent l'acception des personnes, est bannie des tribunaux (1). » Lorsqu'il arrive à l'exposé de la procédure

(1) *Constitution de l'Angleterre*, I, ch. viii.

criminelle, il développe longuement le fonctionnement des divers jurys, du droit de récusation, du jugement ; il termine par de longs éloges sur cette procédure qui est une des assises de la constitution libre de l'Angleterre. Comme ses prédécesseurs il laisse à peine entendre que ce jury fonctionne aussi au civil ; évidemment le jury criminel l'a beaucoup plus frappé, parce qu'il a aperçu la possibilité de le substituer en Europe aux tribunaux existants. Il revient encore, à la fin de son livre, sur ce mode de jugement et constate que l'Angleterre est le seul pays qui ait su le conserver, car les Normands en faisaient usage, et la Suède, son pays d'origine, n'en connaît plus qu'une forme corrompue.

Enfin, préparé par tous ces ouvrages d'une lecture facile, qui avaient propagé les connaissances élémentaires sur la constitution anglaise, le public lettré devait accueillir avec faveur l'œuvre considérable de Blackstone, ces *Commentaires sur les lois anglaises*, qui pour les Anglais marquent une date capitale dans l'histoire de la science du droit. Traduit en 1774-1776, ce livre acquit rapidement une grande réputation ; pour la première fois, le chaos des lois anglaises est exploré méthodiquement, les principes de la constitution sont dégagés et suivis dans leurs conséquences, des rapprochements avec les législations anciennes et étrangères éclairent les développements, et, ce qui devait plaire au public français, les doctrines sociales de Montesquieu, Rousseau, Beccaria, dont l'auteur se montre un adepte convaincu, sont appli-

quées à la critique des lois. Ces commentaires forment d'ailleurs un traité assez volumineux, et on les considéra vite comme une sorte de répertoire des connaissances sur les coutumes anglaises. Quiconque parlera désormais de l'Angleterre, citera Blackstone, sans avoir eû toujours la précaution de le consulter consciencieusement ; il n'est pas de meilleure preuve de sa grande réputation.

Blackstone est un grand admirateur du jury anglais qui est « en si haute estime parmi le peuple, qu'aucune conquête, aucune révolution dans le gouvernement ne serait jamais capable de l'abolir » ; il n'a pas de qualificatif trop élogieux : c'est la gloire du droit anglais, le principal boulevard de nos libertés, le bouclier du peuple contre le despotisme, et nous retrouverons cent fois toutes ces expressions dans la bouche des révolutionnaires français. Il faut tout de suite remarquer que, contrairement à tous les Français qui décrivirent les coutumes judiciaires anglaises, c'est à propos de la justice civile qu'il parle d'abord du jury ; quand il arrivera à la justice criminelle, il ne fera que préciser des détails spéciaux de procédure ; il est donc matériellement évident que tous les lecteurs français ont eu l'attention attirée sur ce jury civil laissé dans l'ombre jusque-là. Blackstone consacre un chapitre extrêmement minutieux à la description détaillée du jury (1) ; il expose l'organisation des diverses espèces de jurys, le droit de récusation des parties, la procédure à l'audience, l'admission des preuves, le ver-

(1) Livre III, ch. 22.

dict, qui doit être rendu à l'unanimité. Dans le chapitre xxiv, il décrit le jugement et ses incidents, dans le chapitre xxv, les procédures d'appel. Au milieu de ses éloges sur ce système aussi expéditif et aussi peu dispendieux qu'il est équitable, il ne se montre pas aveuglé, et signale les défauts révélés par la pratique, et les remèdes qui pourraient les faire disparaître. Enfin il ne manque jamais l'occasion de rapprochements avec les institutions anciennes, surtout avec celles de Rome.

On peut mesurer toute l'influence qu'eut ce livre à la fréquence des citations qu'en firent les hommes de la Révolution, et l'on peut dire, sans exagération, qu'il n'y a pas un plan d'organisation du jury présenté à la Constituante qui ne soit redevable à Blackstone de la plupart de ses détails d'exécution. Siéyès lui-même, le plus original des constituants, et ennemi déclaré des institutions anglaises, n'est pas resté en dehors de son influence. Comment ces hommes, qui cherchaient à reconstituer l'organisme judiciaire universellement décrié, ne se seraient-ils pas souvenus du jury, dont Blackstone disait (1) : « C'est à cette constitution que nous sommes redevables de la liberté, qui depuis une si longue suite de siècles, semble propre à notre nation ». Ne croirait on pas déjà entendre quelque orateur de la Constituante, quand il dit (2) : « Lorsque la décision d'une question de

(1) *Ibid.*, liv. III, chap. 23.

(2) *Ibid.*

fait est confiée à un simple magistrat, la partialité et l'injustice ont une ample carrière, soit en exigeant des preuves où il n'en faut pas, soit en supprimant adroitement quelques circonstances et en appuyant sur d'autres. C'est pourquoi un nombre compétent de jurés intelligents et équitables, choisis au sort parmi ceux d'un rang mi-toyen, sera à coup sûr composé de personnes plus propres à découvrir la vérité, et de plus sûres conservatrices de la justice publique. » Cette idée de la séparation du droit, et du fait que Blackstone développe ici, devait rencontrer la plus grande faveur. Adoptée comme la meilleure garantie d'équité dans les jugements criminels, elle était liée à l'idée de jury et nous la retrouverons exposée par tous les partisans du jury civil.

Elle fut reprise par Filangieri, un des derniers légistes qui aient influé sur la Révolution, dans son livre, la *Science de la législation*. Paru à Naples en 1784, traduit en français en 1789, il fut très lu ; cependant Filangieri n'eut toute sa réputation en France que sous la Restauration. Dans un chapitre sur les lois criminelles (1), il trouve chez les Romains et les Anglais les moyens de distribuer les fonctions judiciaires sans concentrer l'effrayant pouvoir de disposer de la vie et de la liberté des citoyens entre les mains d'un seul homme : c'est le système de la séparation du jugement du droit et du fait. Ce qui semble le frapper le plus vivement dans les lois anglaises, ainsi que

(1) Filangieri, *La science de législation*, liv. III, chap. XVI.

ses contemporains, c'est ce large droit de récusation des jurés, qui assure aux parties la certitude de n'être jugés que par des hommes impartiaux. Cette idée encore devait être un des principes directeurs de tous les projets de réforme de l'ordre judiciaire durant la Révolution.

Nous arrivons ainsi à la fin de l'ancien régime ; à l'influence doctrinale des écrivains vont succéder les enseignements pratiques du journalisme et de la tribune parlementaire, et nous verrons surgir toute formée cette théorie du jury civil qui semblait si lointaine, si obscure. Dans cette recherche rapide à travers l'œuvre philosophique du XVIII^e siècle nous avons rencontré peu d'éléments de filiation directe du jury civil ; s'il est certain que les philosophes ont connu cette procédure anglaise, ils ne l'ont cependant jamais envisagé comme une institution qui pourrait être transplantée en France avec fruit ; tandis qu'ils demandaient la réforme totale de la justice criminelle, ils n'espéraient voir abolir que les vices les plus grossiers de la justice civile. Rousseau disait avec raison : « La littérature et le savoir de notre siècle tendent beaucoup plus à détruire qu'à édifier (1). » Des grandes luttes philosophiques qui durèrent de 1750 jusque vers 1775, on ne voit pas encore avant 1789 des résultats pratiques dans les institutions : c'est l'esprit de la nation qui est changé beaucoup plus que ses lois. Particulièrement dans l'ordre judiciaire, de nombreuses idées

(1) *Emile*, préface.

de réforme ont été semées, peu de réformes ont été faites. « Ni les citations de Grotius, dit Voltaire, ni celles de Puffendorf, ni celles de l'*Esprit des lois*, n'ont jamais produit une sentence du Chatelet ou de l'Old Bailli de Londres. On s'appesantit avec Grotius, on passe quelques moments agréablement avec Montesquieu : et si on a un procès, on court chez son avocat (1). » Cette apparente stérilité de tant d'efforts, était due pour la plus grande part à l'hostilité que toute manifestation de l'esprit nouveau rencontrait dans le milieu des parlementaires et des gens de loi. L'aventure de l'avocat général Dupaty, célèbre dans toute la France, et repoussé par le Parlement de Bordeaux lorsqu'il devint président à mortier, est bien caractéristique. Ce grand corps judiciaire préféra ne pas siéger pendant un an plutôt que d'admettre dans ses rangs cet apôtre des idées nouvelles. Mais le courant d'opinion était devenu trop fort, les Parlements qui voulurent l'endiguer devaient être emportés.

On se rend compte combien était général et puissant le désir de réformes, quand on constate que l'Académie de Châlons, qui, par un choix toujours opportun de ses sujets de prix, eut une si grande influence, proposait le 25 août 1780 ce sujet : « Quels seraient les moyens de rendre la justice en France avec le plus de célérité et le moins de frais possible ? » alors que parallèlement elle avait déjà mis au concours : « Des moyens d'adoucir la

(1) *Encyclopédie*, au mot *Lois*.

rigueur des lois pénales en France sans nuire à la sûreté publique. » C'est tout le programme de la question judiciaire qui était mis en question. On sait que plus de vingt mémoires furent envoyés sur ce dernier sujet, pour lequel Brissot de Warville et Bernardi furent couronnés. Il faut remarquer dans leurs mémoires qu'ils indiquent la procédure par jurés comme un des meilleurs moyens de corriger les vices de la justice criminelle, et surtout qu'ils revendiquent cette institution comme française, en rappelant, idée critiquable mais si fréquemment reprise, que le jury a existé en France, sous les premières dynasties, sous la forme des *cojuratores* et du jugement de l'accusé par ses pairs. Le concours sur la justice civile n'a pas dû susciter moins de travaux. Celui qui fut couronné (1) est un réquisitoire très âpre contre les abus de la procédure et de l'organisation judiciaires. C'est le même tableau de l'anarchie judiciaire que l'on retrouve dans un ouvrage de Péthion de Villeneuve, écrit pour ce concours mais non présenté (2). Toutes les revendications relatives à l'administration de la justice que formuleront les cahiers des Etats généraux, sont déjà exposées dans ces mémoires. Le besoin de réformes est donc devenu aigu, et si l'on ne parle du jury qu'au criminel, c'est que sur ce point les avis sont unanimes et que l'on veut aller

(1) *Bib. nat.*, Lf 23/58.

(2) *Des lois civiles et de l'administration de la justice*, 1782, *Bib. nat.*, Lf 23/43.

au plus pressé ; la justice civile qu'il est très difficile de modifier, sera rendue tolérable si l'on pratique seulement quelques réformes indispensables. Mais dès qu'on sentira, vers 1788, l'approche d'une ère nouvelle, l'espoir grandira, les esprits deviendront plus audacieux, ce ne sera plus seulement pour la justice criminelle, mais aussi pour la justice civile que l'on parlera d'instituer le jury. « Le mal qu'on souffrait patiemment comme inévitable, semble insupportable dès que l'on conçoit l'idée de s'y soustraire » (1). L'annonce des Etats généraux, surexcitant l'esprit public fera naître de toutes parts les projets contenus en germe dans les écrits philosophiques de la génération précédente.

Le témoignage le plus probant que l'on puisse recueillir sur la diffusion de la théorie du jury, au début de la Révolution, c'est celui des cahiers des Etats généraux. La réforme judiciaire y tient une très grande place, et ce n'est pas seulement la réforme de la justice criminelle qu'il faut entendre par là, comme on le croit trop souvent, mais aussi celle de la justice civile. Le plus grand nombre des cahiers étant divisés en chapitres, la rubrique « justice » y manque très rarement ; et, dans l'ensemble, c'est un remaniement complet des tribunaux et de la procédure qui est demandé. On a déjà à plusieurs reprises fait le relevé des réformes le plus généralement

(1) Tocqueville, *L'ancien régime et la Révolution*, 8^e édit., ch. IV, p. 289.

demandées au criminel (1), et l'on a constaté cette invitation fréquente à étudier les moyens d'instituer le jugement des crimes avec l'assistance des jurés.

Mais le jury civil paraît aussi dans un certain nombre de cahiers des régions les plus diverses. On saisit par là, la pénétration générale de tous ces écrits dont nous avons parlé précédemment, et l'on remarque quelles sont les idées qui ont rencontré le plus de faveur. A vrai dire, le plus souvent le nom seul de l'institution est prononcé, soit qu'il suffise pour indiquer ce que l'on a voulu proposer, soit que le cahier n'en révèle qu'une connaissance superficielle. Ainsi la noblesse et le tiers-état de Péronne (2) demandent « que le jugement par jurés soit institué », et c'est dans les mêmes termes que s'exprime le clergé d'Artois (3) ; à Paris, le district des Enfants Rouges espère voir « établir les jugements par jurés » (4). Le tiers-état d'Alençon veut « la réforme de la procédure tant civile que criminelle, et que s'il est possible, l'usage des jurés soit rétabli » (5). Et voici signalée d'un mot cette théorie qui a fait tant d'impression, en faveur du

(1) Voir notamment : Desjardins, *Les cahiers des Etats généraux de 1789 et la législation criminelle*.

(2) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. V, p. 357. — C'est encore actuellement dans cette collection que se trouvent réunis le plus grand nombre de cahiers. C'est là que nous renverrons désormais.

(3) *Arch. parl.*, 1^{re} série, II, 80.

(4) *Arch. parl.*, 1^{re} série, VI, 688.

(5) *Arch. parl.*, 1^{re} série, I, 717.

jury : les jurés ont existé autrefois en France, et n'ont disparu que par le fait des empiètements des juges sur les droits des citoyens. C'est ce que dit aussi la noblesse de Saintes (1) à ses députés : « Ils feront prendre en considération les avantages inestimables de la méthode du jury qui fut jadis connue de nos ancêtres. » Certains cahiers sont très catégoriques sur les heureux effets que l'admission des jurés dans les jugements ne tarderaient à produire aussi bien au civil qu'au criminel. Le tiers-état de Versailles dit : « Pour empêcher qu'il ne soit jamais porté atteinte aux droits personnels des Français, ni à leur propriété, l'intervention des jurés, dans toutes les causes criminelles et dans toutes les causes civiles, pour les décisions de fait, sera admise et établie dans tous les tribunaux du royaume » (2), et plus loin : « L'intervention des jurés dans tous les tribunaux devant rendre l'administration de la justice plus facile et plus simple, les juges de tous les tribunaux seront réduits au plus petit nombre possible » (3). Ici on reconnaît le langage de gens qui ont suivi les polémiques judiciaires des dernières années et qui sont très au courant des théories nouvelles ; on ne saurait rencontrer de meilleur témoignage de la diffusion de la théorie du jury civil et criminel. Mais il n'est pas isolé — la noblesse de Mantes désire (4)

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, V, 668.

(2) *Arch. parl.*, 1^{re} série, V, 181.

(3) *Arch. parl.*, 1^{re} série, V, 183.

(4) *Arch. parl.*, 1^{re} série III, 663.

« que la question de la jurisprudence par jurés soit examinée avec la plus grande attention ». D'autres cahiers montrent plus de circonspection : les trois ordres de Montfort-l'Amaury et de Dreux (1) voudraient simplement que l'assemblée examinât, « de quelle utilité il pourrait être pour la chose publique d'établir la même forme du jugement (par jurés) en matière civile », car en matière criminelle, ils n'hésitent pas à demander qu'on l'établisse le plus tôt possible. Des petites villes très éloignées, de simples paroisses demandent le jury civil. Forcalquier réclame pour les justiciables, après avoir constaté les abus des justices seigneuriales, « le privilège si consolant d'être jugé par ses pairs (2) » ; la paroisse des Fosses (3) voudrait « que chacun soit jugé par ses pairs, tant en matière civile qu'en matière criminelle, et nous croyons, en effet, qu'il serait infiniment avantageux d'instituer les jugements par jurés, tels que nous avons ouï dire qu'ils se pratiquent en Angleterre » ; la paroisse de Bazoches (4) propose « pour commencer à remédier aux abus, l'établissement des jugements par jurés en matière criminelle, et même en bien des cas civils ». Tous ces témoignages modestes sont aussi importants que ceux qui viennent de grands centres comme Versailles, car ils prouvent mieux encore tout le chemin qu'a-

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, IV, 39.

(2) *Arch. parl.*, 1^{re} série, III, 331.

(3) *Arch. parl.*, 1^{re} série, IV, 562.

(4) *Arch. parl.*, 1^{re} série, IV, 345.

vait déjà parcouru l'idée du jury. Il est superflu, et il serait d'ailleurs fastidieux d'allonger les citations, elles prouvent assez que les philosophes, les publicistes, tous ceux qui avaient depuis une trentaine d'années introduit en France et propagé la théorie du jury n'avaient pas réussi seulement à intéresser le public au jury criminel, comme on l'a prétendu, mais aussi au jury civil. Il semble d'ailleurs que souvent on n'ait pas saisi le rôle véritable des jurés, qui est de déterminer uniquement le fait dans une contestation judiciaire.

Alors que l'on voit souvent invoqué l'exemple de l'Angleterre (1), on rencontre en même temps, sous le nom de jugements par pairs, le vœu que le tiers-état figure parmi les juges ; il ne s'agit plus de jurés mais de juges pris dans les trois ordres pour donner plus de sécurité aux justiciables, c'est ce que demande la communauté de Saint-Julien (2), « que chaque citoyen sera jugé par ses pairs dans les tribunaux souverains, et qu'à cet effet les membres qui composeront ces tribunaux seront pris moitié dans le tiers-état, moitié dans les premiers ordres. » De même Vitrolles d'Aigues dit (3) : « Les tribunaux seront composés de juges pris dans tous les ordres, pour que chacun puisse être jugé par ses pairs. » Il y a dans ces revendications une confusion entre le jugement

(1) Tiers-état d'Aix, VI, 255, et d'Autun, II, 105, noblesse d'Auxois, II, 131, etc.

(2) Dans la sénéchaussée d'Aix, VI, 416.

(3) *Arch. parl.*, 1^{re} série, VI, 446. — Voir aussi Miramas, VI, 358.

par pairs ou jurés, et la question de l'accession à la magistrature du tiers état, qui s'explique par la confusion historique des publicistes qui avaient cru retrouver dans les pairs, juges au moyen âge, de véritables jurés, alors qu'ils n'étaient que des juges statuant sur l'ensemble de la contestation. L'assimilation si fréquente à cette époque des jurés avec les *compurgatores* et les *cojuratores* est encore plus erronée. La filiation historique entre ces témoins jurés, et ce que nous appelons jurés, excuse ces méprises.

Ailleurs on rencontre en germe l'idée des jurés spéciaux, c'est surtout dans les pays agricoles ou industriels ; mais elle est en contradiction avec les vœux généraux qui tendaient à l'abolition de toutes les juridictions d'exception. Le tiers de Crépy en Valois (1) charge ses députés de solliciter l'établissement dans le chef-lieu des justices royales d'une juridiction composée de cultivateurs qui connaîtrait de tous les différends relatifs aux agriculteurs. A Vienne (2), le tiers-état demande « que les matières de commerce, arts et manufactures soient traitées sommairement, à des audiences séparées, où seront appelés, à l'égard des présidiaux, deux négociants, et à l'égard de la Cour supérieure, quatre négociants députés des corps des marchands, pour y avoir voix délibérative. » Il y a là le principe des assesseurs élus, qui fut appliqué dès le début de la Révolution

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, III, 77.

(2) *Arch. parl.*, 1^{re} série, III, 84.

pour les tribunaux criminels inférieurs et qui est une étape, en quelque sorte, entre le système ancien et le système du jury.

Tous ces vœux, sous des formes diverses, en faveur du jury, dont il ne faudrait d'ailleurs pas exagérer l'importance, nous révèlent une grande lassitude de l'ancienne organisation de la justice civile. L'opinion était prête à accueillir toutes les transformations.

Un autre témoignage nous en est fourni par ces petites brochures multiples qui virent le jour à cette époque.

La presse était alors très peu développée, chacun, mû par un grand zèle patriotique, voulait faire connaître à ses concitoyens ses observations sur les circonstances présentes, et la propagande n'avait d'autre voie que ces petits feuillets hâtivement brochés. D'ailleurs on en avait fait un grand usage au cours des dernières années, et l'on avait pu mesurer, en plus d'une occasion, l'effet rapide sur l'opinion de ces écrits de combat, enflammés et persuasifs. Bien qu'un très grand nombre en soit perdu, il en reste encore une quantité considérable que l'on n'a dépouillés que partiellement. Leur intérêt est forcément très inégal, et l'on doit parcourir bien des banalités et des redites avant de trouver une idée originale. Très abondantes en 1788 et 1789 ces brochures diminuent en nombre vers 1790, à l'époque de la multiplication des journaux, qui deviennent désormais les témoins les plus importants des évolutions de l'opinion publique.

S'il était besoin d'une confirmation nouvelle de l'inté-

rêt que portait la nation aux questions de réforme judiciaire, on la trouverait dans ces brochures. Dans toutes ces adresses aux états-généraux, essais sur la Constitution, lettres aux représentants de la nation, jamais il ne manque cette demande : la réforme de la justice civile et criminelle. Quelques-uns des auteurs qui se sont occupés de l'histoire de la justice sous la Révolution ont eu la curiosité de parcourir ces opuscules et de résumer les idées qui y sont le plus ordinairement exprimées ; ce sont en somme celles que l'on trouve dans les cahiers des États-généraux. Pour la question spéciale qui nous occupe, les documents ne sont pas extrêmement nombreux (1). Le plus célèbre, sans contredit, de tous ces opuscules : « Qu'est-ce que le tiers-état » (2), nous offre sur ce point un passage fort intéressant. Siéyès parle de la constitution britannique, qu'il n'a jamais beaucoup appréciée, résistant en cela à l'engouement de ses contemporains : « Il y a évidemment, dit-il, telle loi qui vaut mieux que la Constitution elle-même. Je veux parler du jugement par jurés, le véritable garant de la liberté individuelle en Angleterre et dans tous les pays du monde où l'on aspirera à être libre. Cette méthode de rendre la

(1) Ou plutôt l'usage qui régnait alors de mettre une dédicace en guise de titre ou de ne désigner son œuvre que par un titre très général, rend les recherches difficiles, et il faudrait s'astreindre à un dépouillement long et monotone dont les résultats risqueraient d'être peu instructifs.

(2) *Bibliothèque nationale*, Lb 39/1086.

justice est la seule qui mette à l'abri des abus du pouvoir judiciaire, si fréquents et si redoutables partout où on n'est pas jugé par ses pairs (1). » Il est d'autant plus intéressant d'entendre Siéyès faire cette déclaration en 1789, que l'année suivante il construira un vaste projet d'organisation judiciaire où il mettra en application ses idées sur le jury. Mais à cette époque Siéyès reniera l'exemple de l'Angleterre qu'il invoque ici, sa conception du jury se trouvera complètement modifiée, et quand il combattra le plan de Duport, il lui reprochera de s'inspirer servilement des Anglais. Nous retrouverons ce projet dans l'étude des débats de la Constituante ; toujours est-il que cette brochure, par le retentissement qu'eut son apparition, servit la cause du jury.

Quelques mois auparavant, un éloge semblable de cette institution était fait par un futur député, Rabaut Saint-Etienne (2), dans une petite plaquette qui a pour titre : *A la nation française. Sur les vices de son gouvernement sur la nécessité d'établir une constitution, et sur la composition des Etats-Généraux* (3). Il propose en exemple les trois seules nations qui, dans leur gouvernement, honorent la justice et la liberté : l'Angleterre, les Etats-Unis et la Suisse. Il décrit la constitution anglaise et en expose les avantages. On y trouve « l'administration des jurés

(1) Ch. IV, § 7, p. 67.

(2) Le tiers état de Nîmes l'envoya siéger à Versailles.

(3) *Bib. nat.*, Lb 39/6649. L'ouvrage est anonyme, mais on s'accorde à l'attribuer à Rabaut Saint-Etienne.

dans les jugements ». Rabaut admire ce mode de jugement et y voit la garantie des droits et de la liberté individuels : « une autre barrière, dit-il, contre l'iniquité ou les caprices du pouvoir est l'intervention des jurés dans les causes civiles, et surtout dans les causes criminelles ». C'est d'ailleurs à ce point de vue politique que l'on se place surtout en France, jusque-là, pour louer le jury ; on n'a pas encore assez étudié la question pour y discerner les avantages techniques.

Il faut remarquer que c'est encore à l'occasion de la constitution anglaise que Siéyès et Rabaut Saint-Etienne préconisent le jury ; son influence, en effet, n'a pas cessé de se faire sentir, son exemple sera invoqué constamment à la tribune de l'Assemblée, et plus d'un député devait consulter Blackstone en préparant ses discours. En 1789, on traduisait encore de l'anglais des *Réflexions sur l'établissement des jurés et sur l'administration de la justice civile et criminelle* de William Paley (1). Cet ouvrage assez bien fait, qui avait eu déjà quatre éditions en Angleterre, a pu, a dû certainement être lu par beaucoup de Constituants ; tous les principes qui sont à la base du décret de réorganisation de la justice des 16, 24 août 1790 sont exposés dans ce livre. La combinaison du juge de carrière et du jury y est notamment expliquée, dans ses heureux effets aussi bien que dans ses inconvénients. « Cet admirable système, dit l'auteur, unit la sagesse d'une

(1) *Bib. nat.*, Lf 113/7.

judicature permanente avec l'intégrité d'un tribunal éventuel, et remédie d'une manière sensible aux inconvénients des deux. Le juge communique au juré l'avantage de son érudition et de son expérience, le juré par son désintéressement réprime toute espèce de prévention et de partialité que des démarches et des sollicitations auraient pu inspirer au juge. » Voilà l'appréciation d'un Anglais, que les partisans du jury devaient être heureux de pouvoir rapporter, et nous trouverons au cours des débats une preuve directe d'emprunt fait par un orateur aux idées exposées dans ce livre.

Les plaideurs malheureux ne pouvant rester indifférents en présence d'une institution qui devait apporter tant de justice et de sécurité dans les procès. L'un d'eux, le comte de Sanois, qui avait perdu le meilleur procès du monde et qui en voulait à ses juges, adopta d'enthousiasme la théorie du jury et fit pour elle une propagande curieuse. Une proclamation qu'il fit à l'assemblée de la noblesse de Paris hors les murs, qui rédigeait alors son cahier de doléances, a été reproduite par M. Chassin (1). « Personne, dit-il, n'a encore osé réclamer d'une manière solennelle le droit dont jouissent nos voisins et qu'ils appellent le Palladium de leur liberté : le droit d'être jugé par ses pairs, droit que la nation française connaissait autrefois et dont elle n'a été privée que par les usurpations successives de l'ordre judiciaire. Je crois, Messieurs, que notre liberté

(1) Chassin, *Les élections et les cahiers de Paris en 1789*, t. VI, p. 346.

politique n'est que chimère, tant que nous ne rétablirons pas parmi nous le jugement par pairs ou par jurés. » Quelques mois plus tard il fait paraître une forte brochure (1) qu'il signe : « le comte de Sanois, l'une des victimes de l'ordre judiciaire ». Il vante le système du jury, invoque l'autorité d'ouvrages antérieurs français et étrangers dont il donne des extraits ; malheureusement pour mieux convaincre le lecteur de la nécessité de réformer les tribunaux, il s'engage dans un récit de son propre procès et cent pages lui suffiront à peine à démontrer la fourberie de ses juges. Sa polémique cesse dès lors de nous intéresser.

On voit, par ces exemples que l'on pourrait multiplier(2), qu'à Paris comme dans les provinces on ne songeait pas au jury seulement pour réformer les tribunaux criminels, mais aussi pour les tribunaux civils. L'inspiration vient toujours de l'Angleterre qui avait été la grande éducatrice, à travers les écrits des philosophes et les traductions.

Arthur Young, qui voyageait en France en 1789, cons-

(1) *Aux Etats-Généraux. Sur la nécessité d'une réforme dans l'ordre judiciaire, au moyen du rétablissement des jugements par pairs ou par jurés*, août 1789, *Bib. nat.*, Lf 23/69.

(2) Voir notamment *La voix du citoyen*, 1789 (*Bibl. nat.*, Lb 39/1187), de Lebrun, député de Dourdan, le futur consul. Page 32, sur la liberté civile, il dit : « Votre constitution fut libre dans les premiers temps, lorsque sous un comte, des jurés décidaient toutes vos contestations », et plus loin : « En Angleterre... les véritables juges, ce sont les jurés » ; ensuite il réclame aussi le jury au criminel.

tate que les demandes des cahiers et de l'opinion sont généralement heureuses et permettent d'augurer bien de la direction du mouvement révolutionnaire ; au nombre de ces améliorations qu'il se félicite de voir exigées, il note le jugement par jury et l'*habeas corpus* (1).

(1) A. Young, *Voyages en France*, Guillaumin, 1882, 2^e édit., t. II, p. 454.

CHAPITRE II

LES DÉBATS A L'ASSEMBLÉE CONSTITUANTE.

Les cahiers, les brochures, l'opinion publique demandaient très nettement une réorganisation judiciaire et posaient en même temps la question du jury ; l'activité parlementaire eut bien vite à s'exercer sur cet objet. L'ère des réformes, où ces idées allaient trouver à s'appliquer, s'ouvre par cette nuit fameuse du 4 août où fut votée l'abolition de tous les privilèges. Au nombre de ceux-ci étaient les justices seigneuriales ; elles furent supprimées ainsi que la vénalité des offices, et l'on promit la gratuité de la justice.

Par tous ces votes une réorganisation judiciaire devenait nécessaire. Le Comité de constitution, composé de Siéyès, Mounier, Talleyrand, Le Chapelier, Bergasse, Clermont-Tonnerre, Lally-Tollendal et l'archevêque de Bordeaux, Champion de Cicé, eut à composer un plan d'organisation judiciaire ; il chargea Bergasse d'en faire le rapport.

Le 17 août ce rapport était déposé. Malgré son style emphatique, son caractère d'improvisation, l'esquisse de Bergasse forme cependant, dit M. Seligman, le digne

frontispice de l'œuvre judiciaire de la Constituante (1). En tout cas il faut remarquer la rapidité avec laquelle il traita ce sujet considérable, rapidité qui ne s'explique que par la diffusion générale des idées qu'il développa.

Après avoir résumé toutes les critiques adressées à l'organisation en vigueur, il pose les principes qui doivent servir de base aux réformes pratiques, il ne modifie pas le cadre ancien, mais les principales innovations qu'il propose sont : les juges de paix, la suppression des juridictions d'exception, l'élection des juges, la publicité et le jugement des procès criminels, il n'est pas question du jury en matière civile. En somme le comité s'était limité à l'application des vœux les plus généralement exprimés dans les cahiers.

Ce rapport n'était guère qu'un avant-projet, l'élaboration d'un projet définitif, plus technique, était subordonnée à la fixation des bases constitutionnelles du régime nouveau et à la division nouvelle du territoire que l'on allait arrêter. La question fut donc provisoirement ajournée. Cependant les vœux populaires exigeaient que des mesures urgentes fussent prises en ce qui concernait la procédure criminelle. Les 9 septembre et 8 et 9 octo-

(1) La grandiloquence et le peu d'intérêt de ce travail n'étaient pas passés inaperçus, le journal « *La Chronique de Paris* » dit : « Quelques personnes ont dit avec assez de vraisemblance que ce travail était le roman de l'ordre judiciaire. Il y régnait, en effet, un platonisme de sentiment et d'idée qui semblait exclure, aux yeux d'un grand nombre de personnes, la possibilité de l'exécution. » *Chronique de Paris*, 5 avril 1790.

bre, on décréta que la question serait abolie, la procédure rendue publique, et l'on plaça à côté du juge des notables assesseurs, « sorte de jurés ou pairie, dont le témoignage irréprochable sera tout à la fois rassurant pour l'accusé et honorable pour le juge ». C'est la première application, bien grossière encore, de la théorie du jury.

Le 15 septembre 1789, le Comité de constitution fut renouvelé ; y entrèrent : Thouret, Target, Dêmeunier, Rabaut ; Saint-Etienne, Siéyès, Talleyrand, Le Chapelier, Lally-Tollendal continuent à en faire partie. Thouret fut nommé rapporteur en remplacement de Bergasse. Le 22 décembre il venait lire à la tribune un nouveau projet. Entre temps on avait divisé de pays en départements et districts, et l'organisation judiciaire projetée devait se mouler dans ce nouveau cadre. Ce projet, beaucoup plus poussé que le premier, ne comporte pas plus le jury en matière civile, nous n'en dirons rien ; et d'ailleurs il ne fut pas discuté en détail, et le comité, en temps nécessaire, lui substitua un troisième projet, celui qui servit de base au décret définitif. Il paraissait que l'Assemblée ne se souciait pas de discuter rapidement ces questions judiciaires, car le rapport de Thouret alla, pour quelque temps encore, rejoindre dans les cartons celui de Bergasse. Mais l'attention de l'Assemblée devait être attirée sur l'urgence des réformes, par l'attitude des Parlements.

On sait que, par décret du 3 novembre 1789, ils avaient vu la période de leurs vacances indéfiniment prolongée,

seules les chambres de vacations assuraient le service provisoirement. Cette décision n'avait pas été sans soulever des protestations qui peu à peu s'étaient apaisées. Or le Parlement de Bordeaux rendit, le 20 février 1790, un arrêt qui devait de nouveau attirer l'attention sur le corps des parlementaires dont l'hostilité à l'ordre nouveau était bien connue. Le Bordelais et le Périgord étaient troublés par des mouvements populaires, qui n'allaient pas sans quelques violences et déprédations ; un arrêt enjoignit aux procureurs et à leurs substituts d'informer sur ces désordres, et c'est assez normal. Mais il avait été rendu sur un réquisitoire du Procureur général dont les termes blessèrent les patriotes de Bordeaux. On y parlait des hordes meurtrières qui ravageaient le pays, de sacrilèges dans des églises, et tout cela n'était que « les premiers fruits d'une liberté dont la mesure a été livrée à l'arbitraire de ceux qui avaient tant d'intérêt à n'en connaître aucune. Cette réunion de députés de chaque bailliage préparée par le roi pour le bonheur de ses sujets n'avait produit que des maux qu'il serait difficile d'énumérer. » Bref le Procureur général avait tenu le discours le plus compromettant, et le plus injurieux pour les patriotes. La question fut portée à Paris, l'Assemblée s'en occupa, et la conclusion de cette affaire, qui venait après bien d'autres semblables (1), fut qu'il était urgent

(1) Depuis la retentissante affaire de Rennes, des incidents avaient eu lieu à Rouen, Metz, Dijon, Toulouse. Thouret les invoquera le

de s'occuper de la réorganisation judiciaire. A la séance du 21 mars (1), on s'inquiéta de l'encombrement de l'ordre du jour qui ne laissait pas venir assez vite l'examen du projet du Comité. Menou proposa un ordre de travail rédigé dans ce sens qui fut adopté, après que La Fayette, de Toulangeon, de Saint-Martin eurent parlé dans le même sens, chacun apportant des preuves de l'attitude antirévolutionnaire et aristocratique des Parlements. Enfin, le 24 mars 1790, la discussion fut ouverte sur la nouvelle organisation judiciaire.

Avant d'entrer dans l'étude des débats qui eurent lieu sur cette question, étude qui nous retiendra longtemps, il faut signaler un projet fort intéressant pour l'histoire du jury et l'histoire des idées de Siéyès. Le 20 janvier 1790, il lut au nom du Comité de constitution un projet de loi sur la presse dont il était l'auteur et qui n'eut d'ailleurs aucun succès. Or dans ce projet il prévoyait le règlement de toutes les questions relatives à la presse, aussi bien les diffamations que la propriété littéraire, par un tribunal où figurent dix notables adjoints ou jurés uniquement juges du fait. Commentant cette innovation, il disait dans son discours : « Nous avons produit dans notre loi un commencement de procédure et de jugement par jurés. Cette institution est le véritable garant de la liberté individuelle et publique contre le despotisme du

24 mars pour déterminer l'Assemblée à détruire complètement l'ordre judiciaire existant.

(1) *Moniteur* du 22 mars 1790.

plus redoutable des pouvoirs. Il sera essentiel d'employer tôt ou tard le ministère des jurés pour la décision de tous les faits en matière judiciaire. » Il expose que cette catégorie de procès se prête le plus aisément au jugement par jurés, car ils n'ont lieu que dans les grandes villes où le choix de jurés instruits sera facile ; en outre ils comprennent toujours un élément de fait bien distinct pour lequel la procédure sommaire et orale convient parfaitement. Ce projet est, par un certain côté, un premier essai de jury civil puisqu'il englobe les questions si nombreuses et si importantes de la propriété littéraire, contrefaçons artistiques, musicales et littéraires, indépendamment des délits de presse. L'examen des articles d'organisation de ce jury (1) montre que c'est entre le mois de janvier et le mois de mars que s'opéra ce changement que nous avons signalé dans les idées de Siéyès

(1) ART. 34. — L'instruction pour les délits commis par la voie de l'impression sera faite par les juges ordinaires, et du moment où elle devra commencer à être publique. elle sera continuée en présence de dix notables adjoints ou jurés, qui feront les fonctions de juges du fait, décideront souverainement en conséquence toutes les questions de fait, et les juges seront tenus de prononcer conformément à ces décisions. — ART. 37. — Les jurés seront pris (par le procureur syndic du département) autant qu'il sera possible, parmi les auteurs, et à leur défaut, parmi les personnes dont la profession suppose l'étude des sciences et des lettres. Les jurés seront choisis au nombre de vingt, donc dix récusations peuvent être faites par la défense. — ART. 43. — La valeur des dommages-intérêts, la durée de la privation du droit de cité et celle de la détention, le fait des billets de garantie, et généralement tous les faits seront déterminés séparément par une décision des jurés, à la simple pluralité, excepté dans les cas où la loi exige une pluralité plus forte.

sur le rôle des jurés. Ici ses jurés ne sont que des juges du fait, l'application de la loi est réservée au magistrat ; nous verrons que la caractéristique du projet qu'il fit distribuer à ses collègues, au mois de mars, c'est que les jurés y cumulent ces deux fonctions. Un biographe curieux pourrait peut-être préciser quelle personne ou quelle lecture a déterminé cette évolution. Ce projet est en outre intéressant parce qu'il est le premier en France, où une place ait été faite à l'institution des jurés en matière civile ; c'est à ce titre surtout que nous avons tenu à le signaler, car il ne fut pas discuté et n'eut aucune suite.

Le 24 mars 1790, l'ordre du jour appelait la discussion sur la nouvelle organisation judiciaire. Thouret, le rapporteur du projet, monta à la tribune pour défendre l'œuvre du Comité ; ce premier discours avait surtout pour but de faire sentir à l'Assemblée l'impossibilité de se borner à réformer l'ancien ordre judiciaire, la nécessité de le reconstruire en entier. Une intervention malheureuse de Cazalès en faveur des anciennes institutions amena un vote catégorique décidant que l'ordre judiciaire serait reconstruit en entier (1). Les idées les plus auda-

(1) Mirabeau écrivait à cette occasion : « Nous avons à rendre compte, pour la fin de cette séance, d'une opération de l'Assemblée nationale, qui ne ressemble pas mal à l'effet de ces tremblements de terre, de ces commotions subites qui, dans un clin d'œil, se font sentir dans toutes les parties du plus vaste empire, agissent sur les villes et les campagnes, renversent des monuments antiques et élevés, et ne présentent bientôt que des ruines. » *Courrier de Provence*, n° 122.

cieuses étaient dans les esprits, l'élection des juges n'effrayait pas le plus grand nombre des députés, les plans particuliers allaient pouvoir être proposés et opposés au projet assez timide du Comité. C'est cet état d'esprit que révèle une remarque faite au cours de la discussion par le député Prieur (1). Le plan du Comité, dit-il, est muet sur les jurés, le système judiciaire qu'il nous propose est presque égal à l'ancien. « N'oubliez pas qu'il n'existe de liberté civile que chez les peuples qui ont des jurés en matière civile et criminelle. Vous ne pouvez donc décréter les articles proposés sans avoir vu les autres plans que l'on doit vous proposer. Gardons-nous de consacrer par une délibération prématurée des principes qui pourraient gêner nos opérations. »

On savait en effet que quelques députés devaient soumettre le résultat de leurs travaux personnels à l'Assemblée ; déjà Siéyès avait fait imprimer un projet, Chabroud, député du Dauphiné, se proposait aussi d'apporter le sien ; enfin on disait le plus grand bien d'un plan rédigé par Duport, dont celui-ci avait déjà fait des lectures dans plusieurs salons ; il arrivait à l'Assemblée précédé d'une réputation flatteuse qu'augmentait encore l'influence de l'ancien parlementaire (2).

(1) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. XII, p. 344, séance du 24 mars.

(2) Adrien Duport (que l'on écrivait plus souvent du Port jusque vers 1790), Paris, 1759, Appenzell 1798, était un ancien conseiller au Parlement de Paris, il s'était signalé par son ardeur dans la lutte du Parlement contre la royauté, et, partisan des idées nouvelles, il

Le 29 mars Duport monta à la tribune et commença l'exposé de son projet de réorganisation judiciaire, la séance fut levée avant qu'il ait pu développer tout son plan, qu'il reprit et acheva le lendemain.

L'importance du système de Duport est capitale, c'est le plus complet, le plus réfléchi et aussi, abstraction faite de quelques utopies, le plus viable de ceux que la Révolution a vu naître. Une étude minutieuse en doit donc être faite, aussi bien en raison de l'intérêt propre qu'il présente que pour la compréhension de tous les systèmes qui furent émis par la suite, et des idées sur lesquelles roulèrent les controverses sur le jury civil au xix^e siècle ; ce projet de Duport en est presque toujours l'origine commune (1).

La lecture du projet de la commission l'avait déçu, ainsi que tous ceux qui s'attendaient à voir briser complètement les cadres judiciaires de l'ancien régime ; il lui re-

réunissait chez lui une société d'opinion avancée où l'on remarquait quelques-uns des futurs révolutionnaires. Elu député de la noblesse de Paris, il fut un des 46 qui à Versailles se joignirent au tiers-état. Il forma à la Constituante avec Barnave et Alexandre de Lameth un groupe avancé et très influent « Le Triumvirat ». Plus tard, après la fuite de Varennes, il fut un des trois commissaires chargés d'entendre le roi, et cette date semble marquer une évolution rétrograde dans les idées de Duport, qui entrevit peut-être les excès où pourraient conduire les théories qu'il avait soutenues jusque-là. Elu président du tribunal criminel de Paris, il fut arrêté après le 10 août 1792 et relâché sur l'intervention de Danton, il se réfugia en Angleterre, revint en France après le 9 thermidor et mourut obscurément en Suisse en 1798.

(1) *Arch. parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 344 et suiv.

procha dès l'abord son opportunisme timide qui se bornait en somme à supprimer les Parlements ; pour le reste on s'était inspiré de la pratique ancienne sans s'élever jusqu'à une conception d'ensemble dont la raison seule aurait posé les principes. Pour lui il présente un plan aussi logique que simple : « des jurés tant au civil qu'au criminel, des juges ambulants tenant des assises dans les départements, des grands juges pour tout le royaume pour réviser les jugements, une partie publique dans chaque ville d'assises, et un officier de la couronne dans chaque chef-lieu. » Ensuite reprenant ces innovations audacieuses, il les explique et les justifie. Nous ne le suivrons naturellement que dans les parties de son discours qui concernent le jury, et plus particulièrement le jury civil ; c'en est d'ailleurs la partie la plus intéressante et celle qui, dans l'Assemblée, souleva le plus de controverses. L'ancienne organisation judiciaire était vicieuse, tous les députés le reconnaissaient, mais les divergences sur les réformes à opérer étaient multiples : s'il y avait quasi-unanimité sur le principe du jury criminel, pour la justice civile beaucoup pensaient encore, comme les membres de la commission de réforme, qu'une réorganisation des juridictions suffirait pendant quelques années encore jusqu'à ce que l'on eût unifié et refondu en une loi générale les coutumes multiples.

C'est cette timidité du législateur encore assujetti à la routine que Duport attaque en montrant que le vice radical du système ancien est dans la juridiction qu'il attri-

bue au juge, dans les pouvoirs qu'il lui donne ; on ne pourra transformer les tribunaux, supprimer l'hérédité et la vénalité des charges, réduire les appels, réaliser toute réforme que si l'on rejette d'abord la conception confuse du pouvoir juridictionnel encore admise.

Son premier argument, qui est la pierre angulaire de toute sa théorie, est résumé dans cette phrase, depuis si souvent reprise : « Le jugement d'un procès n'est autre chose qu'un syllogisme ; la majeure est le fait, la mineure est la loi, et le jugement est la conséquence. » Il expose d'abord que dans un procès il y a deux éléments, l'un de fait, l'autre de droit, qui sont tous deux objets de contestation ; par ailleurs, la différence d'une loi et d'un jugement est que celle-là statue sur des questions générales, et celui-ci sur un fait déterminé ; il suit de là que le fait sur lequel les juges sont requis de s'expliquer doit avant tout être déterminé, c'est le seul ordre logique d'examen. Pour rapprocher le fait particulier des prévisions générales de la loi et les comparer, il faut encore que ce fait soit constant et certain. Or, s'il n'y a pas une délimitation entre ces deux questions, si elles sont examinées et résolues ensemble, le jugement sera rarement bon : un juge unique pourra décider une autre question que celle qui lui est déférée ; s'il y a plusieurs juges l'inconvenient peut être pire.

Il faut supposer que les juges statuent à la majorité et que le fait n'a pas été déterminé séparément avant la décision en droit. « Il est très commun, dit Duport, que

celui qui a la majorité en sa faveur perde son procès. En effet, chaque juge en donnant son avis, peut être déterminé soit par la vérité des allégations, c'est-à-dire par le fait, soit par la force des principes, c'est-à-dire par la loi. Un certain nombre de juges peut être déterminé par la première de ces considérations, les autres par la seconde ; et cependant, lors de la collecte des voix, ils sont obligés de se réunir à deux avis, sans quoi la majorité relative ou la minorité réelle déciderait les questions ; alors le juge qui croit le fait sûr et la loi douteuse, et celui qui croit la loi claire et le fait douteux sont comptés ensemble pour la même opinion quoiqu'ils diffèrent d'avis du blanc au noir ; et le plaideur qui a eu en sa faveur la majorité sur le droit et la majorité sur le fait perd son procès (1)... Ce ne sont pas de simples jeux de calcul qui

(1) Voici l'espèce que Duport donne en exemple de cette formation de majorité factice : « Pierre veut se soustraire au paiement de créances dues par son grand-père. Ses moyens pour cela sont de dire : que son père a renoncé à la succession de son grand-père, ensuite que les créances demandées ne sont pas légitimes. Paul, au contraire, prétend et qu'il n'y a pas eu de renonciation et que les créances sont légitimes. Voilà deux questions, l'une de fait, l'autre de droit. Maintenant il faut savoir qu'excepté les nullités et fins de non recevoir, il est défendu aux juges d'opiner par moyens et qu'ils doivent donner leur avis sur les conclusions des parties, lesquelles sont toujours tendantes en général à adjuger la demande ou à la rejeter. Il y a douze juges : sept sont d'avis qu'il n'y a pas eu de renonciation, mais de ces sept, quatre pensent que les créances ne sont pas légitimes ; les cinq autres juges pensent que les créances sont légitimes mais qu'il y a eu renonciation. Paul avait donc en sa faveur, sur la question de fait, sept juges contre cinq, il avait sur la question de droit huit juges contre quatre ; l'on prend les voix ; les quatre juges qui pensent que les créances ne sont pas légitimes mais qu'il n'y a pas de

se réalisent rarement, il n'y a pas de jour qui ne fournisse la preuve de cet abus singulier qui, au reste, arrivera partout où l'on mêlera le fait et la loi. »

Cette critique fit d'autant plus d'impression qu'elle émanait d'un ancien parlementaire, versé dans les pratiques des tribunaux, et par la suite la vérité de cette anomalie organique fut confirmée par Thouret et par Tronchet, adversaires du jury civil. Ainsi Duport dénonce, sans rencontrer de contradicteur, l'erreur fondamentale qui fausse les rouages de la justice. Qui donc oserait de bonne foi porter un jugement sur un événement, s'il ne s'était assuré d'abord que le fait est vrai ; qui pourrait poursuivre un syllogisme quand on lui nie la majeure ? Et c'est pourtant ce que fait le juge lorsque l'ordonnance le force d'opiner ensemble sur le fait et sur la loi, alors que cependant il s'agit de la fortune, de la vie, de la liberté, de l'honneur du citoyen.

Donc il faut diviser le jugement en deux opérations : constatation du fait litigieux, comparaison du fait avec la loi. Mais les deux opérations doivent-elles être confiées aux mêmes personnes ? Le juge qui est compétent pour trancher la question de droit l'est-il également sur la question de fait ? Jusqu'ici Duport ne s'est appliqué à prouver que la nécessité d'une division dans les opérations du jugement, mais non qu'une dualité de juges soit

renonciation, et les cinq qui pensent que les créances sont légitimes mais qu'il y a renonciation, sont comptés ensemble. Paul perd son procès avec une majorité de neuf contre trois. »

indispensable pour ces phases successives. Or il a annoncé des jurés et des juges au civil, il va maintenant chercher à prouver que les avantages de cette création sont aussi grands au civil qu'au criminel, et que, s'il se présente un certain nombre d'objections, aucune n'est péremptoire.

Et tout d'abord la séparation en jurés déterminant le fait et juges statuant sur le droit est le remède logique au risque que court le plaideur, ayant en sa faveur la majorité des juges, de perdre pourtant son procès, risque prouvé et reconnu. Nulle autre réforme ne pourra empêcher cette situation paradoxale de se produire ; « il est difficile de supposer qu'un homme veuille et puisse appliquer franchement la loi au civil à un fait dont l'existence lui aura paru douteuse...., il disputera sur le sens de la loi, sur son application à l'espèce ; et de là la subtilité, l'équivoque, l'incertitude des jugements au lieu d'une décision simple et naturelle,.. le juge qui aurait vu qu'un fait n'est pas prouvé par une partie, peut-il facilement adopter les moyens de droit qui doivent lui faire gagner la cause ? Des hommes, au contraire, dont l'unique fonction est d'appliquer la loi sans avoir pris, dans l'examen du fait, aucune impression en faveur des parties, auront, par cela même, ce caractère d'impartialité qui convient à la justice. »

La conséquence de cette élévation du rôle des juges sera la disparition de tous ces commentaires de la loi, recueils de jurisprudence et d'arrêts, qui prêtent des

armes indistinctement pour toutes les causes ; chacun connaissant la loi, connaîtra son droit. Duport, en faisant entrevoir une justice aussi simple, aussi populaire, flattait un espoir unanimement exprimé dans les cahiers de 1789. La clairvoyance de l'ancien membre du Parlement était trahie par un trop généreux civisme.

Si les lois étaient plus simples, explique-t-il, si elles pouvaient être comprises de tous, les juges seraient inutiles ; mais cet état favorable, qui était celui des premiers âges de la société, ne peut plus être atteint aujourd'hui ; on doit du moins s'en rapprocher en livrant à la décision des citoyens tout ce qui, dans le jugement, n'est pas la loi. « Dans tout ce qui n'exige pas une étude particulière, dans tout ce qui est fait et qui n'a besoin que du bon sens et de la connaissance du local, ne doit-on pas revenir aux idées primitives, au jugement des citoyens qui, placés dans les mêmes circonstances que les parties, exposés aux mêmes accidents, doivent être justes, autant par intérêt que par devoir ? » Ce jugement par ses propres voisins ne doit pas aboutir au jugement par ses ennemis, aussi les plaideurs auront-ils un large droit de récusation ; en outre, pour empêcher tout calcul, ces jurés seront d'abord tirés au sort ; un officier de justice les éclairera et les dirigera dans l'examen du fait ; ensuite seulement les juges statueront sur le droit.

Cette nouvelle organisation des tribunaux n'aurait pas seulement des avantages techniques, non seulement ils

rendraient une meilleure justice, mais ils seraient plus populaires, ils auraient une grande valeur moralisatrice et ils seraient plus conformes à la souveraineté du peuple ; enfin l'exemple des peuples libres est un dernier témoignage en leur faveur.

Ils seraient plus populaires, dit-il, puisque les citoyens seraient leurs propres juges, et n'auraient plus à craindre ni préjugés de caste, ni fraudes, ni trafics possibles. Les mœurs en seraient heureusement modifiées : un homme qui aura été juré aura plus de respect du droit de ses voisins, il n'entreprendra pas un procès à la légère et ainsi périra l'esprit de chicane et de discorde ; « vous ramènerez les hommes vers des mœurs simples et pures, compagnes ordinaires de la liberté ». La souveraineté du peuple sera mieux observée. Tous les pouvoirs émanant du peuple, il ne doit déléguer que ceux qu'il ne peut exercer par lui-même ; or il peut reconnaître les faits litigieux, il doit retenir dans l'administration de la justice tout ce qui est de sa compétence s'il ne veut plus craindre d'atteintes contre sa liberté. Enfin cette institution est établie dans les pays libres tant au civil qu'au criminel, l'exemple de l'Angleterre est concluant ; nous-mêmes, dans les premiers temps de la monarchie, nous en avons joui. « Ainsi la raison, l'expérience et les faits historiques demandent cette institution. »

Pourtant des objections s'élèvent. Duport ne les dissimule pas, mais prétend les ruiner une à une. On peut les grouper sous trois chefs principaux : 1° complication des

procès et difficulté de la séparation du fait et du droit ; 2° nécessité pour établir les jurés de changer toute la procédure ; 3° danger de changer tout à la fois dans l'ordre judiciaire.

Le premier point est de beaucoup le plus important ; malgré toutes les explications, les meilleurs arguments, les projets les plus ingénieux, c'est sur cette question que le jury civil échouera lors de la discussion et a toujours échoué en France. A la date où Duport prononce son discours, il semble que la question ait été encore mal étudiée et que les obstacles externes aient fait plus d'impression que les véritables difficultés qui sont internes, techniques.

Les procès, dit-il, sont souvent embrouillés, mais n'est-ce pas précisément le but que l'Assemblée cherche à atteindre que de créer des lois simples et claires, réorganiser les tribunaux qui sont un repaire pour la chicane, réaliser l'unité de juridiction qui mettra fin aux procès inextricables, supprimer tous les abus qui sont autant de sources de procès ? Il ne faut pas craindre pour les citoyens la charge des fonctions de juré ; quand tous l'auront été, ils sentiront que la procédure est favorable au bon droit et est un bien dont tout le monde profite. Il ne faut pas craindre non plus que les Français soient inaptes à ces fonctions ; les jurés seront éclairés, car le choix du peuple et le droit de récusation feront conserver les plus honnêtes et les plus aptes ; en outre le développement de l'esprit civique y pourvoira. Quant à la division du fait

et du droit prétendue impossible, Duport invoque l'histoire de Rome, l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis, il cite l'opinion de Blackstone, il note enfin que dans l'ordonnance de 1667 cette distinction existe déjà dans l'obligation pour les juges d'opiner d'abord sur les nullités et sur les fins de non-recevoir ; n'a-t-il pas d'ailleurs prouvé que c'est par cette confusion du fait et du droit que six procès sur dix sont jugés contre la majorité ? « Connaissant la vérité, irons-nous consacrer une erreur dans la crainte d'un changement ? »

Le mécanisme de l'institution serait simple : « Toute affaire serait rapportée devant les jurés par l'officier de justice en présence des parties et de leurs conseils, tout serait public, hors la délibération des jurés qui seraient tenus d'opiner immédiatement après le rapport et sans déplacer. Tout ce qui regarde les enquêtes, les vérifications d'écritures au civil, tous les faits en un mot seraient vérifiés par les jurés avant que l'affaire soit présentée devant les juges, lesquels seraient tenus de les prendre pour certains et constants et d'en faire la base de leur jugement. » A côté de l'établissement du fait, il y a encore la position de la question : les faits étant constants, il faut savoir quelle question ils présentent à décider ; c'est l'officier de justice qui posera la question. La simplicité de ce plan peut étonner de la part d'un homme versé dans la pratique judiciaire comme l'était l'ancien conseiller Duport, mais on sent dans tout son discours qu'il était confiant dans la transformation des mœurs par

les idées nouvelles ; une ère de fraternité et de concorde allait s'ouvrir où la vertu serait le seul titre qui permit d'accéder aux fonctions publiques ; juges et jurés ne manqueraient ni de science ni d'intégrité. Aussi les autres objections contre le jury ne l'arrêtent-elles que fort peu.

Changer les codes de procédure, ce n'est pas là un inconvénient, mais bien plutôt une heureuse nécessité. Réformer tout à la fois, on s'est effrayé du trouble que cela apporterait dans les procès commencés et les affaires pendantes, mais il est facile d'apaiser ces craintes en créant des tribunaux temporaires chargés de liquider toutes les contestations existantes et celles que les changements feront naître. Enfin il faut écarter la proposition des timides qui voudraient voir énoncer seulement le principe des jurés, et l'application remise à d'autres temps. « Ce serait, dit Duport, mettre contre la vérité et le bonheur public, toutes les chances de l'avenir... c'est pour une Assemblée Constituante douée d'une force que n'aura aucune législature, avoir vu le bien et n'avoir pas eu le courage de le faire. »

Ce discours capital fut accueilli avec faveur. Bien qu'il traitât de l'ensemble de l'organisme judiciaire, son importance venait surtout de la question du jury qui y était étudiée dans toute son ampleur, tout le projet reposant sur l'adoption la plus large de cette nouvelle forme de procédure. Jusqu'à ce jour l'Assemblée n'avait encore connaissance que des échos des discussions dans les comités ; une grande partie des députés n'avait cer-

tainement pas encore pris parti dans la question spéciale du jury. Le discours de Duport ouvre le champ des discussions publiques. Nous verrons, dans un chapitre suivant, l'accueil que lui fit l'opinion.

La séance du 30 mars n'avait pas été occupée tout entière par Duport ; un député du Dauphiné, dont on avait déjà annoncé le travail, Chabroud, lut aussi un plan d'organisation judiciaire et en présenta la défense. Il est beaucoup moins intéressant et approfondi que celui de Duport, dont il se rapproche d'ailleurs beaucoup. Même critique du projet du Comité, même inspiration de l'Angleterre et de Blackstone, même exposé du danger que présente la confusion du fait et du droit ; quand le fait est obscur, le juge est le maître de l'arrêter, de le poser comme il lui plaît ; quand le fait et le droit sont confondus, le juge ajuste le fait pour la loi, il le manie, il le ramène à ses idées. A la suite de son discours il présente un projet de décret dont les titres V et VIII traitent spécialement des jurés. Là ses idées, dépouillées de leur parure oratoire, se présentent clairement et utilement (2). Le style du discours qui est emphatique et

(1) Cf. *Arch. Parl.*, 1^{re} série, t. XII, p. 443, projet de décret de Chabroud. Au titre V il expose comment quarante notables seront élus dans chaque district parmi les citoyens éligibles aux administrations. C'est parmi ces notables que seront pris les jurés. Voici les articles les plus importants du titre où il expose le fonctionnement du jury : Titre VIII, art. 6 : « Si les faits posés de part et d'autre ne sont pas niés, ils seront tenus pour constants. » — Art. 9 : « Les faits qui n'auront pas été niés, ou dont les parties auront convenu, ou qui auront

fleuri contribua peut-être à son succès, on vota l'impression et Mirabeau demanda la continuation de la discussion générale pour que l'on pût entendre l'exposé de nouveaux plans que plusieurs membres de l'Assemblée annonçaient.

On se trouvait donc en présence de trois projets : celui du Comité, celui de Duport et celui de Chabroud ; en outre on connaissait déjà les idées de Siéyès sur cette question, bien qu'il n'eût pas encore soutenu publiquement son projet.

Le 31 mars Lanjuinais ouvre la discussion en atta-

été constatés par l'examen, seront arrêtés : il en sera fait une déclaration précise, au-dessous de laquelle le juge fera écrire la sentence, en sorte que le jugement soit un tout composé de la déclaration du fait, et de la sentence du juge. » — Art. 10 : « L'examen, tant en matière civile qu'en matière criminelle, sera fait par les habitants du pays, pairs des parties, choisis parmi les notables énoncés au titre V, selon les formes prescrites par les articles suivants. » — Art. 11 : « Huitaine avant l'ouverture des assises, les juges sédentaires prendront au sort 24 noms dans ceux desdits notables. Les 24 notables ainsi désignés formeront le jury commun durant les assises. Ils seront appelés et prêteront serment. » — Art. 12 : « En chaque cause civile, les parties pourront récuser, sans être tenues d'en déduire les motifs, savoir, le défendeur, huit jurés, le demandeur, quatre, et si douze ne sont pas récusés, la liste sera réduite par le sort à ce même nombre. » — Art. 14 : « Tant en matière civile qu'en matière criminelle, le juge sédentaire fera le rapport du procès ; les témoins seront examinés, les actes lus, les parties ou leurs défenseurs ouïes ; le juge d'assises réduira les questions de fait... et les jurés se retireront à part pour en délibérer. » — Art. 15 : « En matière civile la simple pluralité de sept contre cinq suffira pour arrêter la déclaration de fait... » — Art. 18 : « En déclarant le fait, les jurés estimeront l'objet du litige non liquidé, et les dommages-intérêts, s'ils pensent qu'il en soit dû à l'une des parties. »

quant le système de Duport, il invoque sa longue expérience de magistrat pour rejeter la distinction du fait et du droit que l'on voudrait établir avec les jurés, il s'appuie sur l'opinion « d'un homme auquel on ne refusera pas le titre de penseur philosophe et profond, M. l'abbé Siéyès », dont il voudrait concilier les idées avec le plan du Comité.

Barère, favorable aux jurés, intervient pour mettre de l'ordre dans la discussion ; il propose de la ramener à neuf questions dont les deux premières seraient : 1^o établira-t-on des jurés ? 2^o établira-t-on des jurés tant en matière civile qu'en matière criminelle ?

Après une intervention de Goupil de Prefeln en faveur du jury, institution d'origine normande exportée en Angleterre, qu'il faut restaurer comme le « moyen le plus efficace d'assurer le bonheur et la liberté du peuple », Garat l'ainé, de Crillon, Dêmeunier réclament l'adoption de l'ordre de travail proposé par Barère. Cette motion est adoptée.

C'est dans les derniers jours du mois de mars que les gazettes annoncent l'apparition du projet de Siéyès (1). L'abbé l'avait fait imprimer et distribuer aux membres de l'Assemblée sans le lire à la tribune. C'est un plan

(1) Les *Archives parlementaires* l'ont publié en annexe à la séance du 19 mars 1790 (*Arch. parl.*, t. XII, p. 249) ; le *Journal des Débats* ne l'annonce que le 29 mars, et le *Moniteur* le 2 avril ; les orateurs de l'Assemblée y font allusion pour la première fois à la séance du 31 mars.

complet de réorganisation judiciaire qui ne ressemble ni à celui du Comité ni à ceux de Duport et de Chabroud. L'énorme prestige dont jouissait son auteur, l'originalité, la logique apparente, la mise en pratique des grands principes de la Révolution, qui caractérisent ce plan, ne pouvaient manquer de lui attirer de nombreux partisans. Siéyès y introduit le jury ; nous avons déjà rencontré un de ses projets où il adoptait cette procédure : c'est son projet de loi sur la presse du 20 janvier 1790 où il créait un jury composé de gens de lettres uniquement chargés de déterminer le fait constitutif du délit. Ici on ne retrouve plus ses idées premières sur la détermination successive et par une procédure différente des points de fait et des points de droit, système dont il demandait l'application quelques mois auparavant ; il en sera, au contraire, l'ennemi déclaré.

L'exposé complet de son projet a été déjà fait par les historiens de la Révolution, ici il suffira de rappeler ce qui est indispensable pour comprendre l'organisation et le fonctionnement du jury. Les juges du tribunal de département tiennent des assises dans les chefs-lieux de district ; les causes se divisent en deux classes, les plus simples jugées aux assises, les plus difficiles au tribunal. Les parties peuvent d'accord réclamer la compétence du tribunal. Toute cause d'instance, tant au civil qu'au criminel, portée, soit aux assises, soit aux chambres d'un tribunal de département, ne pourra être jugée que par le ministère d'un jury (art. 81). Tous les gens de loi seront inscrits de droit sur le tableau des éligibles pour

les jurys, l'assemblée électorale du département pourra choisir en outre les citoyens recommandables par leur sagesse ou leurs lumières pour remplir ces fonctions de conseillers de justice. Le mode d'élection, assez complexe, est réglé dans les articles 90 à 98. Le jury pour un procès civil sera de 18 membres, il sera formé par le procureur syndic du département ou du district, qui choisira autant que possible ses membres au lieu même du procès et parmi les pairs de l'accusé ou des plaideurs, « c'est-à-dire parmi les citoyens qui sont dans une position semblable ou analogue de devoirs et de relation de fortune et de société, et à qui, par ces raisons, le caractère légal des cas à juger doit être mieux connu » (art. 101). Si l'une des parties est étrangère, le jury sera composé autant que possible d'une moitié d'étrangers. Dans les procès civils le jury sera composé des cinq sixièmes de gens de loi et d'un sixième de conseillers par élection.

Il y aura deux sortes de jurys : les uns seront nommés pour une affaire spéciale, dans les cas de procès d'une grande importance et si les plaideurs consentent à en supporter les frais ; les autres seront appelés pour décider sur un rôle entier de procès, on les nommera communs-jurys. Le juge présentera la liste du jury aux plaideurs, le défendeur aura droit à la récusation non motivée du tiers du jury, c'est-à-dire de six jurés pour les procès civils. Pour les causes qui vont au tribunal de département, les plus difficiles, le jury se divisera en conseil d'instruction et conseil de discussion. Le premier sera composé du juge

directeur et de deux conseillers (jurés) qui feront une analyse et un exposé des questions de fait et de droit. Ces conseillers seront ensuite exclus de la décision de l'affaire. « Ils sentiront qu'en matière civile comme en matière criminelle, il s'agit d'abord de mettre le fait, soit réel, soit personnel, dans sa vérité, ensuite de discerner en quoi le fait est contraire à la loi, enfin de toucher celui qui en est responsable et qui peut encourir la peine ou devoir la réparation réglée par la loi » (art. 120). « Si, dans plusieurs questions de matière civile surtout, il est souvent difficile et quelquefois même impossible de séparer avec soin le fait du droit, le juge et le conseil d'instruction ne se décourageront pas. Ils feront attention que le présent décret soumet toutes les questions, sans en excepter aucune, questions de fait et de droit, jusqu'à la question pénale inclusivement, à la décision du jury, et que l'essentiel est de saisir la véritable marche qui conduise le plus sûrement, par une bonne série de questions, à la juste conclusion de l'affaire » (art. 121). L'instruction terminée, le premier conseil rédige les questions à poser au conseil de discussion, aussi claires et aussi peu nombreuses que possible. Puis le jury discute sur ces questions de fait et de droit et rend le jugement à la majorité, avec un minimum de dix votants.

Telles sont, en résumé, toutes les dispositions relatives au jury du projet de Siéyès. Mais il faut noter qu'une partie de ces dispositions ne sont proposées qu'à titre provisoire. Cette énorme prépondérance des gens

de loi dans les jurys n'est présentée que comme une mesure transitoire, qui doit permettre de concilier la nouvelle manière de rendre la justice avec les anciennes coutumes et tous les usages si complexes qu'il faudra bien continuer à respecter, jusqu'à ce qu'un code général ait été créé ; code qui sera assez simple pour que tous puissent en assurer l'observation. Cette combinaison n'en reste pas moins extraordinaire, d'autant plus qu'un des articles du projet prévoyait que les plaideurs paieraient ces gens de loi siégeant au jury, comme autrefois on payait les juges.

Siéyès ne jugea pas nécessaire de présenter lui-même son plan et de le soutenir à la tribune, fort qu'il était sans doute de nombreuses adhésions ; il fut en effet défendu jusqu'à la fin de la discussion par plusieurs orateurs, il ne prit lui-même la parole que sur la question des jurés au civil qui arrêta l'Assemblée pendant plusieurs semaines.

Le 5 avril la discussion reprenait sans apporter d'arguments nouveaux. Le baron de Jessé, Anthoine, parlent en faveur du jury ; Prugnon et Pétion demandent que l'on s'entende sur un projet ; celui de Siéyès leur semble le moins mauvais, mais la question leur paraît encore confuse. A quoi Mirabeau répond dans le *Courrier de Provence* : « Lorsqu'il s'agira de vérifier un fait, soit au criminel, soit au civil, s'en rapportera-t-on à des jurés, c'est-à-dire à des citoyens autres que les juges et tirés d'entre les pairs des parties ? Réduite à

ces termes, on ne voit guère ce que la question pouvait offrir d'embarras dans sa solution. » Il remarque aussi que les mœurs s'accommoderont bien plus vite des jurés en matière civile, où l'on voyait déjà des affaires renvoyées à des arbitres ou à des experts, qu'en matière criminelle, où l'on n'avait jamais vu de simples particuliers prononcer sur la vie ou la mort de leurs semblables.

Le 6 avril, on entendit Mougins de Roquefort, de Saint-Martin, Thouret et Barnave soutenir tour à tour l'une et l'autre thèse (1).

Mougins de Roquefort affirme que la distinction du fait et du droit est presque toujours impossible ; ainsi les questions possessoires, qui semblent de pur fait, ne pourront être tranchées que par qui connaît les qualifications légales de la possession. Si on assimile les jurés à des experts, pourquoi recourir à une procédure inconnue ; l'assimilation est d'ailleurs fautive, car l'avis des experts est strictement limité et n'a pas une valeur décisive sans appel. Enfin les lois simples que les jurés pourraient comprendre et appliquer, ne pourront être faites que dans les années suivantes. La question est donc tranchée : il faut rejeter la procédure par jurés en matière civile.

M. de Saint-Martin lui répond en invoquant, contre l'argument d'impossibilité pratique, l'exemple des Etats-Unis, des lois de Massachusetts et Pensylvanie et de l'An-

(1) *Arch. parl.*, t. XII, p. 547 et suiv.

gleterre, où l'on sait que les lois civiles forment un dédale immense, et pourtant dans ces pays on considère les jurés comme un grand bien. En ajournant une si heureuse réforme, on risque de l'écarter à jamais.

Après lui, Thouret monte à la tribune, il parle au nom du Comité ; son discours est important, il est d'ailleurs remarquablement méthodique, net et utile. La modération et le bon sens de ses arguments en font un adversaire du jury civil d'autant plus redoutable qu'il affirme ne vouloir que l'ajourner. La discussion est courtoise, pratique, comme on pouvait l'attendre d'un homme de loi, bien qu'assez idéaliste pour satisfaire au goût du temps. « Je désire sincèrement, dit-il, que le jury puisse être admis par la suite pour toutes les matières civiles ; je m'opposerais de toutes mes forces à toute proposition, à toute rédaction de décret qui pourrait présenter l'idée de son exclusion absolue ; mais je pense que le moment n'est pas venu d'en faire un établissement général... » Selon lui, il faudrait créer une organisation telle qu'elle pût fonctionner d'abord sans le jury civil et ensuite avec lui. Thouret justifie l'ajournement de la procédure des jurés par des raisons générales et théoriques et par des motifs pratiques.

Tout d'abord le jury serait en discordance avec l'état de la législation ; la machine judiciaire la plus simple ne pourra s'accommoder de la législation la plus compliquée ; le règne de l'innocence et de la loyauté conviendra à la procédure par jurés, mais la perspective

en demeure lointaine ; d'ailleurs la législation la plus simplifiée restera toujours une science étendue, exigeant de l'étude et de l'expérience. Pour créer un ordre judiciaire viable, il faut se conformer à l'état actuel de la législation, aux mœurs et au caractère présent du peuple. La situation politique est, en outre, défavorable pour tenter l'expérience d'une « machine judiciaire dont on ignore la valeur pratique et le fonctionnement, alors que plus que jamais le respect des juges et la soumission aux jugements seront nécessaires ». C'est dans les provinces surtout que le trouble apporté par un système nouveau serait grand, le règlement des affaires judiciaires intéresse plus les citoyens des provinces que ceux des villes.

En faveur du jury, on invoque l'estime que lui portent les Anglais, mais c'est surtout l'avantage politique qu'ils apprécient ; les juges sont nommés par le Roi et il n'y a pas de corps administratifs élus ; aussi comprend-on l'importance attachée au jury. Mais chez nous les juges et les assemblées de district et de département seront élus ; l'élection de jurés n'aurait plus la même importance. On reconnaît d'ailleurs que la distribution de la justice privée est loin d'être parfaite en Angleterre. La capacité, l'expérience et l'impartialité du jury sont suspectées. Thouret cite William Paley, qui se plaint de la partialité du jury dans les affaires où intervient quelque passion populaire ; l'intérêt des jurés se trouve être celui d'une des parties, ce qui fausse leur verdict ; ainsi des causes politiques ou religieuses, et de toutes celles que peut

envenimer l'esprit de caste. Thouret laisse dans l'ombre le remède de ces inconvénients que William Paley indique ; c'est un droit très large de récusation, et au cas de suspicion générale, le jugement du procès dans un tribunal éloigné. Nous avons rencontré déjà cette brochure parmi celles qui, en 1789, propagèrent la théorie du jugement par jurés ; les meilleurs de ces écrits servirent souvent aux orateurs de ce débat.

Thouret conteste ensuite la valeur du jury pour le maintien de la liberté individuelle. Au criminel l'avantage, dit-il, est indéniable — et c'est ici qu'il trace ce parallèle si souvent reproduit du jeune magistrat dans l'angoisse du ministère qu'il va remplir, et du vieux magistrat endurci, qui condamne les criminels sans connaître le doute ni la pitié — mais au civil il n'en est pas de même. La liberté individuelle est rarement en jeu dans ces procès d'intérêt pécuniaire ; mais surtout, dit-il, puisque les juges seront élus, ils seront toujours soumis à la censure de l'opinion publique, ce qui suffit à écarter toute crainte. Sur la question de la séparation du fait et du droit, il reconnaît l'exactitude des critiques de Dupont, mais la réforme de ce grave vice de procédure n'est pas liée au jury civil ; on peut dans tout autre système décider que le droit ne sera examiné qu'après un jugement séparé sur le fait. La nécessité de deux organes de jugement n'est pas évidente. La liberté d'opinion du juge restera entière dans les deux jugements ; ainsi celui qui aura jugé une demande non recevable pourra très bien,

son avis n'ayant pas prévalu, opiner sur le fond en faveur du demandeur.

Thouret porte ici un coup habile à Duport. Après avoir démontré que les avantages politiques du jury civil sont très restreints puisque l'élection des juges garantira suffisamment leur équité, il ruine le deuxième argument fondamental de Duport en disjoignant la question du jugement séparé du fait et du droit de celle du jury, et résout la première sans faire intervenir celui-ci.

Après avoir ainsi exécuté méthodiquement le système de Duport, il proteste encore de son amour du jury, sur lequel il a voulu simplement dissiper quelques illusions. On mécontenterait les gens de loi qui dispensent d'une si grande influence en faveur de la Révolution, on aurait peine à renouveler les listes de jurés, on imposerait une lourde charge aux citoyens, la suppression de l'appel ferait des mécontents, bref il faut attendre des temps meilleurs pour appliquer une si belle institution. Thouret appuiera donc toute organisation qui laissera la place au jury, plus tard, quand l'esprit public sera assez éduqué pour l'apprécier.

Ce discours était excellent et habile ; son sens pratique, sa modération ne pouvaient manquer de frapper tous ceux qui se préoccupaient des difficultés d'application du jury.

Barnave, ami de Duport, rétorqua aussitôt quelques-uns des arguments de Thouret. Faire statuer séparément par les mêmes juges sur le fait et sur le droit, c'est les

obliger à voter contre leur conscience, les inconvénients de l'ancien système ne sont pas anéantis. Un juge qui aura jugé, contre ses collègues, qu'un fait allégué n'est pas prouvé, répugnera à donner gain de cause au demandeur sur le droit. D'autre part les abus d'autorité ne sont pas moins à craindre au civil qu'au criminel ; c'est préférer la vie des citoyens à leur honneur. La seule différence est dans la difficulté d'application plus grande au civil ; c'est pourquoi il propose qu'on se contente provisoirement d'inscrire le principe dans la constitution. Les questions pratiques seront étudiées et résolues à la législature suivante. Quant au mécontentement des gens de loi, Barnave observe qu'il sera excité par tout changement simplifiant l'ordre judiciaire ; les raisons sociales de Thouret ne sont pas meilleures que ses raisons techniques.

La séance s'achève sur cet entrecroisement de discours importants ; les deux thèses sont posées et défendues avec autant d'ardeur et d'habileté, mais l'Assemblée semble rester flottante. La discussion ne reprend que le 7 avril, et les députés applaudissent aux discours les plus contradictoires. Régnier, le futur duc de Massa, reprend le discours de Barnave et réussit à en détruire l'effet qui avait été très favorable (1). Bien qu'il n'apporte aucun argument nouveau, il entraîne les applaudissements de nombreux députés qui réclament le vote. Il semble qu'à

(1) *Arch. parl.*, t. XII, p. 572.

ce moment les obstacles à l'exécution du projet de Dupont aient détourné l'Assemblée du jury, elle est prête à voter le rejet des jurés au civil, mais Charles de Lameth s'empare de la tribune, et par son énergie empêche que le projet de son parti ne soit ainsi étouffé ; par un discours enflammé il retourne l'opinion de l'Assemblée, qui l'avait d'abord fort mal accueilli, et il réussit à faire voter la continuation de la discussion.

Robespierre prononce en faveur des jurés en matière civile un discours pompeux, mais dénué de toute vue personnelle. Ses idées varièrent sur cette question dont il ne voyait guère que le côté politique, et à la Convention nous le retrouvons hostile au projet qu'il soutint ici. Après lui Dêmeunier demande l'ajournement du projet ; puis Rœderer se déclare partisan du système de Siéyès qui, dit-il, a été adopté par plusieurs membres du Comité de constitution. Les jurés, soutient-il, en invoquant son expérience professionnelle, ne doivent pas nécessairement connaître les lois ; déjà dans l'ordre ancien c'étaient les avocats qui, par leurs rapports, fournissaient aux juges les connaissances dont ils ont besoin pour juger et qui, dans les neuf dixièmes des affaires, leur auraient fait défaut. Affirmation peu flatteuse pour les juges de l'ancien régime.

La séance du 8 avril fut la journée de Siéyès (1). Au début, les députés Gossin et de Brémont d'Ars demandè-

(1) *Arch. parl.*, t. XII, p. 581 et suiv.

rent l'ajournement du jury civil, puis Buzot se déclara partisan du système de Siéyès ; Rabaut Saint-Etienne et d'André annoncent alors que quatre membres du Comité lui sont également favorables. Le Chapelier, au nom de ces quatre membres, soutient que le plan de Duport est impraticable, et qu'il est d'autre part inadmissible de s'en tenir à une énonciation de principe ; seul le projet de Siéyès résout heureusement la question.

Toutes ces interventions favorables à l'abbé avaient peu à peu échauffé l'enthousiasme de l'Assemblée. Quand Le Chapelier descendit de la tribune, de tous côtés un cri s'éleva, réclamant M. l'abbé Siéyès ; il se décida à monter à la tribune aux applaudissements de la majorité de l'Assemblée.

Il constata d'abord la très grande majorité en faveur du principe du jury civil ; seules les difficultés d'application immédiate et les circonstances troublées inspirent des craintes. Il va montrer très habilement que son système tient compte de ces légitimes appréhensions et permet de leur ôter tout objet. Substituer des hommes grossiers et ignorants aux hommes de loi pour appliquer une législation très confuse, est une conception chimérique. Il faut au contraire que le jury soit toujours « propre à décider avec connaissance et intégrité sur toutes ces questions qu'il importe de résoudre pour appliquer la loi ». Quand les lois seront simples et connues de tous, les jurés pourront être les pairs du défendeur, c'est-à-dire ceux qui se rapprochent le plus de sa

position par une similitude de devoirs et de relations ; mais dans l'état actuel il est sûr que les lois ne sont pas à la portée de ceux qu'elles regardent le plus ; le jury ne peut donc pas être composé des mêmes hommes qui le formeront au temps d'un meilleur ordre de choses. Toutes ces difficultés du passage de l'ancien au nouvel ordre judiciaire seront évitées si le jury est momentanément composé des mêmes hommes qui sont en possession de suivre ces affaires judiciaires. La présence de simples citoyens à côté de ces hommes de loi assurera l'impartialité en même temps que la capacité de ces jurys.

Mais on a encore opposé l'état politique de la France. Siéyès va prouver que, bien loin de contrarier l'établissement immédiat du jury civil, cet état appelle une prompte réorganisation judiciaire. On a en effet supprimé les justices seigneuriales, il n'y a plus de justice primaire, les tribunaux royaux, qui attendent leur destruction, n'ont plus qu'une marche ralentie, là où ils fonctionnent encore ; les cours souveraines sont en vacation. Il ne s'agit plus de modifier la machine judiciaire, mais d'en former une, car il n'en existe plus ; tout le cadre ancien est brisé.

D'ailleurs tous s'attendent bien à voir un système tout nouveau, tous s'accordent pour créer le jury en matière criminelle ; ce n'est que pour le jury civil que l'on s'alarme. L'innovation n'est ni plus audacieuse, ni plus impraticable que le jury criminel dont elle est le complément naturel ; les difficultés et les avantages sont les

mêmes, il serait illogique de rejeter l'un quand on adopte l'autre.

Ce discours eut beaucoup de succès, on réclama la lecture immédiate du titre relatif aux jurés du plan de Siéyès ; l'Assemblée semblait gagnée à ces idées nouvelles qui présentaient le jury sous un jour plus pratique. Puis on entendit les nouveaux orateurs qui demandaient à présenter leurs observations. Garat l'aîné combattit toute espèce de jury au civil comme au criminel ; l'Assemblée supporta impatiemment ce discours inopportun (1). Ne pouvant se faire écouter, Garat fit imprimer son opinion sur le jury (2). Les préjugés de l'homme de loi, hostile à toute innovation, y percent dans le ton hargneux et les répliques aigres et méprisantes dont il accable Siéyès et surtout Duport. La conception du jury de Siéyès lui semble moins mauvaise que celle de Duport, parce que les gens de loi y ont une part prépondérante, mais le faible élément de simples citoyens lui semble encore excessif, il en redoute l'intransigeance et la partialité. Il nie la possibilité de composer les jurys

(1) La *Chronique de Paris* du 9 avril note que son long discours « a quelquefois excité un rire d'approbation et plus souvent les murmures de l'ennui ».

(2) Les *Archives parlementaires* ont reproduit le travail de Garat en annexe à la séance du 31 mars, date à laquelle il n'a certainement pas été lu à la tribune, — le procès-verbal, ni aucun journal n'en faisant mention, — ni même encore écrit puisque l'on y trouve des allusions au discours de Thouret qui est du 6 avril. C'est bien plutôt après son discours malheureux du 8 avril que le député de Labour fit imprimer ce qu'il tenait à dire.

des pairs des plaideurs et se refuse à trouver quelque avantage à tous jurés. Le projet de Duport est encore plus chimérique et inconcevable ; c'est un retour à la barbarie ; ses jurés ne pourront être que des écoliers ignorants, présomptueux et corrompus. La séparation du fait et du droit est une impossibilité absolue. Garat passe en revue les catégories de procès où le fait ne demande, pour être précisé, aucune connaissance juridique, il n'en trouve pas. Il refuse de convenir qu'un plaideur puisse être condamné par la minorité des juges, il nie purement et simplement ce dont a convenu Thouret. Enfin l'exemple anglais lui semble favorable à ses idées, il termine par un panégyrique des hommes de loi et des anciens parlementaires. Un tel parti pris d'aveuglement ôte tout relief à ce qu'il peut y avoir de juste dans les critiques de Garat. On s'explique que l'Assemblée ait été impatientée par cette prétentieuse insuffisance et ait refusé d'entendre son discours.

Après lui, le comte de Clermont-Tonnerre et Malouet prirent encore la parole. Le premier reconnaît « la rapide et profonde impression » causée par le projet de Duport, mais il lui préfère celui de Siéyès qui a l'avantage d'être immédiatement applicable, en ménageant une transition habile entre l'ordre ancien et le nouveau.

Malouet présente quelques observations nouvelles sur la valeur constitutionnelle du jury. Il craint qu'au despotisme d'un seul on ne substitue celui de la multitude, qui, dans l'exercice du pouvoir judiciaire, pourra se lais-

ser aller à ses violences, à ses ressentiments, à ses passions. Les juges, par leur élection, sont déjà mis sous la dépendance de l'opinion publique; si on leur adjoint encore des jurés inhabiles, l'autorité des jugements, la confiance dans la justice seront ruinés. Malouet tient donc pour impossible l'établissement des jurés, au civil tout au moins.

La discussion fut interrompue ici par d'autres questions qui venaient à l'ordre du jour; elle ne fut reprise que le 28 avril. Pendant cet intervalle, Duport, dont le projet avait été attaqué, et par ceux qui voulaient le jury au civil, et par ceux qui n'en voulaient pas, rédigea ses réponses aux diverses objections qui lui avaient été faites, ainsi que les moyens de mettre à exécution son plan en ce qui concernait l'institution des jurés (1). L'Assemblée ordonna l'impression de ces nouveaux documents et la distribution à tous ses membres (2).

Le défaut capital de la discussion qui durait depuis deux mois était l'imprécision de son objet. La question à trancher était : « établira-t-on des jurés en matière civile comme en matière criminelle ? » et, par la plus étrange confusion, on ne s'entendait pas sur la définition des jurés; de sorte que les orateurs devaient spécifier s'ils

(1) Duport, Moyens d'exécution pour les jurés au criminel et au civil. *Arch. parl.*, t. XIII, p. 433 et suiv.

(2) Dans l'avertissement, Duport dit : « C'est demain qu'on va décider de la liberté des Français », or la discussion interrompue après le 8 devait reprendre le 27, elle ne le fut que le 28; cet opuscule aurait donc été publié le 26 avril ou le 27.

parlaient des jurés de M. Duport ou des jurés de M. l'abbé Siéyès. Cette stérilité des débats et leur inutile prolongation ne pouvait échapper à Duport. L'attribution du nom de juré aux hommes de loi de Siéyès était peut-être plus nuisible à ses propres idées que les arguments des adversaires déclarés du jury ; ceux-ci ne s'étaient encore montrés ni très nombreux, ni surtout très compétents par leurs critiques. Aussi Duport commence-t-il par définir par ses attributions essentielles le véritable juré, selon le sens que l'on donne à ce terme en Angleterre et en Amérique, c'est-à-dire un simple citoyen appelé à juger uniquement la question de fait dans un procès, sans qu'on exige de lui aucune connaissance de droit. Si ces jurés doivent connaître des lois et s'ils décident en même temps sur la question de droit, ce ne sont plus des jurés. « Le jury de M. l'abbé Siéyès n'a de commun avec les jurés que le nom. » Duport attaque vivement toutes les idées de Siéyès ; il a beau jeu de montrer qu'elles ne sont qu'une construction spéculative édifiée à la légère, sans valeur politique, ni sociale, ni technique. La conception confuse du jury qu'elles comportent en anéantit tous les avantages.

La création des jurés n'est nécessaire que si l'on admet le dédoublement des organes de jugement ; Siéyès fait juger fait et droit par les mêmes juges ; il attribue ces fonctions à des hommes qui n'en auront ni les devoirs, ni les responsabilités ; comment seront-ils tenus à l'application de la loi ? Qui assurera l'exécution uni-

forme de la loi ? Ne se créera-t-il pas des jurisprudences locales ? On s'est plaint de la multiplicité des gens de loi, de leurs habitudes processives coûteuses aux plaideurs ; on va pousser à leur multiplication, car, si nombreux qu'ils soient, ils ne suffiront pas dans les provinces à assurer le service des jurés, d'après le projet de l'abbé Siéyès. On veut simplifier lois et procédure et restaurer les mœurs, et l'on propose que les mêmes hommes instruisent les affaires, les défendent et les jugent ! Les avocats qui sont consultés dans le plus grand nombre d'affaires sont les plus habiles, les plus éclairés, ils ne pourront vraisemblablement être juges dans les affaires pour lesquelles ils auront été consultés, alors ce seront les jurisconsultes les plus nouveaux, les plus inexpérimentés, les moins délicats qui seront le plus souvent juges ! Et Duport déplore que l'Assemblée emploie son temps à discuter de semblables idées.

Il revient ensuite sur son propre plan et en présente les moyens d'exécution pratique sous la forme d'un projet de décret (1). Ce décret prévoit l'application immédiate de la procédure par jurés. Il est rédigé d'une manière très claire et qui rend parfaitement saisissable le fonctionnement pratique du jury. L'expérience du magistrat guide les audaces du révolutionnaire, et la valeur technique de ce projet l'emporte de beaucoup sur celui de Siéyès.

(1) *Arch. Parl.*, t. XII, p. 438 et suiv.

Nous ne l'examinerons pas ici où nous suivons seulement les débats de l'Assemblée, en rendant compte des discours, des idées nouvelles, des arguments propres à chaque orateur, nous retrouverons l'occasion d'analyser ce projet de décret, en faisant la critique des grands systèmes de réorganisation judiciaire à la Constituante.

Le 28 avril le débat sur le jury reprend. Après une intervention de Brissot-Savary hostile au jury, Thouret prend de nouveau la parole et prononce un discours excellent qui complète et confirme celui du 6 avril.

Il repousse d'abord la motion du 8, proposée par Clermont-Tonnerre, tendant à accorder la priorité au projet de Sieyès, on a ainsi troublé gravement et inutilement la discussion, il faut revenir au principe même des jurés dont le sens exact a été donné par Duport.

Le projet de Sieyès soulève d'ailleurs des critiques multiples : on l'a présenté comme une conciliation des diverses opinions sur les jurés ; en réalité il supprime tous les avantages du jury, surtout la séparation des pouvoirs et des fonctions, la division du jugement du fait et du droit, avantages capitaux au criminel. Tout le monde était d'accord sur l'application du vrai jury au criminel, il faut rejeter ce système nouveau qui l'exclut.

On a été séduit par la promesse que, suivant le projet de Sieyès l'organisation judiciaire pourrait fonctionner dans quelques mois. Mais même si l'on s'accordait sur ce plan, il comporterait au moins le vote de quatre gran-

des ordonnances (1) ; et même l'instruction nouvelle des affaires exigerait probablement un nouveau Code de procédure. L'application immédiate apparaît donc comme une chimère.

On prétend par ce système attacher les gens de loi à la Constitution, mais les assises, qui se tiendront deux ou trois fois par an dans les districts pour de petites causes, assureront-elles l'existence des neuf dixièmes des gens de loi ? — Les charges financières de ce plan seraient si énormes qu'on a pensé les faire supporter aux justiciables ; n'est-ce pas aller directement contre un vœu unanime des cahiers et contre un des décrets les plus solennels de l'Assemblée ? Tout ce qui touche la partie financière et l'organisation des petits tribunaux n'est pas viable.

Quant au jury de Siéyès, ses défauts sont évidents, son caractère provisoire ne couvre pas ces erreurs qui risqueraient de durer fort longtemps. Le nombre des gens de loi exigé pour former le jury ne pourra jamais être atteint. Même dans les grandes villes, on arrivera à avoir des jurés permanents ; le renouvellement serait-il possible, que tous les abus seraient à craindre d'une organisation où les avocats d'un tribunal seraient alterna-

(1) 1° art. 7, un code général de police ; 2° art. 23-24, une loi distinguant les causes de justice primaire et les causes d'instance ; 3° art. 53-54, une loi distinguant dans les affaires d'instance les causes d'assises et les causes de tribunal ; 4° art. 66 à 70, une loi sur le dépôt provisoire dont le principe est très contestable et dont l'application, très difficile serait une source de corruption et d'abus.

tivement juges les uns des autres. Il faut écarter le plan de Siéyès qui recèle beaucoup plus d'inconvénients que n'en avait l'organisation ancienne. Il faut revenir à la discussion du principe des jurés. Thouret se déclare à nouveau partisan du jury criminel et de tribunaux civils qui permettraient postérieurement l'essai des jurés.

De Beaumetz appuie cette conclusion ; Chabroud fait un nouvel effort en faveur de son projet ; l'Assemblée est lasse, on réclame la clôture des débats,

Le lendemain 29 avril la discussion continue pourtant. Après l'intervention de Defermon, hostile au jury civil, et de Garat le jeune, favorable à une application différée, Tronchet porte un dernier coup décisif au jury civil (1). Le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Paris apporte dans cette question l'autorité de son expérience et de sa réputation ; à vrai dire, il manifeste un esprit un peu asservi par la pratique du métier ; il écrase les projets présentés d'un dédain où perce un peu d'obscurantisme. Il est hostile à tout jury, mais plus particulièrement en matière civile. Les Anglais peuvent s'en servir parce qu'ils usent de la preuve testimoniale, mais chez nous la preuve par écrit est heureusement seule admise dans les affaires de quelque importance ; c'est ce qui explique que les jurés anglais puissent répondre par oui ou par non sur l'existence d'un fait allégué. La preuve écrite mêle à toutes les questions de fait un élément de droit,

(1) *Arch. parl.*, t. XV, p. 325 et suiv.

et les cas où le fait est vraiment distinct du droit sont une très rare exception.

En réalité, quand les jurisconsultes parlent de jugement de question de fait, ils entendent un jugement fondé sur la loi qui ne peut avoir d'application qu'à un cas particulier; tandis que les jugements sur une question de droit pourront s'appliquer à tous les cas semblables.

L'inconvénient créé par le jugement simultané sur le fait et le droit est réel, mais il n'a pas été prouvé que la procédure par jurés en soit le remède unique et nécessaire. L'abbé Siéyès a renoncé à cette fâcheuse idée de deux jugements séparés, mais il tombe dans d'autres inconvénients bien aussi graves, et Tronchet reprend les critiques déjà développées par Thouret sur la multiplication des gens de loi, le danger de leur faire défendre et juger tour à tour les plaideurs, l'abus aggravé de la vénalité de la justice. Il revient ensuite sur le principe même des jurés qui est inutile et dangereux : inutile puisqu'on aura des juges élus, dangereux car ce système ne garantit ni la compétence, ni même l'impartialité des tribunaux. Il conclut donc au rejet des jurés.

Enfin le 30 avril la discussion prend fin (1). Le siège de l'Assemblée est fait, Thouret et Tronchet ont fait pencher la balance. Clermont-Tonnerre, premier orateur inscrit est absent, et son discours en faveur du plan de Siéyès ne fut imprimé que par la suite. Duport fait une

(1) *Arch. parl.*, t. XV, p. 342 et suiv.

dernière tentative pour ramener l'Assemblée qui lui avait été si favorable quelques semaines auparavant, mais il est interrompu par des cris réclamant avec insistance le vote. En vain il rappelle les grands exemples de Rome, de l'Angleterre, des Etats-Unis, en vain il invoque le tribunal de la Rote en Italie, les tribunaux d'erreur en Espagne, sa cause est perdue, l'Assemblée lui échappe, il termine en affirmant que toute l'œuvre de l'Assemblée pour la liberté sera inutile si l'application des lois est faite par d'autres que des jurés, et il emprunte cette apostrophe finale à Chabroud : « Ployez la tête, vous êtes indignes de la liberté. »

La discussion est close. Barère propose un décret admettant les jurés dès à présent en matière criminelle et des tribunaux établis de manière à pouvoir admettre les jurés dans les autres matières, si les législateurs le jugent possible. C'est l'opinion de Thouret. Garat l'aîné, trouve bon de venir proclamer que le jury quel qu'il soit est « la plus honteuse des inepties ». Quelques autres tiennent à ajouter encore un mot. Enfin on vote sur la première question : l'Assemblée nationale décrète qu'il y aura des jurés en matière criminelle. Puis sur la deuxième question l'Assemblée décrète qu'on n'établira pas de jurés en matière civile.

Ainsi s'est terminée cette très longue et très importante discussion qui n'a abouti, dit Mirabeau, qu'à la moitié de ce que la nation devait en attendre (1). Les *Annales*

(1) *Courrier de Provence*, 30 avril 1790.

patriotiques et littéraires de Mercier et Carra rapportent que « le public des tribunes a reçu avec transport le décret qui donne des jurés au criminel ; leur inadmission en matière civile a excité moins d'approbations ».

CHAPITRE III

CRITIQUE DES PRINCIPAUX PROJETS PRÉSENTÉS
A LA CONSTITUANTE. — L'OPINION ET LA PRESSE EN 1790.

Le public s'était-il intéressé à la question du jury civil, comme le disent les *Annales patriotiques* ? La lecture des journaux de cette époque nous renseignera sur ce point. Mais auparavant il nous faut revenir sur ces débats que nous avons suivis au jour le jour, pour les embrasser d'un coup d'œil d'ensemble, approfondir les projets présentés, apprécier leur valeur et celle des objections qui les firent échouer.

Les projets se réduisent à deux : celui de Siéyès et celui de Duport, car Chabroud n'apporta que des modifications peu importantes aux idées de Duport, qui éclipsèrent totalement les siennes. C'est entre Siéyès et Duport que se partagèrent les députés favorables au jury civil. Cette séparation hostile entraîna la perte de l'institution qui fut, au contraire, combattue par le groupe compact des timorés et de tous ceux qui désiraient sauvegarder le plus possible de principes anciens dans l'organisation nouvelle.

Le système de Siéyès n'appelle pas de très longs commentaires. Il dut, pour la plus grande part, sa faveur aux

difficultés que l'on avait constatées dans le plan de Duport, et que l'on croyait évitées dans le sien. Ses partisans, peu avertis, ne se rendaient pas compte de sa faiblesse extrême, de ses défauts, de son inaptitude rédhibitoire au fonctionnement pratique. Le très grand prestige de l'abbé éblouissait ses amis. Théoriquement Siéyès n'apportait aucune justification de ses innovations ; aurait-il pu le faire ? Sa conception du jury est fausse et véritablement sans valeur ; à quoi bon supprimer les juges pour les remplacer par des gens de loi plus nombreux, qui jugeront à la fois le fait et le droit ? Il n'y a là qu'une multiplication du nombre des magistrats en même temps qu'une suppression des responsabilités et des garanties professionnelles. C'est abandonner les avantages du jury et en conserver les inconvénients. Est-il d'ailleurs admissible, comme le dirent Duport et Thouret, que les mêmes hommes, tour à tour, défendent les plaideurs à la barre et prononcent des jugements sur le siège, et se trouvent ainsi juges des confrères devant qui demain ils plaideront ? C'est favoriser les compromissions, l'arbitraire, la corruption. D'ailleurs la Nation n'avait-elle pas demandé d'une voix unanime une diminution du nombre des hommes de loi, qui contribuaient à rendre la justice si longue et si coûteuse ? Le système de Siéyès allait à l'encontre de ce désir puisqu'il tendait à développer ce métier et persistait dans le système onéreux des épices. Car ce côté financier de son projet n'est pas le moins mal venu : on demandait la justice gratuite, il offre une

multitude de juges qui ne vivraient que des jugements rendus. Ce qui est curieux c'est que, loin que les défauts multiples du projet de Siéyès aient éclaté aux yeux des membres de l'Assemblée, ceux-ci s'enthousiasmèrent au contraire à la vue de ce bel édifice et en discutèrent longuement. Il fallut les critiques mordantes de Duport et de Thouret pour le faire crouler.

Les idées de Duport qui semblèrent impraticables auraient pu, au contraire, avec de judicieuses retouches, donner naissance à un organisme viable. La justice ainsi rendue eût-elle été meilleure, la consécration de l'expérience ayant toujours fait défaut, il est difficile de le prétendre ; mais l'application du plan de Duport ne se serait pas heurtée aux mêmes obstacles insurmontables qui auraient certainement arrêté l'organisation de Siéyès.

Le projet de décret publié le 26 avril, que nous avons seulement signalé au cours de la discussion, permet d'éprouver la valeur pratique du jury civil tel que le concevait Duport (1).

Son idée maîtresse, la nécessité de séparer le jugement du fait du jugement du droit, inspire presque chaque article. Le procès comporte une première phase, l'instruction ; la procédure préliminaire se déroule devant un juge instructeur, l'affaire est appelée et les plaidoiries sont entendues. A ce moment les parties devront préciser les points sur lesquels elles sont d'accord et ceux sur

(1) *Arch. parl.*, t. XII, p. 438 et suiv.

lesquels elles restent divisées (art. 1^{er}). On dressera un écrit résumant les points contestés ; cet écrit sera double s'il y a contestation et sur des questions de fait et sur des questions de droit (art. 2 et 3).

Si la contestation ne porte que sur l'interprétation de la loi, les jurés n'interviendront pas. Le juge instructeur donne acte aux parties de leur accord sur les faits, qui sont désormais tenus pour constants, et les renvoie devant le tribunal qui statuera en droit, en prenant pour base les faits contenus dans la formule du juge instructeur (art. 4 à 7).

Si la contestation porte sur les faits, l'accord existant sur le sens et l'application de la loi, les jurés décident d'après la formule de fait délivrée par le juge qui leur renvoie l'affaire. Les juges du tribunal se contentent d'homologuer purement et simplement cette décision (art. 8, 9, 10).

Enfin la contestation peut porter à la fois sur le fait et sur le droit. Les parties résument alors séparément leurs allégations sur l'un et l'autre point. Les jurés tranchent la question de fait et requièrent les juges de prononcer ce que la loi a ordonné en pareil cas ; ceux-ci ne peuvent s'écarter des faits ainsi établis (art. 11, 12, 13).

Voilà le mécanisme du jugement en deux parties rendu par deux autorités différentes ; voici maintenant l'organisation propre du jury.

Si l'une des parties nie les faits articulés par l'autre, le juge assemble le jury. On tire au sort quarante-huit

jurés sur le tableau et on communique la liste aux parties ; chacune en récusera douze et l'on tirera encore au sort parmi les vingt-quatre restants, de manière à les réduire à quinze (art. 14, 15, 16). Le jury est complet avec douze membres, c'est-à-dire que trois jurés sont en surnombre pour parer aux absences éventuelles (art. 17).

La récusation est péremptoire, aucun motif n'est exigé. Si plusieurs parties ont un intérêt commun, elles doivent s'entendre pour la récusation ; si leurs intérêts diffèrent, la première liste soumise aux récusations est augmentée (art. 18 et 19).

Les jurés sont réunis et prêtent serment, ils écoutent l'exposé contradictoire des parties ou de leurs conseils, les témoins sont entendus et les pièces lues en public, puis l'officier civil résume les débats. On remet les pièces aux jurés qui se retirent et délibèrent ; il peuvent rentrer dans l'auditoire pour demander publiquement des éclaircissements complémentaires aux parties (art. 20 à 23).

Les jurés décident à la pluralité de deux voix ; au cas de partage on leur adjoint quatre nouveaux jurés (art. 24). Ils font un rapport en faveur d'une des parties, fixant définitivement les faits. Les juges auront à homologuer et à prononcer l'exécution de cette décision, ou à lui appliquer la loi. Les dommages-intérêts sont toujours réglés par le jury (art. 25, 26, 27).

Tel est le projet de décret que Duport soumettait à la Constituante, pour que l'on puisse juger de la valeur pratique de ses idées. Celui de Chabroud, que nous avons

déjà signalé, s'en rapprochait beaucoup, inspiré qu'il était des propres idées de Duport ; mais celui-ci est plus clair, plus précis, plus complet.

Il n'est d'ailleurs pas sans soulever certaines critiques. Duport le savait bien, puisque, dès son premier discours des 29-30 mars, il s'attachait à réfuter celles qu'il prévoyait. Ses deux principaux contradicteurs, ceux qui ont résumé et accumulé les meilleures objections contre ses idées, Thouret et Tronchet, ont repris quelques-uns des griefs qu'il avait prévus et cru rejeter définitivement. Nous allons examiner ces critiques qui ont été simplement énoncées dans l'historique des débats et les confronter avec les réponses de Duport ou de ses partisans ; la juxtaposition des idées adverses en dégagera mieux la valeur respective et la force déterminante.

Les griefs de Thouret sont multiples ; leur variété et leur accumulation même les rendaient redoutables. Il y aurait une discordance périlleuse, dit-il tout d'abord, entre le jury, qui entraîne une procédure très simple, et la législation actuelle, très compliquée. L'application de nos lois requiert l'étude et l'expérience que ne peuvent avoir des jurés. La procédure par jurés, ajoute-t-il, conviendra quand les mœurs seront transformées et que régneront l'innocence et la loyauté ; il faut attendre cette perspective lointaine. Si c'est en effet jusqu'à cette époque que Thouret demandait que l'on ajournât le jury, l'assurance répétée de son amour pour cette institution apparaît assez humoristique.

Duport avait dit : on m'opposera la complication actuelle des procès et la nécessité de changer la procédure, mais précisément l'Assemblée cherche à simplifier et à unifier tout l'appareil de la justice, et tout le monde convient que les lois et coutumes seront réformées. Il faut travailler pour l'avenir. Quant au changement de la procédure, loin d'être un inconvénient, il faut plutôt y voir un avantage. L'ancienne est mauvaise, tout le monde en convient. « Nommez un Comité et dans moins d'un mois ou de six semaines il vous aura présenté tout ce qu'il faudra pour mettre en action le nouvel ordre de choses. » Cette réponse est magnifique ; les faits donnèrent raison à Duport. Les premières assemblées de la Révolution improvisèrent souvent des décrets que les événements rendaient urgents, et c'est de cette semence hâtive que naquirent les institutions glorieuses de la Révolution ; bien des tentatives furent vaines ou même néfastes, c'était la condition inéluctable de cette précipitation, mais que d'idées généreuses virent le jour dans ce labeur immense, qui font oublier les erreurs et les injustices.

Thouret invoquait la situation politique, très défavorable, selon lui, pour introduire le jury. Tout avait été jeté bas, il ne fallait pas risquer de faire perdre encore toute autorité aux jugements, à un moment où le prestige de la justice n'avait jamais été plus nécessaire. Cet argument d'inopportunité fut répété par tous les adversaires du jury. Par contre, ses partisans s'entendirent à proclamer au contraire que nulle époque ne serait plus favora-

ble à son introduction. Siéyès et Duport se rencontrent pour remarquer que tous les anciens tribunaux sont suspendus, et qu'il n'y a proprement plus de justice en France ; il ne s'agit donc pas de consolider, mais de rebâtir sur des ruines. Quand table rase a été faite, quel événement plus favorable peut-on souhaiter pour instituer le système qui semble le meilleur. L'opinion publique ne s'alarmera point, tout le monde n'est-il pas d'accord pour accepter le jury criminel ; et pourtant l'innovation ne touche-t-elle pas davantage à l'ordre public ? Le jury civil ne présente pas plus de difficultés.

L'expérience seule eût pu déterminer, entre ces deux affirmations aussi contradictoires, où était la vérité. Peut-être, cependant, n'est-il pas trop téméraire de supposer que les réformes radicales ont plus de chances d'être acceptées à la faveur de grands troubles sociaux ou politiques qu'à des époques de calme et de tradition.

Sa critique est plus judicieuse, quand Thouret représente que, si l'on invoque souvent l'exemple de l'Angleterre, on ne fait pas assez attention que la faveur des Anglais pour cette institution est toute politique. Chez eux il n'y a pas de corps administratifs élus, la puissance du gouvernement ne trouve de contre-poids que dans le pouvoir judiciaire, dans les jurés élus, c'est ce qui rend chère aux Anglais une pratique dans laquelle ils voient la sauvegarde de leurs libertés. Mais pour nous, dit Thouret, qui allons élire et nos juges et toutes nos assemblées de district et de département, comment pourrions-

nous craindre pour notre liberté. L'objection était assez exacte, elle fut répétée à plusieurs reprises, et les amis de Duport ne purent que dire : la liberté individuelle ne court pas moins de risques dans les procès civils que dans les procès criminels, où, malgré l'élection des juges, on a pensé que le jury était indispensable.

Viennent ensuite les critiques directes contre le jury. Ce sera un mauvais organe de jugement ; s'il évite certains défauts des anciens tribunaux, il tombe dans d'autres : et d'abord il ne présente pas de garanties d'impartialité. Thouret fait ici usage d'une brochure de W. Paley ; ainsi que nous l'avons vu, il n'en tire que certaines critiques et passe sous silence ce qui pourrait les annihiler. On pouvait en tous cas répondre que les défauts de la pratique anglaise n'étaient pas inhérents à l'institution, et que l'on pourrait, au contraire, bénéficier de l'expérience acquise en faveur du jury français.

La liberté individuelle n'est pas menacée dans les procès civils, dit Thouret, et c'est surtout pour la protéger que nous acceptons le jury au criminel. Nous avons vu que Barnave s'était élevé contre cet argument : l'honneur, qui dépend souvent d'un procès civil, doit-il être mis par le législateur au-dessous de la vie d'un citoyen ? et les abus d'autorité sont-ils moins à craindre qu'au criminel ? A vrai dire ce point était secondaire tant que l'on admettait l'élection des juges, il deviendra, au contraire, capital au siècle suivant, quand le gouvernement aura le personnel judiciaire dans sa dépendance.

Thouret et Tronchet avaient reconnu le grave défaut relevé par Duport dans le jugement simultané du fait et du droit, défaut qui aboutissait à des sentences rendues par la minorité des juges formant un tribunal. Mais l'un et l'autre nient qu'à ce défaut le seul remède soit le double organe de jugement : juges et jury. On peut par exemple décider, propose Thouret, que le droit ne sera examiné qu'après un jugement séparé sur le fait. A quoi Barnave répond que c'est pousser les magistrats à juger contre leur conscience, car celui qui a jugé avec la minorité que le fait allégué n'est pas prouvé, répugnera à donner sur le droit gain de cause au demandeur. Cette question délicate et qu'il y aurait eu avantage à approfondir ne fut qu'effleurée ; l'Assemblée, pressée par des travaux multiples, s'en remettait aux comités pour toutes les questions qui exigeaient l'expérience et les capacités professionnelles.

Le spectre du mécontentement des gens de loi, qu'agite encore Thouret, est présent chaque fois qu'il s'agit de réformer ou d'améliorer l'organisation de la justice. Sous la Révolution l'intérêt public n'était pas dominé par les intérêts privés et l'argument était heureusement sans valeur. La difficulté de trouver des jurés, le poids de cette charge publique sont aussi très secondaires, il ne fallait pas, en 1790, douter du civisme bourgeois ou populaire. Par contre la suppression de l'appel pouvait être considérée comme une conséquence fâcheuse de la procédure par jurés, mais l'on s'imaginait volontiers à

cette époque que si l'on créait une bonne organisation judiciaire, la nécessité de l'appel disparaîtrait.

A ce faisceau de critiques Tronchet ajouta encore une objection grave. La procédure anglaise se justifie, dit-il, ainsi que nous l'avons vu, par l'emploi de la preuve testimoniale, en France nous ne pouvons y revenir ; et la preuve par écrit est sans emploi devant le jury. C'est assez vrai dans une certaine mesure, pourtant nous avons vu aussi que Duport prévoyait la communication des preuves écrites au jury, d'abord par une lecture publique, ensuite par une remise des pièces pendant la délibération.

Enfin la grande divergence entre partisans et adversaires du jury civil s'accuse surtout dans la contestation sur la possibilité d'isoler le fait du droit. Duport l'affirme et s'appuie sur l'exemple de Rome, de l'Angleterre, des Etats-Unis. Tronchet la nie, car, dit-il, il n'y a pas de jugements de fait, tout jugement est l'application de la loi à un fait déterminé. Cette controverse capitale se perpétua pendant tout le xix^e siècle, nous la retrouverons plus tard, longuement étudiée, développée, discutée.

L'Assemblée Nationale eut l'impression qu'il y avait là une impossibilité pratique et son rejet du jury civil fut en grande partie déterminé par cette considération. La multiplicité des critiques qu'élevaient des praticiens renommés, comme Thouret et Tronchet, l'effraya. Elle craignit de se hasarder imprudemment, en adoptant une institution assez mal connue, et qui rencontrait déjà une-

aussi redoutable opposition. Au reste, il était urgent de se décider pour un système immédiatement applicable, on n'avait pas le temps d'approfondir une discussion qui avait déjà été très longue. Beaucoup de députés durent voter le rejet, qui avaient d'abord été favorables au jury, mais qui jugèrent plus prudent d'en ajourner l'application à une époque où l'on serait mieux instruit sur ses mérites, ses défauts, et les conditions les plus favorables à son exécution.

On peut donc dire que la Constituante a été débordée par l'importance du sujet. Les députés étaient trop peu renseignés sur les caractéristiques du jury, ils n'étaient pas aptes à discerner par eux-mêmes l'utile et le chimérique dans les projets qui leur étaient soumis, et ils s'en rapportèrent à la condamnation de quelques praticiens notoires dont les objections leur semblèrent décisives.

Quelques-unes de ces objections étaient graves en effet, et demeurent encore aujourd'hui, — cependant l'une des plus importantes : l'inutilité des jurés alors qu'on devait avoir des juges élus, n'existe plus — mais s'il était raisonnable de s'inquiéter de l'inséparabilité du fait et du droit, il l'était beaucoup moins de s'effrayer du changement de la procédure, du mécontentement des gens de loi, de l'inopportunité politique. Toutes ces objections de timidité législative ont eu un succès incompréhensible à une époque où tant d'institutions ont été bouleversées et tant d'intérêts privés justement sacrifiés à l'intérêt général. Et pourtant il est certain que ce souci

d'opportunisme arrêta la Constituante autant, sinon plus, que la crainte des difficultés techniques. Il nous reste à voir si ces sentiments étaient partagés par l'opinion en dehors de l'Assemblée.

Une question aussi importante, des débats d'une telle ampleur devaient trouver des échos dans les journaux, gazettes et brochures qui représentent l'opinion publique, si vivante et si influente à cette époque. Une recherche dans les documents de cette nature permet de juger, plus exactement peut-être que d'après les débats de l'Assemblée, jusqu'à quel point la question du jury civil était connue du public, comment il la comprenait, s'il s'y intéressait. Les journaux de 1790 sont la suite naturelle des petits opuscules que nous avons signalés en 1788 et 1789.

On a beaucoup écrit sur le jury en cette année 1790 ; il suffit d'ouvrir les journaux, pour y trouver, à côté des appréciations sur les séances de l'Assemblée, de véritables articles où les avantages et les défauts du jury sont exposés tour à tour. Ceci est intéressant au même titre que les discours des députés. Il ne peut pas être question, naturellement, de faire un inventaire de tout ce qui a été imprimé sur la question ; les journalistes ont trop de hâte professionnelle pour voir les choses sous un jour original, et c'est même parce qu'ils ne sont qu'un reflet de l'esprit public qu'ils nous intéressent ; mais ils se répètent les uns les autres, et il suffit d'en citer quelques-uns. Mais quand, par fortune, le journaliste s'appelle Mirabeau, sa gazette excite doublement notre curiosité.

Nous allons donc passer une revue rapide des journaux.

Avant que le débat parlementaire ne fût ouvert, le 12 mars 1790, le *Moniteur* publiait le projet d'un député du Dauphiné, de Delley d'Agier, qui proposait la création de notables assesseurs élus par le peuple, espèce de jurés chargés de surveiller l'impartialité des jugements. Une réfutation anonyme de ce projet bâtarde paraissait dans le numéro du 25 mars. Quelques jours plus tard, le même journal rendait compte du plan de Duport, « qui a paru à la plus grande partie de l'Assemblée mériter les éloges qui lui avaient été donnés ».

Le *Journal de Paris* publie une suite d'articles où sont exposés les vices des anciennes institutions et les avantages qui résulteraient de l'adoption du système anglais (1).

La *Chronique de Paris* (2), qui rend compte fidèlement des débats, dans un article de Willette du 12 avril 1790, s'étonne du discrédit qui semble peser sur le jury civil. « Le danger d'un changement subit, dit-il, ne peut guère s'employer comme raison valable, et tous les décrets de l'Assemblée nationale ne sont autre chose que des innovations très subites et très heureuses... Les promettre (les jurés) pour la seconde législature, c'est donner naissance à l'anarchie. En effet, quel est le citoyen qui se trouvera bien jugé par une loi qui doit être anéantie quelques jours après la perte de son procès ? »

(1) *Journal de Paris*, 1790, nos 5, 6, 8. *Bibl. nat.*, Lc 2/80

(2) *Bibl. nat.*, Lc 2/218.

Le *Courrier de Provence* (1) surtout s'attache aux débats sur la question judiciaire ; c'est le journal de Mirabeau. Il est entièrement favorable au jury, aussi bien au civil qu'au criminel. Il commente de quelques mots l'intervention de chaque député, il harcèle les ennemis du jury et expose lui-même les avantages de cette procédure. Il est frappé des idées fausses qui ont cours à l'Assemblée sur cette question ; les orateurs eux-mêmes sont parfaitement ignorants du sujet. « Les moindres objections nous prennent au dépourvu et nous ne voyons point d'issue aux difficultés, aux embarras que les adversaires de cette nouveauté lui opposent. » Et Mirabeau s'attache à réfuter dans ses comptes rendus les opinions fausses. Presque tous les ennemis du jury s'appesantissent sur l'incapacité des jurés à distinguer le fait du droit, il répète que ce ne sera pas le rôle des jurés, mais celui du juge : celui-ci « discerne préalablement les faits, il les met au jugement du juré (jury), qui décide d'après les preuves s'ils sont vrais ou faux ; le reste est l'affaire du juge. Si la question porte uniquement sur un point de droit, le juré n'intervient pas. » Il rappelle toutes les longueurs, toutes les complications, l'incertitude et le coût exagéré de l'ancienne procédure, que sa vie mouvementée lui avait donné l'occasion de bien connaître. Il expose des exemples pratiques où les anciens errements sont suffisamment condamnés par la comparaison avec la

(1) *Bibl. nat.*, Lc 2/127.

pratique du jury : enquêtes, inexécution de convention, fixation de dommages-intérêts, etc... Le lendemain il revient à la charge, d'une plume allègre, et exécute en passant quelques-uns des orateurs adverses ; ainsi du discours de Brissot-Savary, il dit : « Il a parlé comme ferait un homme absolument étranger à la matière, qui n'a rien lu, rien entendu, rien senti de tout ce qui s'est dit à cet égard. On entend quelquefois de ces opinans qui semblent sortir d'un profond sommeil et ne tenir compte de rien, si ce n'est de l'envie de dire quelque chose. »

Malheureusement, si sa plume est mordante, il n'apporte aucun argument nouveau à l'appui de la cause qu'il soutient, mais il est certain qu'il faut compter Mirabeau parmi les plus chauds partisans du jury civil et qu'il dut user de toute son influence pour en éviter le rejet.

Les Révolutions de Paris (1), le journal de Loustalot et de Prud'homme, si riche en renseignements originaux, suivent de très près les questions judiciaires. Prud'homme, avec son âpreté coutumière, rend compte des débats et prend parti contre tous ceux qui cherchent à sauvegarder les institutions anciennes. Le 30 mars il attaque violemment le comité de constitution, qui méconnaît les principes les plus évidents dans son projet d'organisation judiciaire ; le rejet des jurés, spécialement, lui semble injustifié. La garantie des droits des individus ne

(1) Voir les n^{os} 37 (30 mars 1790), 38 et 39.

peut, dit-il, être assurée que par les jurys, l'élection des juges ne suffit pas à écarter toute crainte de despotisme : les honneurs, les places, les pensions lui attacheront les juges, si le contrôle des jurés n'intervient pas.

C'est dans la constitution qu'il faut inscrire la procédure par jurés ; le comité l'admet pour le jury criminel qu'il déclare un des points fondamentaux de la constitution française ; pourquoi donc rejeter aux années suivantes, alors que l'Assemblée Constituante sera dissoute, la création du jury civil ? Les Anglais n'ont-ils pas fait un article constitutionnel du jury, tant en matière civile qu'en matière criminelle ? L'honneur d'un citoyen ne peut-il pas dépendre autant d'un procès civil que d'un procès criminel ? Plus loin Prud'homme développe ses vues sur le meilleur mode d'élection de ces jurés. Une durée de fonctions de deux ans lui paraît incompatible avec l'incorruptibilité que l'on doit attendre du juré ; il faut qu'il soit choisi pour chaque assise si l'on veut qu'il n'ait pas le temps d'être corrompu. Il faudrait même, suivant l'exemple anglais, pour plus de garantie, que le verdict ne puisse être prononcé qu'à l'unanimité. Enfin un plan complet d'organisation judiciaire termine ce grand article où l'on reconnaît l'influence des idées de Duport, dont Prud'homme connaissait le discours avant qu'il ne fût lu à la tribune. Mais s'il a été jusqu'à lui emprunter des tirades sur les vices du régime ancien et sur les principes qui doivent conduire les réformes, il critique vivement les applications que propose Duport quant aux

jurés. Dans le numéro suivant de son journal il écrit : « Je dois dire sans ménagement que M. Duport ne connaît pas, ou n'a pas saisi ce que c'est que l'institution des jurés, qu'il nous propose des jurés qui ne seraient pas des jurés mais des juges bientôt corrompus ou partiaux. » En effet Duport propose l'élection annuelle des jurés ; mais c'est leur laisser le temps d'être gagnés par le pouvoir exécutif ou par les plaideurs. Duport voudrait qu'un juge aidât et dirigeât les jurés en leur faisant un exposé de l'affaire ; voilà les jurés en tutelle et qui risquent d'être trompés par un exposé favorable à l'une ou l'autre partie. Enfin le droit de récusation prévu par Duport est beaucoup trop restreint. Il faut se rapprocher davantage de l'excellente pratique anglaise. Les jurés sont choisis pour chaque assise, les causes de récusation sont multiples, tout est organisé pour écarter toute prévention de partialité. Prud'homme semble bien connaître la procédure anglaise, dont il rejette les formes compliquées et archaïques, pour n'en garder que la meilleure part. Il propose même pour éclairer l'Assemblée d'envoyer une commission de députés en Angleterre, pour étudier sur place la marche de la procédure par jurés. En attendant il est indispensable de poser le principe constitutionnel du jury, le projet ne sera voté qu'après que les enquêtes et les discussions auront achevé de mûrir la question.

D'autres journaux encore entretiennent leurs lecteurs des controverses sur la nouvelle organisation judiciaire ; nous ne prolongerons pas cette revue, il est suffisam-

ment prouvé que le jury civil intéressait vivement le public parisien.

Ces journaux font connaître à la province les lois qui s'élaborent à Paris, mais la propagation est lente ; c'est ce qui explique que les nombreuses brochures ou adresses de municipalités qui subsistent encore visent surtout le projet du comité, connu longtemps à l'avance ; les autres plans furent connus trop tard, alors qu'ils étaient déjà écartés, pour que l'avis des provinces ait eu le temps de se manifester. Mais à Paris on suit au jour le jour les fluctuations de l'Assemblée ; les commentaires des projets et des discours voient le jour instantanément. Ainsi le 24 mars, le jour même où Duport développait son plan à la tribune, Loyseau, directeur du *Journal de constitution et de législation*, faisait aux Jacobins, où se réunissait la Société des Amis de la constitution, lecture de ses réflexions sur le projet judiciaire de Duport, réflexions favorables à ce projet dont l'auteur faisait d'ailleurs partie de la société. Nous voyons encore Chabroud commenter son propre discours dans une petite brochure où il adapte à un exemple pratique ses idées sur les jurés (1). Il rapporte un arrêt de 1674 sur une affaire compliquée d'absence et de bigamie avec toutes les suites pécuniaires, successions, état civil, etc... ; il oppose face à face les phases de la procédure ancienne et celles de

(1) Chabroud, *Exemple particulier où la procédure propre à l'examen des jurés est comparée avec les anciennes formes*. Bib. nat., Lf. 113/9.

la procédure par jurés : la première colonne est très noire et la seconde presque toujours blanche.

Voici encore une brochure curieuse : un citoyen, qui devait suivre les séances et qui était fort au courant de la procédure anglaise, envoie au député Linguet une exhortation à prendre part au débat pour y redresser toutes les erreurs que l'on a accumulées à propos du jury en Angleterre. Il fait imprimer cette lettre qui paraît le 29 avril, avant la fin de la discussion (1).

Duport, dit-il, se trompe complètement, quand il prétend tirer la distinction du fait et du droit du système anglais, et quand il fait de cette idée le centre de son plan. Le vrai palladium de la liberté, c'est simplement le jugement par les pairs. L'affaire est instruite avant d'être portée devant le jury ; le juge fait procéder à l'appel des jurés, à leur prestation de serment et fait plaider les avocats. L'audition des témoins et du texte des lois complète l'instruction des jurés. Après quoi le juge leur fait un rapport de l'affaire, et les invite à prononcer, en leur conscience, pour l'une ou l'autre partie. Le juge ne fait que signer leur verdict. Voilà la vraie pratique anglaise.

Ce système lève toutes les difficultés que l'on a opposées à Duport. Ceux qui résistaient depuis longtemps à sa distinction chimérique des questions de fait et des questions de droit, seront charmés de cette solution, et se hâteront d'ériger en loi constitutionnelle le jugement

(1) *Eclaircissement décisif sur la question des jurés, adressé à M. Linguet, 29 avril 1790, anonyme. Bib. nat., Lf. 113/11.*

de tout citoyen par ses pairs et uniquement par eux.

Ces excellents conseils ne séduisirent probablement pas Linguet qui n'intervint pas au débat.

De plus nombreux extraits des journaux et des brochures ne sont pas nécessaires pour démontrer l'importance réelle du courant d'idées créé par cette question du jury civil. Ce ne sont pas seulement quelques utopistes, comme on l'a affirmé, qui ont entraîné l'Assemblée à une discussion fatalement stérile. L'opinion publique en 1790 était réellement séduite par le jury criminel qu'elle fit adopter, et la connexité des idées poussa non seulement quelques démagogues mais beaucoup d'esprits pondérés à réclamer l'extension du système à la justice civile. Par la suite on ne retrouva à aucune époque, si ce n'est peut-être en 1793, un mouvement aussi profondément populaire en faveur des réformes judiciaires. Alors tous les hommes qui avaient foi dans l'avenir de la Révolution se tenaient au courant des problèmes qui agitaient l'Assemblée, chacun suivant ses lumières voulait collaborer à l'œuvre nationale ; les communications dans les clubs, l'impression de brochures, les articles dans les journaux exprimaient cette fermentation civique. L'organisation judiciaire, qui touche de si près aux intérêts de chacun, intéressait vivement l'opinion. La création du jury criminel était préparée depuis longtemps, l'idée était mûre, la réforme put être faite. La théorie du jury civil au contraire était connue trop superficiellement ; comme le disait Mirabeau, les moindres objections intimidaient

ses partisans mal éclairés ; les auteurs de projets maladroits, comme celui de Siéyès, firent autant de tort aux principes véritables que les attaques de leurs ennemis. L'idée, mal soutenue, échoua ; mais s'il est une époque où les circonstances auraient permis de tenter cet essai, c'est bien celle-là, où tout fut bouleversé, réorganisé, où toutes les audaces furent admises, tous les systèmes essayés.

CHAPITRE IV

PROJETS ET DÉBATS A LA CONVENTION.

Le décret négatif de la Constituante ne tranchait pas définitivement la question du jury civil aux yeux de ses partisans. On répétait couramment que c'étaient surtout des considérations d'opportunité qui avaient déterminé l'Assemblée à rejeter l'établissement des jurés au civil, on ne considérait pas le fond de la question comme jugé. Un écho du *Moniteur* du 6 mai 1790 révèle incidemment sa survivance. On lit : « Dans un dîner de zélés patriotes qui a eu lieu hier pour l'anniversaire de l'ouverture des Etats généraux et où se trouvait un des chefs du parti populaire de Belgique, il a été lu les toasts suivants : à la liberté du peuple français, à la liberté du Brabant, à l'égalité parmi les hommes, à l'établissement des jurés au civil... » Suivent encore dix autres toasts divers. Ce ne sont pas là simples propos de buveurs. Les idées politiques évoluaient rapidement, l'organisation judiciaire adoptée par l'Assemblée montrait des défauts ; dès la fin de l'année 1790 on pensait à améliorer les parties faibles de cette création nouvelle, mais l'ère de la timidité législative était close. Condorcet, que nous allons retrouver en 1793 organisant la partie judiciaire dans le

projet de constitution girondin, s'occupait du mauvais système d'appel que l'on venait d'organiser (1). Le 29 juillet 1790, dans le numéro 9 du *Journal de la Société de 1789*, il constate que la Constituante s'est trompée en instituant l'appel des procès d'un tribunal de district à un tribunal du même ordre. Il faut que la deuxième décision rendue ait plus d'autorité que la première, inspire plus de confiance. « J'oserai donc proposer d'attribuer les jugements d'appel à dix ou à douze jurés, dont six ou huit au moins seraient pris parmi les gens de loi. » Que l'on n'oppose pas, dit-il, le décret par lequel l'Assemblée a rejeté, du moins provisoirement, l'établissement des jurés au civil, on peut dans les détails améliorer le plan d'ensemble. Il faut qu'en allant en appel on ait une probabilité supérieure du bien jugé. « Or je crois qu'on la remplirait en admettant des jurés, parce que leur tribunal différerait de celui qui n'est formé que de juges, par la possibilité de multiplier les récusations non motivées, qui préviennent l'effet des inimitiés personnelles comme de l'esprit de parti, et rendent la corruption presque impossible. » Condorcet, on le voit, n'avait pas renoncé

(1) Depuis longtemps déjà Condorcet étudiait l'organisation de la justice. Par son mariage avec Sophie de Grouchy, nièce du président Dupaty, il était entré dans le cercle des Parlementaires que préoccupaient les réformes judiciaires. Il était intervenu avec Dupaty dans le fameux procès des trois roués. Il s'était fait introduire après Voltaire, Franklin, Dupaty, Pastoret, à la loge maçonnique des neuf sœurs, qui avait tout un programme de réformes dans l'ordre judiciaire. Depuis 1786 il avait publié de nombreuses brochures sur la Constitution des Etats-Unis.

à faire triompher le jury malgré un premier échec. L'utilisation des gens de loi, conseillée par Siéyès, lui semble digne d'être retenue.

Les idées de Duport sur la séparation du jugement ne sont plus reprises après lui. En 1793, les esprits sont arrivés à un état d'exaltation et de civisme ombrageux tel, que l'idée même d'un juge semble inadmissible. Si les jurés, déterminateurs du fait, sont une notion à laquelle on ne s'est plus arrêté, c'est qu'elle est très retardataire. D'abord elle suppose une administration de la justice assez complexe, la dissociation dans un procès des éléments matériels et des éléments juridiques, alors qu'on ne croit plus qu'au jugement d'équité, qui est l'expression de la conscience d'un auditeur impartial ayant suivi l'exposé de la cause. Ensuite elle comporte le maintien d'un juge, instrument aveugle de la loi, homme tout puissant autant qu'insensible, qui semblerait une autorité tyrannique. C'est pourquoi tous les projets de 1793, y compris celui de Condorcet, moins absolu pourtant, adoptent d'enthousiasme l'idée d'arbitres librement choisis par les parties elles-mêmes, comme le seul moyen, digne d'hommes libres, de se soumettre à une sentence sur leurs contestations particulières.

La question du jury ne s'était plus posée sous l'Assemblée Législative. L'année 1793, au contraire, verra naître de multiples projets très curieux pour l'histoire du jury. La Convention, qui devait donner une constitution nouvelle à la France, remit en discussion tout le système

judiciaire organisé par la première assemblée. Le 11 octobre 1792 les membres du comité de constitution furent élus. Siéyès, Th. Paine, Brissot, Pétion, Vergniaud, Gensonné, Barère, Danton, Condorcet, presque tous girondins, furent choisis. Barbaroux, Hérault de Séchelles, Lanthenas, Jean Debry, Fauchet, Lavicomterie n'étaient que membres suppléants. Hérault absent jusqu'en mai 1793 ne prit pas part aux travaux du comité.

Il est très difficile de préciser quelle fut la part de chaque membre dans le plan définitif, le procès-verbal des séances faisant défaut ; pourtant Condorcet semble avoir eu un rôle capital, sa prééminence était reconnue par ses collègues mêmes, et c'est lui qui fut chargé de lire à la tribune le projet du comité. Cette lecture eut lieu les 15 et 16 février 1793. Bien que la constitution girondine n'ait pas été appliquée ni même discutée à la Convention, nous en donnerons une analyse de la partie judiciaire, intéressante pour l'histoire des idées sur le jury civil. Le projet contenait un titre consacré à l'administration de la justice, c'est le titre X ; mais le projet lui-même était précédé d'un exposé de principes dans lequel se trouve la justification du plan suivant lequel est conçue la nouvelle organisation de la justice (1).

Aucun procès ne pourra être porté devant la justice régulière qu'après une tentative d'arbitrage particulier. L'arbitrage est la grande idée de cette époque ; par lui,

(1) *Arch. Parl.*, t. LVIII, p. 593 et suiv.

la plupart des procès seront supprimés, par lui sera ouverte une ère de concorde et de fraternité. Aussi un tribunal par département ne pourra-t-il manquer d'être suffisant ; il sera composé de jurés. Les jurés sont choisis par les parties elles-mêmes. « Ainsi tant que le passage encore récent des institutions monarchiques aux institutions républicaines exigera de confier la décision à des hommes pour qui nos anciennes lois et nos anciennes formes ne soient pas étrangères, les parties pourront choisir librement les jurés de cette classe. Par la même raison les tribunaux particuliers pour le commerce deviennent inutiles, car les parties pourront elles-mêmes choisir les jurés parmi des commerçants. » La liste des jurés sera formée dans chaque assemblée primaire par le choix des citoyens ; ainsi le jury ne pourra-t-il représenter ni un parti, ni des intérêts ou des préjugés particuliers.

Le jury tel que le comprenaient les Girondins est donc très particulier, l'examen des articles du projet va encore mieux le montrer.

Le tribunal de département comprendra un jury civil assisté d'un directeur, d'un rapporteur public, d'un commissaire national (section II, art. 7). Le directeur conduira la procédure, le rapporteur fera l'exposé des affaires devant le jury, le commissaire assurera l'observation des lois dans les jugements et l'exécution des jugements rendus ; il sera en outre le défenseur des insensés, des interdits, des absents, des pupilles, des mineurs, des veuves et des indigents (art 15). « Le tableau

des jurés civils de chaque département sera formé de la manière suivante : 1^o dans chaque assemblée primaire on élira tous les six mois un juré sur cent citoyens inscrits sur le tableau ; 2^o cette élection sera faite par un seul scrutin et à la simple pluralité relative ; 3^o chaque votant signera son bulletin ou le fera signer en son nom par l'un des membres du bureau et il n'y portera qu'un seul individu, quel que soit le nombre des jurés que son assemblée primaire devra nommer » (art. 9). « Tous les citoyens résidents dans chaque département seront éligibles par chaque assemblée primaire » (art. 10). « Chaque assemblée primaire enverra à l'administration du département la liste des citoyens qui auront recueilli le plus de voix, en nombre double des jurés qu'elle doit nommer, et l'administration après avoir formé le tableau des jurés, sera tenue de le faire parvenir sans délai au directeur du jury » (art. 11). Celui qui aura été inscrit deux fois au tableau cesse d'être obligé aux fonctions de juré (art. 12). Le choix des jurés pour un procès est fait par les parties ou à leur défaut par le directeur du jury (art. 13).

Telle est en résumé la section II du titre X, qui expose la formation du jury et son rôle dans la justice civile. On ne doit pas trop s'étonner de la brièveté de ces articles, ils font partie d'un projet de constitution, par conséquent ils ne contiennent que les données essentielles d'un système qui aurait demandé à être précisé par des lois complémentaires. Ces grandes lignes suffisent pour-

tant à donner une idée approximative de la conception nouvelle et curieuse du jury née des débats d'un comité qui comprenait Siéyès, Th. Paine, Barère, Condorcet.

Elle est originale en effet cette idée de faire choisir les jurés par les parties elles-mêmes, elle supprime toute nécessité de récusation et toute suspicion de la partialité du tribunal. Mais aurait-il été facile de choisir en connaissance de cause des jurés sur une liste départementale ? Il semble que l'on puisse reconnaître les idées de Siéyès dans ce passage du discours préliminaire, où il est exposé que, grâce à la faculté de choisir les jurés, les plaideurs pourront en appeler aux hommes de loi qui seuls connaissent les difficultés de la procédure et des lois anciennes encore en vigueur.

Mais réunir tous les six mois les assemblées primaires pour choisir des jurés, n'était-ce pas abuser du civisme des électeurs ?

Il n'est d'ailleurs pas possible de s'arrêter longuement à cette partie de la constitution girondine ; elle est trop imprécise, trop incomplète pour que la critique s'y attache. Ainsi il semblerait que le comité entendait faire des jurés des arbitres supérieurs du fait et du droit ; pourtant on lit dans des commentaires de Condorcet lui-même sur la Girondine : « le jury répond par oui ou non sur la question de fait réduite en termes simples et clairs par le directeur qui conduit la procédure » (1). Il est probable

(1) *Feuille villageoise* du 30 mai 1793.

que les membres du comité s'étaient simplement entendus sur des principes très généraux que l'énormité de leur travail ne leur permettait pas d'envisager dans les applications pratiques. Ils avaient décidé de proposer le jury civil et s'étaient simplement efforcés d'écarter toute difficulté et toute suspicion en laissant aux parties elles-mêmes le choix des jurés. La simplicité du mécanisme les avait séduits ; elle devenait possible « cette grande métamorphose, cette refonte universelle de la société qui rend si naturels et si clairs tous les rapports des citoyens entre eux » (1).

Sur une motion de Barère, la Convention avait, le 19 octobre 1792, invité tous les amis de la liberté à lui présenter, en quelque langue que ce soit, les plans, vues et moyens qu'ils croiraient propres à donner une bonne constitution à la République française. Le 16 février 1793, elle avait encore décrété que tous ses membres, qui auraient des projets de constitution à présenter, seraient autorisés à les faire imprimer aux frais de la République. Le succès de cet appel fut énorme. Le 4 avril, la Convention, pour faire échec aux Girondins, dont la puissance déclinait déjà, avait nommé un nouveau comité de constitution, sous le nom de Comité d'analyse. Les six membres de cette commission devaient analyser les projets qui arrivaient nombreux à l'Assemblée, et retenir tout ce qui pourrait améliorer le projet officiel de constitution,

(1) Condorcet, *ibid.*

la Girondine. C'était annoncer d'avance l'échec de cette constitution. La discussion s'en ouvrit le 17 avril et quand les Girondins tombèrent le 2 juin, elle était peu avancée, on n'était pas encore parvenu au chapitre de l'administration de la justice. Mais nous allons retrouver des critiques de ce plan dans ces nombreux opuscules qui parvinrent au comité d'analyse. Lanjuinais qui avait été chargé de les résumer sur un chapitre spécial, dit que le comité n'en avait pas reçu moins de trois cents dont quelques-uns anglais et un suisse. Les *Archives parlementaires* en ont publié un grand nombre. Beaucoup de ces mémoires traitent plus ou moins longuement la question judiciaire ; de ceux-là nous retiendrons quelques-uns plus typiques ou particulièrement curieux.

La plupart émanent de députés. La Convention les avait en effet encouragés à déposer des plans, mais surtout l'encombrement de la tribune, la multiplicité des projets de loi, la rapidité extraordinaire des discussions les poussaient à faire imprimer ce qu'ils n'auraient pu faire entendre. Parmi ces études sur la constitution un grand nombre ne sont que des critiques générales ou particulières du projet des Girondins et non des plans originaux. Ainsi Bonguyod, député du Jura, ne fait d'observation que sur l'ordre judiciaire (1). La solution de tous les procès par des arbitres lui semble le meilleur système, il est hostile au jury civil. Un tribunal par dé-

(1) *Arch. parl.*, LXII, 315 et suiv.

partement serait insuffisant ; le déplacement continuél des citoyens pour assurer le service du jury serait une lourde charge que d'ailleurs tous ne seraient pas également aptes à remplir. Un député de la Haute-Garonne Jean-Marie Calès, établit article par article une critique du plan du comité de constitution (1). Il est également convaincu que l'arbitrage est la meilleure solution pour terminer les procès ; il repousse le jury civil. Sa principale critique est que la justice sera trop éloignée du justiciable ; le tribunal unique par département est impossible. On invoque trop souvent le peuple pour des élections, il ne faut pas encore augmenter cet inconvénient ; enfin le projet girondin maintient des juges — pourquoi ? ils ne servent qu'à ralentir la justice et à la rendre plus coûteuse. Des arbitres, rien que des arbitres ! Mêmes observations dans le mémoire de Faure, député de Seine-Inférieure (2), dans le plan de Lambert, député de la Côte-d'Or (3) et chez plusieurs autres.

Un autre groupe de députés, presque aussi nombreux, se prononce au contraire en faveur des jurés civils ; quelques-uns en posent simplement le principe : Debry, député de l'Aisne (4), Poultier, député du Nord (5), Coppin, député du Gers (6), Rouzet (7), Wiriot (8), Lagrange

(1) *Arch. parl.*, LXII, 319 et suiv.

(2) *Arch. parl.*, LXIII, 279 et suiv.

(3) *Arch. parl.*, LXII, 434 et suiv.

(4) *Arch. parl.*, LXIII, 236 et suiv.

(5) *Arch. parl.*, LXII, 482 et suiv.

(6) *Arch. parl.*, LXIV, 235 et suiv.

(7) *Arch. parl.*, LXII, 496 et suiv.

(8) *Arch. parl.*, LXII, 574 et suiv.

et Dupin (1), etc. Daunou donne des vues plus intéressantes dans ses deux opuscules (2). « C'est se jouer d'un peuple, écrit-il, que de lui dire : telle disposition constitutionnelle serait excellente, mais elle s'accorderait mal avec vos lois civiles qui sont vicieuses. Ce fut le raisonnement de l'Assemblée Constituante lorsqu'elle rejeta le jury en matière civile. » Dans son *Essai sur la Constitution* il indique un système de jury assez semblable à celui de la Girondine, mais qui présente plus de précision et de valeur pratique. Il ne méconnaît pas le caractère essentiel du juré, « on nomme jurés les citoyens qui sont appelés à décider des questions de fait, et juges ceux qui appliquent la loi. » Comme dans le plan girondin il fait choisir les jurés par les parties elles-mêmes, mais il restreint leur choix aux citoyens de la commune. Ce jury statue sans appel sur les faits. Trois arbitres, également citoyens de la commune, décident sur le droit sans appel jusqu'à 100 marcs d'argent, au delà un appel sur le droit peut être porté devant cinq autres arbitres, choisis comme les premiers par les parties elles-mêmes, avec le concours du commissaire national s'il y a lieu de les départager. Il est probable, bien que Daunou ne le dise pas, que les parties auraient été naturellement amenées, dans les communes urbaines tout au moins, à choisir pour arbitres des gens de loi, comme cela s'était passé d'ailleurs pour les élections des magistrats du nouveau régime.

(1) *Arch. parl.*, LXIV, 248 et suiv.

(2) *Arch. parl.*, LXII, 343 et suiv.

Le plan de Bourgeois, député de Seine-Inférieure, est également curieux (1). Le titre III règle l'ordre judiciaire. Il comporte deux degrés de juridiction, tous deux pourvus de jury. Le tribunal supérieur, unique pour deux départements, sera composé, quant à la chambre civile, de trois juges, d'un commissaire national, d'un jury et d'un secrétaire. Le tribunal subalterne, unique pour deux cantons, sera composé d'un juge, d'un procureur national, d'un jury et d'un secrétaire. Le jury sera de dix membres et trois suppléants. Les jurés seront élus par canton à raison de trois par cent citoyens pour le tribunal supérieur et un pour le tribunal subalterne. Des listes départementales et cantonales seront dressées. Un système très large de récusation est prévu et un tirage au sort réduira encore les jurés au nombre nécessaire pour la session. Tout procès doit être précédé d'une tentative de conciliation. Les parties peuvent porter directement leur procès à la chambre civile du tribunal supérieur, se privant ainsi de la ressource de l'appel. Le commissaire national et le procureur rassemblent les jurys pour les deux tribunaux, surveillent l'observation des formes, font un rapport sur chaque affaire et lisent la loi aux jurés. Ceux-ci délibèrent avec les juges, ils opinent les premiers, les juges ensuite, le président le dernier.

Le tribunal, d'après ce système, malgré sa dualité d'origine, exerce solidairement ses attributions juridic-

(1) *Arch. parl.*, LXIII, 259.

tionnelles ; la majorité de fait en faveur des jurés devait être prévue pour contrebalancer l'influence des trois magistrats, hommes de métier. Ce plan, très minutieusement établi, n'est pas sans intérêt, c'est une adaptation du jury en matière civile, à l'organisme judiciaire de la Constitution de 1791, modifié sur plusieurs points. Mais l'idée de transformer les dix jurés en une sorte de juges assesseurs sans compétence professionnelle ne pouvait guère rencontrer de succès. C'est en 1789, avant l'ouverture des Etats généraux, qu'il était fréquent d'entendre proclamer l'excellence de ce système ; en 1793, suivant le goût du jour, on ne voulait plus entendre parler que d'arbitres.

Notons encore, comme curiosité, le projet de Chabot, le farouche capucin, député de Loir-et-Cher (1). Le titre judiciaire débute ainsi : « Tous procès et contestations entre les citoyens sur le territoire de la République sont abolis... néanmoins les affaires en cours seront tranchées par des arbitres. » Il imagine deux jurys dans chaque commune, l'un de vingt jeunes hommes, l'autre de vingt vieillards, le premier constatant le fait, le second jugeant suivant sa conscience et suivant les lois. Tout homme qui refuserait d'accepter la décision de ce jury paternel serait rayé de la liste des citoyens. Et voilà la justice organisée ; à quelles conceptions burlesques conduisait l'exaltation jacobine ! Et pourtant qui pourrait affirmer que Chabot n'était pas sincère en publiant ces

(1) *Arch. parl.*, LXVII, p. 261 et suiv.

beaux projets ? Ne voit-on pas un autre faiseur de constitution, le citoyen Boissel, organiser l'« Association du globe terrestre » (1) ; la justice est rendue par un jury de civilisation composé d'un juge de paix, de deux assesseurs et d'un censeur civil, avec appel aux assemblées du peuple. La fièvre révolutionnaire troublait les têtes. Les surenchères démagogiques faisaient qualifier de contre-révolutionnaire toute proposition sensée. Nous allons voir, en reprenant l'histoire rapide des événements, la Convention travailler sans méthode, improviser des projets informes et prétentieux, et prouver son incapacité à voter une constitution durable.

Le Comité de Salut public existait depuis le 6 avril, le 29 mai un décret lui adjoignit cinq membres chargés de présenter dans le plus court délai « un plan de constitution réduit aux seuls articles indispensables pour assurer à la République son unité, son indivisibilité et sa liberté, et au peuple l'exercice de tous ses droits » (2). Ce nouveau comité de constitution était donc le troisième, après le grand comité girondin et le comité d'analyse, dit commission des Six. Le 30 mai, Hérault de Séchelles, Ramel-Nogaret, Saint-Just, Mathieu et Couthon sont choi-

(1) Entretiens du P. Gérard sur la constitution politique et le gouvernement révolutionnaire du peuple français, par le citoyen Boissel. *Arch. parl.*, LXVI, p. 613.

(2) Ce décret n'est pas mentionné au procès-verbal, mais il est signalé par les *Révolutions de Paris*, le *Point de jour*, et le *Bulletin de la Convention*.

sis pour former le nouveau comité. Le 10 juin, c'est-à-dire après dix jours de travail, Hérault de Séchelles rapportait un nouveau projet de constitution au nom du Comité de Salut public.

Cet acte constitutionnel n'avait que cent articles. On espérait pouvoir faire des codes, des lois, une constitution assez simples et assez réduits pour être à la portée de tous. Hérault affirmait que l'on avait donné, « dans une combinaison forte, une réalité à des idées philosophiques », que le peuple trouverait dans cette constitution « les axiomes de la raison ». Cette combinaison forte n'était qu'une pauvreté étriquée. Condorcet dit de cette constitution : « La nouvelle constitution est plus courte ; mais ce n'est point en surmontant les difficultés, c'est en les éludant qu'on a obtenu cette brièveté ; c'est en substituant à des détails d'organisation non les principes dont ces détails doivent être la conséquence, mais des maximes insignifiantes et vagues » (1). Le chapitre de la justice civile se bornait à six articles ; il annonçait un code civil et criminel uniforme, des juges de paix élus annuellement, l'arbitrage obligatoire et une juridiction d'appel indéterminée. C'est un chapitre squelette ; on y chercherait vainement la réalisation d'idées philosophiques, les axiomes de la raison. Le projet fut pourtant voté très rapidement ; le 16 juin on atteignait le chapi-

(1) Aux citoyens français sur la Nouvelle Constitution, juin 1793. *Œuvres* de Condorcet publiées par O'Connor et Arago, 1847, t. XII, p. 653.

tre XVII sur la justice civile qui était renvoyé au comité; le lendemain on en reprenait l'examen et on votait cinq articles créant l'arbitrage obligatoire et les justices de paix d'arrondissement. L'article 6 proposé disait : « En cas de réclamation contre la décision des arbitres, le Corps législatif déterminera les cas et le mode du recours. » La commission n'avait pas voulu se prononcer sur la nature du tribunal d'appel à créer. C'est alors que Cambacérès souleva à la tribune la question du jury qui, nous venons de le voir, préoccupait beaucoup de députés (1).

Déjà le 4 juin dans un rapport sur un décret concernant les enfants naturels, Cambacérès avait proposé de porter les procès de filiation devant un jury (2). Il revint sur cette idée à propos des tribunaux d'appel, il rappela que la Constituante, après de long débats, avait renvoyé l'établissement du jury civil à d'autres temps ; il constata la grande facilité avec laquelle les jurés venaient d'être établis au criminel. Les avantages que tout le monde a reconnus à cette institution sont les mêmes au civil. On opposera, dit-il, la difficulté de séparer le fait du droit, mais si l'on remarque qu'un code uniforme va être créé, que l'on a supprimé dîmes, bénéfices, droits féodaux, substitutions, testaments en ligne directe et tant d'autres causes de procès, on reconnaîtra que les procès à l'avenir seront simples, qu'un rapport d'experts ou une

(1) *Arch. parl.*, LXVI, p. 579 et suiv.

(2) *Arch. parl.*, LXVI, p. 34.

enquête pourra les terminer. Il serait donc conforme aux intérêts de la société d'établir les jurés dans les tribunaux civils, pour diminuer l'influence du pouvoir judiciaire et le nombre des juges. Cambacérès propose donc l'article suivant : « En cas de réclamation contre les décisions des arbitres ou des juges de paix, les citoyens auront recours à des juges qui ne pourront prononcer, que les faits n'aient été préalablement décidés par des jurés. »

Bentabole combattit cette motion en arguant que la charge du jury est très lourde, que les procès continueront à être compliqués et que le Code ne pourrait être voté avant quelques années. Theuriot, favorable au principe des jurés au civil, en demande l'ajournement jusqu'à la promulgation du Code. « L'institution des jurés au civil est une institution sublime, dit Couthon, mais vous n'êtes point encore préparés pour la recevoir. »

Cambacérès revient répondre à toutes ces objections. On peut d'abord, dit-il, si l'on craint la complication des procès, ne voter que le principe des jurés et en retarder l'établissement jusqu'à ce que le nouveau Code soit fait. La trop lourde charge résultant du rôle obligatoire de juré pourra être évitée par une organisation judiciaire de l'institution. Enfin contre ceux qui affirment que nous ne sommes pas préparés à recevoir les jurés au civil, la faveur du jury au criminel est la meilleure réfutation. Néanmoins Cambacérès, reconnaissant que la question avait besoin d'être étudiée, modifia sa motion et ne demanda plus qu'un décret de principe, chargeant les lé-

gislateurs de mettre cette institution en activité, aussitôt que le Code aurait été simplifié et réformé. Robespierre fit renvoyer au Comité de Salut public l'examen de ces idées pour qu'il les mûrit et présentât ses observations le lendemain.

A la même séance, Durand-Maillane avait fait une proposition semblable à celle de Cambacérès (1). « Quant au jury civil, dit-il, on a très bien observé qu'il est impraticable en l'état présent des choses ; mais comme c'est une bonne sorte d'institution relativement aux mœurs républicaines, je voudrais qu'en même temps que l'on fait espérer au peuple un nouveau code uniforme... on mit dans la constitution cet établissement par forme d'annonce et comme pierre d'attente qui témoignerait le désir qu'en a eu la Convention, mais que les circonstances forcent d'en renvoyer l'usage et l'emploi à un meilleur temps. » Beaucoup de députés devaient être de l'avis de Durand-Maillane.

Le 19 juin 1793 la constitution était votée ; seuls les articles sur la justice civile renvoyés au comité, étaient encore discutés. Héralut de Séchelles au nom du comité, rejette les jurys civils, « institution belle et désirable » mais inapplicable en ce moment, il propose des arbitres publics, payés et élus par la nation. Cambacérès, une dernière fois, plaide en faveur du jury. Les arbitres publics,

(1) Durand-Maillane, Proposition sur le meilleur mode de jugement, faite à la tribune dans la séance du 17 juin et communiquée le soir même au Comité de Salut public. *Arch. parl.*, LXVI, p. 645.

il est facile de voir que ce sont des juges déguisés. Tout le monde reconnaît les avantages du jugement par jurés, mais on le dit impraticable ; ne donne-t-il pas les meilleurs résultats au criminel ? et l'orateur reprend les arguments qu'il a déjà exposés, puis à la fin de son discours il trace rapidement un plan qui lui semble facilement réalisable. Dans chaque district il y aurait un officier civil chargé de tous les actes préparatoires et un tableau de deux cents jurés formé tous les ans. Trois juges dans chaque département, un présiderait et dirigerait les jurés, les deux autres concourraient avec lui dans l'application de la loi. Un commissaire national serait chargé de l'exécution des jugements. Les assises seraient tenues par ces juges dans chaque chef-lieu de district à des époques déterminées et pour le jugement de certains différends ; hors le temps des assises, il y aurait séance permanente au chef-lieu du département. Tels pourraient être les tribunaux d'appel avec jury. Cette construction rapide de Cambacérès était une des meilleures qu'on eût présentées à la Convention, néanmoins il se faisait peu d'illusions sur son succès et se bornait à demander que l'on inscrivit le principe des jurés dans la Constitution.

Barère prononça un discours fougueux à l'appui de la motion de Cambacérès, il flétrit la « tourbe des corbeaux judiciaires », c'est-à-dire tous les gens de lois, qui ne servent qu'à « exaspérer les familles, à aiguïser les passions et à exciter l'intérêt personnel et qui préparent la division et la ruine des familles » ; avec les jurés au con-

traire on aura une justice ambulatoire, sans formes, gratuite, impartiale et populaire. Comment l'Assemblée ne fut-elle pas convaincue par cet éloquent parallèle !

Puis Robespierre vint donner son avis sur cette question qu'il déclara la plus importante de la Constitution. On se souvient que sous la Constituante il s'était montré grand admirateur du jury au civil, maintenant il en est l'ennemi. Autrefois, dit-il, les juges étaient des hommes qui avaient acheté le privilège du despotisme, mais maintenant qu'ils sont élus par le peuple, les jurés ne seront qu'une multiplication du nombre des juges. Est-ce donc nécessaire ? Couthon est du même avis, il redoute que les jurés ne forment une corporation de juges, il ne veut que des arbitres. C'est une procédure monstrueuse, dit-il le 19 juin ; c'est une institution sublime, avait-il déclaré deux jours auparavant ; mystère de la politique ! Chabot, plus fidèle à ses convictions, constate que ceux qui veulent faire échouer les jury civils emploient les mêmes arguments que les aristocrates de la Constituante. Un débat violent et confus s'élève, les uns demandent la clôture de la discussion, les autres s'y opposent ; finalement la question est renvoyée au comité et ajournée au lendemain.

Le lendemain 20 juin, Hérault de Séchelles fait un long rapport au nom du Comité de Salut public ; il accuse les partisans du jury civil de chercher à tromper le peuple par la flatterie et un excès de démocratie, ce qui est un puissant moyen de contre-révolution. Il développe

encore longuement tous les arguments que l'on a produits contre cette institution. A la suite de ce discours la discussion est close et le texte du comité adopté. Barrère explique alors à la tribune qu'il a cédé aux objections d'opportunité, mais qu'il faut laisser à la Nation l'espoir de jouir de l'institution des jurés quand la République aura un Code simple et uniforme. Par un revirement qui prouve combien elle était partagée, l'Assemblée adopte cette motion et décrète que le Corps législatif établira un jury civil quand un Code aura été promulgué. Mais aussitôt on fait remarquer que ce décret est contradictoire avec la constitution qui vient d'être votée et la Convention par une nouvelle volte-face rapporte son décret.

Une fois de plus les jurés au civil sont écartés. Ces débats confus, obscurs, partagés entre des projets très divers, pour la plupart chimériques, n'apportent guère d'éléments nouveaux à la question. Ils sont surtout curieux par les conceptions fantaisistes auxquelles ils donnèrent lieu et par l'idéalisme anarchique qu'ils révèlent dans l'Assemblée.

Cette suite de tentatives infructueuses était bien faite pour décourager les partisans les plus convaincus du jury civil. Les événements politiques allaient d'ailleurs détourner pour longtemps les esprits de toute sorte de « démocratisation » de la justice.

CHAPITRE V

ÉVOLUTION DES IDÉES, DE LA RESTAURATION A LA FIN DU
SECOND EMPIRE — 1814-1870.

Tout progrès dans l'organisation judiciaire fut arrêté sous l'Empire. Les institutions, si souvent bouleversées pendant près de dix années de révolution, se fixèrent dans une forme qui combinait l'esprit hiérarchique et centralisateur du gouvernement napoléonien avec les libertés définitivement conquises par l'esprit révolutionnaire. Le jury criminel fut conservé malgré les violentes attaques qu'il eut à subir, mais son fonctionnement fut réglementé pour l'asservir et pour garantir sa docilité. Du jury civil, par sa nature même trop démocratique, il n'est plus question. Il faut arriver jusqu'en 1814 à l'heure où la monarchie restaurée supporte encore des conseils, pour entendre une voix s'élever en faveur du jury. Benjamin Constant, dans une esquisse de Constitution publiée le 24 mai 1814, avant la Charte, défendit le jury contre les critiques dont on l'accablait et proposa son extension aux affaires civiles. Le chapitre V « Du pouvoir judiciaire » débute ainsi : « art. 1^{er}. Le pouvoir judiciaire se compose de juges et de jurés. Art. 2. Les jurés sont tirés au sort parmi les citoyens appelés à exercer les

droits politiques. Art. 3. Les jurés prononcent sur le fait, les juges appliquent la loi » (1). La voix de Benjamin Constant ne fut pas entendue ; on recherchait la paix dans l'ordre et les traditions, ce n'était pas l'heure des innovations aléatoires.

Sous la Restauration pourtant, l'élite de la jeunesse était préoccupée de libéralisme. L'œuvre de la grande Révolution, qu'elle n'avait pas vue et dont si peu de choses avait subsisté dans l'ordre politique, commençait, avec le recul du temps, à prendre sa juste valeur. Les anciens émigrés et la congrégation réveillaient, par réaction, les dangereux principes de 1789.

La censure était rigoureuse mais ne pouvait empêcher toute critique de la Charte et du Gouvernement. Odilon-Barrot a raconté que, vers 1820, un cénacle, dont il faisait partie, se réunissait pour discuter des questions politiques ; de Broglie, Guizot, Cousin, Rémusat, Dumont, Casimir Périer disputaient sur les rouages de l'Etat. Le problème de l'extension du jury aux procès civils fit l'objet de quelques-unes de leurs controverses. Casimir Périer avait même institué un concours pour le meilleur ouvrage sur le jury et avait désigné Odilon-Barrot comme un des juges.

En 1823 parut un livre remarquable sur les institutions judiciaires des principaux pays de l'Europe (2). Cet ou-

(1) Benjamin Constant, *Cours de politique constitutionnelle*, réimprimé par Laboulaye, 1861, t. I, p. 233 et suiv.

(2) Meyer, *Esprit, origine et progrès des institutions judiciaires des principaux pays d'Europe*.

vrage de Meyer, savant belge, semble avoir joui dès son apparition d'une grande réputation. Une documentation abondante, une critique éclairée, des vues libérales recommandaient cette étude historique. Le jury est naturellement l'objet de longs commentaires et Meyer est amené à donner son opinion sur la valeur du jury appliqué aux procès civils, quand il examine quelles doivent être ses attributions (1). La décision du fait est seule de sa compétence ; au civil la séparation du fait et du droit est particulièrement difficile ; le jury présente d'ailleurs moins d'intérêt au civil parce que la société y est moins directement intéressée. Par contre Meyer voit pour la fixation des dommages-intérêts une grande supériorité du jury sur le juge. Il admet donc le jury en matière civile, mais d'une manière restreinte ; certaines catégories d'affaires où la preuve par témoins est admise seraient du ressort du jury (2).

Pour l'application pratique il conçoit un système simple et ingénieux dans ses grandes lignes. Le juge fixerait d'avance les questions sur lesquelles le jury serait appelé à se prononcer. Les jurés seraient classés suivant leur compétence en jurys spéciaux ; le juge, d'après la nature de l'affaire, déterminerait les jurés qui seraient saisis ; ainsi on obtiendrait l'unité des tribunaux. La décision du jury serait sans appel, mais on pourrait se pourvoir

(1) Meyer, *Ibid.*, tome V, ch. 25, p. 441 et suiv.

(2) Meyer. V. ch. 29, p. 511 et suiv.

contre le premier jugement de renvoi devant les jurés, contre la position des questions, ou contre les conséquences déduites de la déclaration du jury. Ainsi est pallié l'inconvénient de la suppression de l'appel.

Les avantages de ce système sont, dit Meyer, d'avoir un nombre restreint de juges jouissant d'un plus grand prestige, puisque tout soupçon de partialité est détourné et qu'on pourra exiger d'eux une connaissance approfondie des lois et de la jurisprudence. Plus on peut dispenser les juges de connaître les questions de fait, plus on peut séparer l'individualité de l'espèce de la généralité des principes, et plus la magistrature s'approchera de l'idée la plus sublime qu'on puisse se faire d'un juge, celle de l'organe impassible de la loi. Le juge restera d'ailleurs en contact avec les faits puisqu'il aura à les séparer du droit, à convoquer les jurés, à préciser les questions qu'ils auront à trancher, à diriger l'instruction, apprécier les conséquences de la décision du jury. Ainsi ces deux organes du jugement s'éclaireront mutuellement et leur décision sera au-dessus de tout soupçon.

Ces idées sont ingénieuses et originales à cette époque là. On peut regretter leur imprécision quant aux catégories d'affaires soumises au jury et sur la procédure à suivre. Peut-être une aussi formidable machine ne doit-elle pas être mise en branle pour la seule fixation des dommages-intérêts. On sent bien que Meyer ne donnait à ses hypothèses qu'une valeur spéculative et n'en attendait pas la réalisation. En tout cas ce livre fut beaucoup

lu ; nous le verrons cité, dans la suite, par tous ceux qui s'occuperont du jury civil.

C'est encore un étranger qui, quelques années plus tard, attire de nouveau l'attention du public éclairé sur l'organisation judiciaire et l'extension du jury aux procès civils. Etienne Dumont, membre du Conseil représentatif de Genève, dont nous avons déjà vu le nom dans le cercle politique dont parle Barrot, publia en 1828 des extraits de divers ouvrages de Bentham sous ce titre : *De l'organisation judiciaire* (1). Dans ce livre il reproduit un mémoire du philosophe anglais, datant de 1806 (2), où Bentham se montre opposé au jury en première instance. En appel au contraire il le juge utile. Mais les raisons qu'il donne n'ont qu'un intérêt restreint, car elles ne visent que les inconvénients de la procédure anglaise ; Dumont le remarque justement. On sait d'ailleurs que les idées de Bentham évoluèrent complètement et qu'il finit par rejeter tout à fait le jury même en matière pénale.

Dumont se sépare de son maître sur cette question et expose tous les avantages qu'il estime propres au jury : 1° impartialité, à condition que le recrutement soit bon

(1) Dumont avait habité Paris au début de la Révolution et avait suivi les séances de la Constituante où il s'était lié avec Mirabeau ; puis il s'était fixé à Londres, il avait été l'ami ou plutôt le disciple de Bentham dont il vulgarisa les œuvres par la suite.

(2) Mémoire de Bentham à Lord Granville à l'occasion d'un bill sur l'organisation judiciaire en Ecosse où le jury n'existait qu'au criminel,

et les récusations faciles ; 2^o indépendance, car le gouvernement a toujours influé sur le personnel judiciaire ; l'inamovibilité n'est d'aucune garantie à cet égard ; 3^o respect des formes — la séparation du fait et du droit oblige à une attention scrupuleuse des juges, tout en diminuant leur responsabilité morale ; 4^o compétence spéciale dans l'appréciation des faits. Les jurés sont mêlés à la vie populaire et sont plus aptes à apprécier les faits que les magistrats confinés dans la pratique du droit. Accessoirement le jury garantit la liberté publique, car il peut se refuser à appliquer les lois oppressives. Il donne au citoyen un sentiment de sécurité, de protection contre l'arbitraire. Il développe le respect mutuel des citoyens, les idées de légalité et la connaissance de la loi ; c'est un grand éducateur social, l'exemple anglais le prouve. Il accroît le prestige du juge qui applique impartialement la loi ; ceux qui ont apprécié le fait rentrent immédiatement dans la masse du peuple, la justice est anonyme. Enfin Dumont indique quelques conditions nécessaires pour que le jury conserve tous ces avantages. Il faut qu'il soit tout à fait indépendant des juges, qu'il soit pris dans une classe éclairée au hasard du sort et au choix, que les récusations péremptoires soient admises, et que la fonction de juré ne soit que passagère.

Néanmoins quelques inconvénients sont certains : la charge de cette fonction est assez lourde, la rémunération des jurés serait coûteuse, enfin, la justice du jury

est lente. W. Paley a dit encore que le jury devient partial dans les conflits de classes sociales ou de professions, mais à cela la prorogation de juridiction apporte un remède simple et efficace. Dumont estime donc que les inconvénients du jury sont très faibles en présence de ses grands avantages, et que l'exemple des Anglais doit être suivi.

En cette même année 1828, deux ouvrages importants vinrent encore apporter des éléments nouveaux à la controverse sur le jury civil. La doctrine ressuscitait cette question que l'on n'osait plus poser dans le domaine pratique. De part et d'autre on recherchait les meilleurs arguments, on déduisait les leçons de l'expérience, on en tirait des axiomes théoriques, et les convictions politiques qui se mêlaient à cette affaire rendaient le ton des adversaires plus agressif. L'organisation judiciaire issue de la Révolution et fortement constituée par Napoléon, l'application des nouveaux codes avaient déjà assez duré pour que l'on pût raisonner sur ces nouvelles bases, juger par la pratique les défauts des institutions nouvelles.

Un des plus vigoureux publicistes de cette époque, Charles Comte, qui pour ses opinions libérales subit de nombreuses condamnations, puis l'exil, publia en 1828, à la suite d'une traduction d'un ouvrage anglais (1), un petit recueil de *Considérations sur le pouvoir judiciaire* où il expose sa foi dans la valeur du jury civil. Ses argu-

(1) Philips, *Des pouvoirs des jurys*.

ments sont de deux sortes : les uns de pure procédure, techniques, les autres politiques. Le jury permettrait tout d'abord de réduire le nombre des juges, ce qui lui paraît indispensable. La division des fonctions aboutirait à une justice mieux rendue. La pratique des tribunaux, dit-il, révèle qu'avocats et juges ont tendance à tout ramener à des points de fait, parce qu'on peut s'éviter ainsi d'avoir à trancher des questions de droit, dont la solution exigerait une étude ou des connaissances approfondies. Les juges fortifient instinctivement cette tendance, parce qu'ils savent qu'ils sont souverains sur les questions de fait. Cette observation de Ch. Comte renferme une part de vérité, mais il est très exagéré de dire qu'il en est ainsi en règle générale. Il a parfaitement raison au contraire quand il observe que l'obligation de séparer les points de fait des points de droit dans les jugements est absolument illusoire. Les qualités étant faites après le jugement par la partie gagnante, ne sont qu'une formalité. C'est l'ordre inverse qui devrait être suivi : qualités, discussion, jugement, ainsi que cela est pratiqué en Angleterre et en Amérique. Tous ces vices de procédure disparaissent avec le jury, et toutes les erreurs du jugement qu'ils entraînent.

Quant aux avantages politiques ils ne sont pas moindres ; il est même permis de penser qu'à cette époque d'intolérance et de réaction que fut la Restauration, la valeur politique des institutions judiciaires frappait plus vivement les libéraux comme Ch. Comte. Dans toute

cause où le gouvernement est intéressé, dit-il, le jury est indispensable si l'on ne veut pas que les particuliers soient sacrifiés à l'Etat. En général les juges, qui dépendent étroitement du gouvernement, ne peuvent pas faire abstraction de leurs passions politiques, quand ils jugent leurs concitoyens, de sorte que les partis opposés peuvent suspecter la justice rendue ; car l'impartialité des juges est moins importante que la conviction que les justiciables devraient avoir de leur impartialité. Avec le jury « on ne verrait plus des gens s'abstenir d'aller en justice parce qu'ils savent que leurs opinions feraient méconnaître leurs droits, ni des plaideurs qui comptent plus pour triompher sur la politique que sur l'équité ». Ch. Comte développe aussi l'argument éducatif en faveur du jury qui doit accroître le respect de la légalité, l'esprit civique, l'intelligence et la concorde. Nous avons déjà rencontré cette conviction généreuse et peut-être chimérique.

Tout ce volume est plein de ce grand désir d'équité, de fraternité et de concorde qui fait penser à Rousseau, et qui était le propre des révolutionnaires avant la Révolution. Toutes ces idées étaient trop avancées en 1828 pour avoir une grande force de rayonnement ; ce n'est que bien plus tard que nous retrouverons Ch. Comte cité et commenté. Il y a d'ailleurs une grande part d'idéalisme dans son ouvrage, il y sacrifie un peu trop la partie pratique aux vues de progrès social et politique ; la forme du gouvernement influe moins qu'il ne pensait sur le

fonctionnement des institutions judiciaires, les révolutions successives du xix^e siècle l'ont montré.

La même année paraissait le grand traité de procédure civile de Boncenne où se trouve exposée tout au long la thèse adverse (1). Il n'y a guère qu'un résumé assez complet de la question dans cet ouvrage, mais son importance nous oblige à l'analyser rapidement.

Boncenne fait tout d'abord un noir tableau du jury civil anglais, qui à cette époque était en effet assez mal recruté et jugeait suivant une procédure très défectueuse. Il relate ensuite les discussions dans les assemblées révolutionnaires, rapporte et juge les principaux arguments des adversaires. Il accorde un certain poids aux critiques de Duport, notamment sur l'inconvénient du jugement rendu par des minorités groupées contre la majorité, ce qui est toujours vrai, dit-il. Mais le plan de Duport lui semble sans grande valeur actuelle. Boncenne fait justice du projet de Siéyès, dont il s'étonne qu'on l'ait pris au sérieux ; il trouve au contraire décisives les objections de Thouret et de Tronchet. Il examine ensuite les idées émises par Meyer. Si on adoptait, dit-il, le jury dans des affaires de possession trentenaire sans titre, affaires de commerce, questions d'état, interdictions, enquêtes, qui peuvent être d'une grande importance, on serait amené à leur refuser le bénéfice de l'appel alors que des petites

(1) Boncenne, *Traité de procédure civile*, 1828, t. I, ch. X : Du jury en matière civile.

causes d'un millier de francs en jouiraient parce qu'elles auraient été jugées sans jurés. En outre le jury anglais, dont on invoque l'exemple, connaît des questions mixtes et les juge intégralement ; avec le système de Meyer les jurés ne pourraient rendre qu'un verdict spécial, ce qui ôterait presque tout l'intérêt de leur rôle (1). Cette objection de Boncenne est étrange, car le jury criminel ne rend que des verdicts de cette nature et nul ne conteste l'importance de son rôle. Il combat encore l'affirmation de la supériorité du juge qui ne connaît que le droit, et la valeur éducative du jury. Il craint aussi que les jurys spéciaux ne fassent preuve de partialité. Enfin il donne des exemples d'annulation ou inutilité des opérations du jury par le fait de l'appel que Meyer conserve contre la décision de renvoi devant le jury. Ce sont d'ailleurs des objections sur des détails de procédure qui ne peuvent pas porter contre un exposé de système aussi sommaire que celui de Meyer ; il est très possible qu'un plan plus détaillé eût prévu et écarté ces difficultés. Il y a peu d'idées nouvelles à retenir du traité de Boncenne, mais l'autorité dont a joui ce livre pendant longtemps rendait nécessaire de noter la position que prenait l'auteur dans la question du jury.

La Révolution de 1830 apporta un peu plus de liberté

(1) Quand les jurés anglais rendent un verdict général, ils tranchent le procès en faveur de l'une des parties ; quand ils rendent un verdict spécial, ils décident certains faits et laissent au juge le soin d'appliquer la loi.

dans l'enseignement officiel. Jamais, sous la Restauration, on n'aurait toléré à la Faculté de droit un cours aussi libéral que celui du célèbre Rossi. Dans son cours de droit constitutionnel, il consacre une leçon au jury civil (1). C'est une étude historique de cette institution à laquelle le professeur se montre très favorable. Il note les progrès les plus récents. En 1801, le jury civil est appliqué en Ecosse et y réussit fort bien, dit-il. En 1816, il est transporté aux Indes. A Sierra-Leone il existe un jury composé de blancs et de noirs. En 1829, Malte reçoit cette institution excellente. L'enseignement officiel ne répudie donc plus le jury civil comme une dangereuse chimère révolutionnaire ; c'est au contraire désormais une idée chère aux libéraux qui l'inscrivent dans leur programme.

C'est d'ailleurs sous la Monarchie de juillet que fut créée une institution qui touche de près au jury civil : le jury d'expropriation. Les lois du 7 juillet 1833 et du 3 mai 1841 organisèrent l'expropriation pour cause d'utilité publique conformément aux principes proclamés par tous les partisans du jury civil. L'estimation des indemnités dues est une des fonctions que Meyer, nous l'avons vu, jugeait destinées aux jurés. Il est certain que le souvenir des débats de la Constituante, les écrits modernes en faveur du jury ont contribué à faire adopter cette procédure. Le système d'expropriation

(1) Rossi, *Cours de droit constitutionnel*, t. II, 30^e leçon, professé de 1835 à 1837, recueilli par Porée, 2^e édit., Paris, 1877.

pour les chemins vicinaux (loi du 21 mai 1836) organisé différemment, dérive des mêmes principes. Nous n'étudierons pas ces lois, bien qu'elles aient institué le jury ailleurs qu'au criminel, parce que ce sont des matières administratives plutôt que civiles. Elles sont trop importantes et exigeraient une étude exclusive.

Ces jurys nouveaux accrédiétaient la valeur pratique de l'institution et donnaient d'utiles directions pour l'adapter à la justice civile. Un juriste du talent vint donner une forme solide et technique à ces projets qui étaient restés un peu flottants jusqu'alors (1). Le *Traité des Actions* de Bonjean est un livre important d'abord par sa valeur propre et aussi par la célébrité dont il a joui fort longtemps ; en outre il représente la forme concrète d'une sorte de croyance en l'avènement d'une justice meilleure, que partagèrent pendant toute la deuxième moitié du XIX^e siècle les libéraux avancés les plus notoires, depuis Prévost-Paradol jusqu'à Jules Simon.

Bonjean, pénétré de la procédure formulaire romaine (2) autant que du libéralisme anglais, conçoit des réformes hardies sous cette double influence. Son livre marque une étape capitale dans l'histoire du jury civil. Nous allons en résumer les idées et le projet qui les synthétise.

(1) Bonjean, *Traité des Actions*, 1845.

(2) Le *Traité des Actions* est une histoire de la procédure romaine; c'est dans une digression à propos des juges romains que l'auteur s'occupe du jury civil en France.

Bonjean examine une à une les objections dont on avait jusqu'alors usé victorieusement contre le jury civil ; il en présente une réfutation appuyée sur l'expérience judiciaire autant que sur des données rationnelles ; ensuite il fixe sous forme de projet de décret un plan qui réalise pratiquement ses idées (1).

La première objection sérieuse est celle-ci : Des jurés sans expérience des affaires judiciaires ne peuvent avoir pour découvrir la vérité la même aptitude que des magistrats qui connaissent toutes les ruses de la chicane et de la mauvaise foi. Bonjean répond que cette objection devrait s'appliquer également aux jurés criminels puisqu'ils ont le même rôle. En réalité les jurés ont plus de fraîcheur d'attention, l'attrait nouveau de leur mission les stimule ; ils sont convaincus de l'importance de leur rôle ; en outre ils n'ont à s'attacher qu'à une affaire tandis que, par l'usage des remises, le morcellement du rôle dans les tribunaux chargés, l'éparpillement des procès sur plusieurs audiences, le juge a la mémoire accablée par tous les procès en cours. Il est en outre sujet à une déformation professionnelle du jugement. « La puissance de l'habitude conduit fatalement le juge à se former, à son insu, des règles générales de conviction, des formules absolues de croyance. » Plus il aura d'expérience, plus il se déterminera automatiquement d'après des indices auxquels il donnera la valeur de critérium. L'expé-

(1) Bonjean, *Traité des Actions*, t. I, p. 207 et suiv.

rience du magistrat de carrière a donc des avantages et des inconvénients.

Indépendamment de ces particularités psychologiques qui ont une portée générale, il y a en particulier, dit Bonjean, une catégorie très importante de procès où les jurés sont bien plus aptes que les juges à décider équitablement : c'est dans les cas d'interprétation de conventions (art. 1156 à 1159 C. civ.). Quand la connaissance d'usages spéciaux, de métiers, d'industries, de langage technique est nécessaire pour juger, les magistrats ne sont plus compétents ; c'est pour cela que l'on a dû créer les tribunaux de commerce et les conseils de prud'hommes. Mais ces juges spéciaux sont élus à temps pour qu'ils puissent se familiariser avec le droit, car ils sont juges et jurés à la fois ; l'institution est bâtarde et fonctionne mal. De même dans toutes les questions professionnelles où l'on nomme des experts, les jurés figureraient avec avantage.

Bonjean rencontre ensuite la deuxième objection qui est peut-être la plus grave : la séparation rigoureuse des questions de fait et de droit est impossible ; le jury est donc inutilisable au civil (1). Il ne méconnaît pas la part de vérité que renferme cette affirmation, mais il lui dénie une valeur absolue. Dans beaucoup de procès, tout d'abord, la contestation ne porte pas sur le droit mais sur des circonstances de fait. Bonjean dresse une liste des

(1) *Loc. cit.*, t. I, p. 219.

catégories de procès où le jury pourrait n'avoir à déterminer que des faits ; liste bien curieuse puisqu'elle émane d'un magistrat et qu'elle précise dans la pratique ce que l'on peut attendre du jury. Ce sont :

Tous les cas où la preuve testimoniale est admise :

1° Engagements nés de délits, quasi-délits et beaucoup de quasi-contrats ;

2° Tous les cas des articles 1347 et 1348 du Code civil ;

3° Demandes de séparation de corps (et divorce depuis 1884) ;

4° Demandes en nullité de testament pour captation ;

5° Demandes en nullité de contrats pour erreur, dol, violence ;

6° Procès de divertissement ou recel des biens de succession ou communauté, etc...

Tous les cas où il faut apprécier l'utilité ou l'opportunité économique d'une mesure quelconque :

1° Aliénation des biens de mineurs ;

2° Partage en nature ou licitation ;

3° Formation de lots ;

4° Vérification de la conduite d'un tuteur, mandataire, associé, gérant d'affaires, etc...

Tous les cas où il s'agit de déclarer un état légal subordonné à l'appréciation de certains faits :

1° Déclarations d'absence ;

2° Déclarations de faillite ;

3° Destitutions de tuteur ;

4° Demandes en interdiction ou mainlevée d'interdiction, nomination de conseil judiciaire, etc...

Tous les cas où il faut apprécier une question d'art où l'on a emploi d'experts :

Devis d'architectes, appréciation des travaux ;

Question de brevets, contrefaçons ;

Vérifications d'écritures, inscriptions de faux ;

La plupart des questions possessoires ;

La plupart des questions d'accession mobilière, etc...

Tous les cas où le litige dépend de l'interprétation d'un acte privé, et c'est peut-être la moitié des procès ; cas où il s'agit de savoir si une pièce constitue un commencement de preuve par écrit. Tous les cas d'évaluation d'indemnités et de dommages-intérêts.

Cette liste est imposante, peut-être appellerait-elle quelques réserves, mais les difficultés dépendraient avant tout de la procédure adoptée, nous allons voir plus loin celle que propose Bonjean. Mais il y a encore deux autres objections qu'il élimine avant de construire un plan pratique ; elles sont beaucoup moins redoutables que les précédentes.

A Rome et en Angleterre, dit-on, les obligations se prouvent par témoins, en France on exige la preuve par écrit qui exclut le jury. C'est l'argument de Tronchet et de Boncenne. Mais il y a une foule de cas qui ne rentrent pas dans l'article 1341, particulièrement tous ceux où fonctionneraient des jurys spéciaux. En outre même pour des actes écrits le jury spécial offre de bonnes garanties de justice, c'est une erreur de croire qu'il soit de la nature des jurys de ne pouvoir connaître que des témoi-

gnages oraux. Enfin on invoque le surcroît de charge, que constituerait le jury civil ; mais c'est un argument étranger à la valeur de l'institution. Si la liberté publique est en jeu, la contrainte semblera légère. D'ailleurs trois jurés choisis autant que possible par les parties, suffiraient. La réduction du nombre des magistrats deviendrait possible. Il faut d'autre part mettre dans la balance les avantages qu'on retirerait de l'établissement des jurés : unité de juridiction — suppression des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes, donc plus de questions de compétence — économie dans le nombre des magistrats, un tribunal par département suffirait — élévation de la dignité de la magistrature, et, résultat le plus précieux qui les résume tous, meilleure distribution de la justice.

Voici maintenant le plan de Bonjean que nous reproduisons intégralement pour les articles les plus importants (1).

Une affaire vient devant le tribunal de département. La procédure préliminaire se déroule ; après étude des pièces et audition des avocats, un premier jugement est rendu sur les exceptions et fins de non-recevoir du défendeur. Le tribunal examine ensuite s'il y a lieu de renvoyer à un jury ou non. « Le tribunal retiendra la cause : 1^o dans tous les cas où, d'après les règles tracées en l'article ci-après, il jugera n'y avoir lieu à renvoi devant le

(1) *Loc. cit.*, t. I, p. 227 et suiv.

jury ; 2° dans tous les cas où l'une des parties déclarera s'en référer au serment de l'autre (dans ces deux cas le procès continuerait en la forme suivie aujourd'hui) » (art. 6).

« La cause sera renvoyée devant le jury : 1° toutes les fois que les faits étant contestés seront d'ailleurs susceptibles d'être prouvés par témoins conformément aux articles 1341 et suivants du Code civil ; 2° toutes les fois que le litige portera sur le sens et l'interprétation des conventions et autres actes privés ; 3° quand le point en litige présentera une question d'art ; 4° quand il s'agira de prononcer sur la quotité de dommages-intérêts et indemnités réclamés par une des parties ; 5° quand la décision du litige sera subordonnée à des appréciations d'utilité ou de convenance, qui dépendraient de l'examen de faits contestés ou non contestés ; 6° etc. etc... à développer » (art. 7). Le tribunal déterminerait la nature du jury saisi, commun ou spécial, et les questions qui lui seraient soumises. Ce questionnaire ressemblerait à la formule d'action des Romains.

Le jury serait composé de trois membres choisis par les parties elles-mêmes devant le juge de paix, selon le mode suivant : le demandeur propose sur la liste des jurés six noms dont le défendeur retient deux, le défendeur à son tour en propose six et le demandeur en choisit deux, le juge de paix en tire deux autres au sort ; les premiers jurés de chaque choix composent le jury, les autres sont suppléants. Cette procédure n'est suivie que

si les parties ne se sont pas entendues sur le nom des trois jurés.

Le jury se réunirait au chef-lieu d'arrondissement sous la présidence d'un juge de paix qui poserait les questions déterminées par les parties ou par les jurés. Le verdict ne pourrait être vicié que par la violation des règles sur la composition du jury ou sur la tenue des assises. Le verdict serait ensuite déposé au greffe du tribunal de département qui appliquerait la loi. Ce dernier jugement serait susceptible d'appel et de cassation.

Cette conciliation du tribunal de département avec le jury d'arrondissement est intéressante et ingénieuse ; elle écarte le reproche de longs déplacements pour le juré et de difficulté d'enquête ; les faits sont vérifiés sur place, la loi peut être appliquée à distance.

Le recrutement des jurés est à peine ébauché par Bonjean. La liste serait dressée annuellement dans chaque arrondissement par le sous-préfet aidé des juges de paix. Elle serait double, une partie pour le jury commun, une partie pour les jurys spéciaux. Ceux-ci varieraient suivant les nécessités locales. On peut prévoir des jurys commerciaux, agricoles, industriels, maritimes, jurys pour les questions de vérification d'écriture, inscription de faux, etc... Il y aurait lieu encore de déterminer les causes de récusation et les pénalités contre les jurés qui se déroberaient sans motif à cette mission.

Tout ceci n'est qu'une ébauche à grands traits qui vise

seulement à démontrer la possibilité d'organisation pratique du jury au civil. Il y a bien des points laissés dans l'ombre : les conditions de recrutement des jurés, le partage de compétence entre les jurys communs et les jurys spéciaux, etc... ; mais le caractère du livre n'exigeait pas que tous ces détails fussent traités. Tel qu'il est ce plan est extrêmement intéressant. On voit que Bonjean n'est pas aussi fasciné que ses prédécesseurs par le jury anglais, il en combine les traits les plus heureux avec le vieux mécanisme romain dont il admire beaucoup le système formulaire ; il relie le choix des jurés par les parties elles-mêmes, que nous avons vu dans les projets de la Convention ; il combine habilement le tribunal de département avec les assises d'arrondissement. Le rôle important qu'il donne au juge de paix est une heureuse adaptation à l'organisation nouvelle d'une institution éprouvée. Il sauvegarde l'appel dont on n'aurait pu admettre la disparition. Il a réussi à construire l'organisation la plus simple et la moins subversive des cadres existants. Depuis Duport, c'est le plus complet et le plus intelligent des plans qu'on ait conçu. Il frappe par la hardiesse tranquille des idées et la minutie prudente des réformes ; les questions de procédure, particulièrement importantes pour le jury, sont soigneusement étudiées. Le plan n'est pas, comme beaucoup d'autres, un trompe-l'œil, il est suffisamment complet pour être viable ; approfondi et précisé il serait immédiatement applicable.

L'œuvre de Bonjean ne fut pourtant pas d'un grand secours pratique à la cause du jury civil ; l'opinion semblait gagnée à cette idée si heureusement exposée, mais en réalité cet engouement était superficiel ; la puissance de l'habitude, la crainte de léser les intérêts particuliers des hommes de loi furent toujours des arguments irréfutables contre les projets quelque clairs et pondérés qu'ils aient été.

La Révolution de 1848 donna aux partisans du jury civil l'occasion de tenter un effort décisif en faveur de son établissement. Le 24 février un décret chargea Martin (de Strasbourg) de composer une commission chargée d'étudier et de proposer une nouvelle organisation judiciaire. Crémieux en apporta les travaux au comité de constitution ; il n'était pas question du jury civil. O. Barrot releva cette lacune ; il exposa qu'on devait également éviter l'élection des juges, qui attiserait les passions politiques, et leur nomination par le pouvoir exécutif, qui leur ôte l'indépendance ; le jury évite ce double écueil et serait excellent au point de vue politique aussi bien qu'au point de vue judiciaire (1). Dufaure fit alors observer que ce serait un bouleversement auquel les esprits n'étaient pas préparés, et qu'on ne pourrait introduire le jury que progressivement dans des matières spéciales. Martin de Strasbourg et Dornès soutinrent la motion d'Odilon Barrot ; une forte minorité, dirent-ils, l'avait déjà ap-

(1) Odilon Barrot, *Mémoires posthumes*, 1875, t. II, p. 370.

puyée au premier comité. Tocqueville intervint dans le même sens que Dufaure qui finalement proposa la rédaction suivante : « Le jury sera successivement appliqué par des lois organiques à la décision du fait dans les matières civiles ». Barrot accepta de ne proclamer que le principe et de remettre l'établissement des jurés à plus tard.

Ces idées n'eurent aucun succès devant l'Assemblée parce qu'elles heurtaient trop d'intérêts et d'idées reçues. Avant même d'être fixées dans le projet de constitution elles succombaient à l'opposition presque unanime des bureaux (1).

Cette tentative infructueuse n'arrêta pas les polémiques. Le plus généralement on condamne le jury civil, on se félicite que la nouvelle organisation judiciaire l'ait rejeté (2). Pourtant de Tocqueville fait paraître cette même

(1) Armand Marrast, dans son rapport à l'Assemblée Constituante sur le projet de Constitution, déclara : « Le jury est à nos yeux une institution amie de la liberté, une magistrature d'équité et de bon sens ; nous aurions voulu l'étendre au jugement des matières correctionnelles et de quelques procès civils. C'était notre premier projet, mais il a rencontré dans tous les bureaux une opposition si générale et si rude, que nous avons dû nous résigner au silence de la défaite. Nous n'en conservons pas moins la confiance qu'il viendra un jour moins dur pour le jury, moins propice au patricien et où la loi, simplifiant, abrégeant, élaguant les broussailles souvent épaisses de la procédure, donnera raison à notre opinion, que nous sommes forcés d'ensevelir provisoirement dans la solitude de nos espérances. »

(2) *Revue de droit français et étranger*, 1848. Trois articles sur l'organisation judiciaire : Guyho, p. 376 ; F. Jacques, avocat, p. 514 et 578 ; Bonnier, p. 714.

me année 1848 son livre *La Démocratie en Amérique* où il fait l'apologie du jury. Il en voit surtout les avantages politiques, il met particulièrement en relief l'influence du jury sur les mœurs ; à l'en croire, c'est l'école de la vertu (1). A cet excès d'enthousiasme on répondra très justement que les tribunaux ne sont pas institués pour servir à l'instruction civique des jurés ; les plaideurs l'accepteraient difficilement.

C'est surtout sous son côté politique que l'on va désormais étudier les avantages du jury pour les procès civils ; les ouvrages abondent, il suffit de citer les principaux. Cherbuliez, professeur de droit à Genève, expose ses idées qui ne sont ni très intéressantes ni très originales sur ce point (2). Lerminier (3), Lefebvre Pontalis (4), Jourdan (6), Jules Simon (7), Acolas (5), apportent leur adhésion au principe du jury civil. Prévost-Paradol, par-

(1) « Le jury apprend à chaque homme à ne pas reculer devant la responsabilité de ses propres actes, disposition virile sans laquelle il n'y a pas de vertu politique. Il revêt chaque citoyen d'une sorte de magistrature, il fait sentir à tous qu'ils ont des devoirs à remplir envers la société et qu'ils entrent dans son gouvernement. En forçant les hommes à s'occuper d'autre chose que de leurs propres affaires, il combat l'égoïsme individuel qui est comme la rouille des sociétés. Le jury sert incroyablement à former le jugement et à augmenter les lumières naturelles du peuple ; c'est là, à mon avis, son plus grand avantage... »

(2) Cherbuliez, *Du jury envisagé comme garantie politique*, 1851 ; *Revue de législation et de jurisprudence* (Wolowski), t. 42, p. 220.

(3) Lerminier, *Philosophie du droit*, liv. V, ch. 4.

(4) Lefebvre Pontalis, *Le pouvoir judiciaire en Angleterre*, 1857.

(5) Jourdan, *La justice criminelle en France*, 1860, p. 125.

(6) J. Simon, *La liberté politique*, 1867, ch. III, p. 190.

(7) Acolas, *Manuel de droit civil*, 1869, t. I, p. LXV.

lisan convaincu, consacre au jury civil d'excellentes pages dans *La France nouvelle* (1) ; il constate que ce qui en a empêché l'établissement en France c'est « la force de l'usage, le poids d'une habitude plus que séculaire et l'extrême difficulté qu'on éprouve à convaincre l'esprit français de la nécessité d'une réforme ». Il indique avec beaucoup de clairvoyance deux conditions nécessaires et suffisantes pour rendre un jury ordinaire capable de statuer utilement au civil ; il faut : 1^o que dans chaque affaire on sépare le fait du droit, la première question étant tranchée souverainement par le jury et la deuxième par le juge, avec faculté d'appel ; 2^o ramener autant que possible tout différend civil à une question de dommages-intérêts, ce qui est la forme par laquelle le jury peut le plus aisément faire connaître son impression et assurer l'exécution de sa volonté. La pratique anglaise lui semble très simple, très souple et très profitable. La routine seule nous aveugle, l'institution du jury au civil « entrerait si aisément dans les mœurs publiques et y trouverait une telle faveur qu'on s'étonnerait d'avoir pu si longtemps en tolérer une autre ».

A un tel faisceau de témoignages favorables, la réponse d'un magistrat de talent n'était pas inutile. Le discours de rentrée de 1869 prononcé à la Cour d'Aix fournissait à l'avocat général Arthur Desjardins l'occasion d'apprécier ces polémiques sur la réforme judiciaire avec un à-

(1) Prévost-Paradol, *La France nouvelle*, 1860, p. 171 et suiv.

propos local, puisque Siéyès, partisan du jury civil, était provençal. Le sujet de son discours est : Siéyès et le jury en matière civile. Il n'a pas de peine à démontrer l'inanité du projet de Siéyès, où il apprécie pourtant la division du jury en conseil d'instruction et conseil de jugement. Il attaque une à une les idées qui ont servi à soutenir la cause du jury au civil. L'argument de la souveraineté populaire, invoqué par Duport et de Tocqueville, conduirait, dit-il, à introduire même les illettrés, dans le jury, car en eux aussi réside la souveraineté. Réponse peu probante, car Duport disait bien que le souverain doit se rendre la justice à lui-même, mais dans la mesure où il en est directement capable. C'est plus pour exonérer le peuple d'une charge que pour le priver d'un droit que les Anglais ont établi un cens à la base du recrutement de leurs jurés.

Desjardins craint que le jury ne devienne un élément d'oppression pour toutes les minorités, beaucoup plus que ne l'est le juge ; c'est peut-être contestable ; en tout cas l'argument apparaît réversible au gré de chacun. Il réfute encore Tocqueville assez facilement quand celui-ci exalte les mérites du jury comme école civique : un juré ne siègera guère que tous les deux ou trois ans, et il juge sous une complète irresponsabilité, mais surtout il est inadmissible que cette éducation civique se fasse aux dépens des justiciables.

C'est une erreur, dit-il encore, de croire que le prestige des juges s'accroîtra en raison directe de la diminu-

tion de leur rôle. Ne pensait-on pas au contraire en 1790 empêcher, par la création du jury, tout retour de la tyrannie des magistrats ? Le tort capital du jury serait de rendre la justice plus lente encore, tandis qu'au contraire il sera trop expéditif pour les affaires qui demandent de la réflexion et de l'étude. « Quand il devrait juger vite, il jugera lentement ; quand il devrait par exception juger lentement, il jugera trop vite et sans être éclairé. » On ne trouvera pas assez de bons jurés, il faudra les payer ; autant de nouveaux frais de justice considérables. Duport disait, et depuis on l'a répété bien souvent, que l'exercice des fonctions du juré propagerait les notions de justice et de droit et rendrait les procès moins fréquents. C'est le contraire qui est vraisemblable, dit Desjardins, la demi-science est néfaste, quelques brides de droits retenues et mal comprises pousseront à entreprendre de mauvais procès. En outre il ne pourra jamais se former de jurisprudence sur les questions de fait. Desjardins a raison certes, mais Duport aussi, ces arguments, pour vouloir trop prouver, perdent de leur valeur, ils comportent une part de vérité et une part d'erreur que chacun présente à sa manière.

Quant à ramener autant que possible les procès à une tation de dommages-intérêts comme le voulait Prévost-Paradol, ce serait certainement faire tort aux plaideurs, affirme Desjardins. D'ailleurs l'appréciation du fait demande une expérience que n'aurait pas le juré, et la suppression de l'appel dans ces questions serait très

fâcheuse. Le jury entraînerait l'unité du juge, que Desjardins estime détestable. Enfin les graves défauts, qu'a révélés la pratique du jury criminel, devraient mettre en défiance les partisans du jury civil. N'a-t-on pas toujours vu le jury prétendre apprécier la loi, dénaturer les faits si leur conséquence légale lui déplait, et pour cela aller jusqu'à nier l'évidence ? Quand les passions politiques ou professionnelles interviendraient dans les procès civils, n'aurait-on pas tout à craindre pour le bon droit ?

Une partie de ces critiques de Desjardins apparaissent très justes. C'est un des meilleurs réquisitoires que l'on ait prononcé contre le jury civil. Mais Desjardins s'attache trop aux institutions actuellement existantes pour critiquer une organisation à créer tout entière ; il ne prouve pas que les défauts, qu'il relève à la charge du jury criminel ou du jury anglais, ne puissent être évités dans un projet bien étudié. S'il triomphe aisément de quelques arguments maladroits, cela ne prouve pas qu'on ne puisse efficacement défendre le jury civil. En général Desjardins ne se montre pas assez affranchi des liens d'une pratique journalière dans ses critiques contre une théorie qui devait lui sembler subversive et révolutionnaire. Il est regrettable que le respect de la hiérarchie professionnelle l'ait empêché d'exprimer son opinion sur le plan du président Bonjean ; une discussion entre ces deux magistrats eut peut-être éclairé définitivement certains côtés du problème.

Vers la même époque, le fils du duc de Broglie publiait

le testament politique de son père, ses *Vues sur le gouvernement de la France* (1). De Broglie y dit toute sa foi dans la valeur du jury civil. L'importance que les commerçants attachent à leur privilège de juridiction est, à ses yeux, un indice certain de la faveur que rencontrerait le jury auprès de tous ceux qui auraient leurs pairs pour juges. Il estime, avec un peu de paradoxe, que la distinction du fait et du droit n'est nulle part plus difficile qu'au criminel, où toutes les questions sont mixtes. Il fait bon marché de l'appel qu'il juge inutile si la première juridiction est bonne. De Broglie n'a d'ailleurs pas d'espoir de voir réaliser cette réforme, il souhaite seulement, avec un peu de mélancolie, qu'on s'occupe un jour de refondre le système judiciaire, de réduire le nombre des tribunaux, de simplifier la procédure civile et d'établir le jury.

Cet homme éclairé, qui disparaît à la fin de l'Empire, représente bien l'esprit de la génération finissante, dont les rêves de libéralisme et de réformes avaient été malmenés par les fluctuations de la politique. Pour avoir trop longtemps et vainement espéré la réforme judiciaire et l'avènement du jury civil, ils se retiraient de la lutte et se confiaient à la propre valeur persuasive des idées justes.

(1) Cet ouvrage terminé depuis 1859, imprimé à quelques exemplaires en 1861, fut répandu seulement en 1870.

CHAPITRE VI

LA RÉFORME JUDICIAIRE SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

L'occasion de refondre le système judiciaire était plus proche et moins souhaitable que de Broglie ne le pouvait penser. Le Gouvernement de la Défense nationale nomma, 18 septembre 1870, une commission chargée d'étudier les principes constitutionnels de l'organisation judiciaire. Il n'y a à retenir de ses travaux que cette déclaration d'Hérolt le 29 septembre : « La question de l'application du jury aux matières civiles se présentera à la commission. La commission pensera peut-être qu'une aussi grave modification n'étant pas réclamée par l'opinion générale, le débat n'offrirait, quant à présent, qu'un intérêt théorique (1). » La commission partagea cet avis et laissa de côté la question. Pourtant, pendant une dizaine d'années, elle bénéficia d'un regain d'actualité par les débats sur la réforme de la magistrature qui durèrent jusqu'en 1883. Modifier le recrutement et la situation des magistrats fut une des premières préoccupations de la troisième République. La magistrature a, sous tous les régimes, laissé s'accomplir les attentats

(1) Procès-verbal des séances de la commission d'organisation judiciaire, 1^{re} séance, annexe 1.

contre le droit, constatait O. Barrot, et après chaque révolution son personnel est resté le même ; il nous faudrait des juges plus indépendants et plus capables.

En 1871, cette réforme apparaissait donc d'une nécessité urgente. L'Académie des sciences morales écouta, aux mois de juillet et août de cette année, la lecture d'un mémoire d'Odilon Barrot sur cette question (1). Ce traité important fut lu en entier à l'Académie et donna lieu à une grande discussion. O. Barrot, par sa longue carrière politique, son libéralisme avéré, était le porte-parole attitré des rénovateurs de l'ordre judiciaire.

Il expose d'abord que les bouleversements politiques du xix^e siècle ont toujours prouvé la complaisance de la magistrature plus que son intégrité ; à aucun moment elle ne fit respecter le droit. La nécessité de la réorganiser en la mettant à l'abri des influences politiques est donc évidente. C'est par l'introduction du jury en matière civile qu'on y parviendra. Il rappelle les efforts infructueux qui furent faits en sa faveur depuis 1790 jusqu'en 1849 ; toujours on s'est heurté à la crainte des innovations et d'un mécontentement chez les gens d'affaires.

Il passe ensuite en revue les vices de notre organisation judiciaire. La plupart de ses critiques nous sont déjà familières, elles portent sur le nombre excessif des juges, dont la compétence devrait être avant tout recherchée, —

(1) *Compte rendu de l'Académie*, t. 95, p. 351 et 673 et suiv. ; t. 96, p. 5 et 257 et suiv. — Ces considérations avaient déjà été réunies sous le titre : *L'organisation judiciaire*.

surtout pour les questions de droit l'avis d'un seul juge capable vaut mieux que celui de plusieurs moins expérimentés, — sur la mauvaise procédure, les pratiques judiciaires fâcheuses ; la séparation des points de fait et de droit n'est faite que dans les qualités, le juge peut donc accommoder le fait au droit ; la dépendance des magistrats envers le gouvernement peut faire croire aux plaideurs malheureux que la politique a inspiré la décision du tribunal ; etc... Toutes ces critiques sont développées minutieusement, poussées jusqu'aux détails ; beaucoup, de l'aveu unanime sont exactes.

Vient ensuite le chapitre des réformes proposées, celui qui nous intéresse le plus. Barrot juge nécessaire la suppression de tous les tribunaux de première instance et de la moitié des Cours d'appel. Cent à cent cinquante magistrats, grâce au jury, suffiraient pour toute la France ; la difficulté et l'importance de leurs fonctions commanderaient la nomination des plus illustres jurisconsultes à qui seraient accordées de hautes rétributions. Les Cours tiendraient des assises périodiques dans tout le ressort. Dans l'intervalle des sessions les affaires s'instruiraient et les Cours jugeraient les affaires en état. Il n'y aurait plus de tribunaux d'exception, sauf les tribunaux de commerce que O. Barrot conserve assez illogiquement, en proposant de leur adjoindre un magistrat pour résoudre les questions de droit. Le jury serait général ou spécial. Tout citoyen sachant lire et écrire et jouissant de ses droits politiques et civiques serait porté sur la liste

cantonale dressée par le greffier de justice de paix. C'est sur cette liste annuelle, révisée par le conseil cantonal, que seraient tirés au sort les jurés, quinze jours avant la session d'assises. Des assises seraient tenues également au chef-lieu du département. Le recrutement des jurys spéciaux serait différent. Ce sont les conseils généraux qui dresseraient la liste des jurés. Le président des assises désignerait les affaires qui comportent un jury spécial, les parties d'accord pourraient aussi le réclamer. Les récusations de jurés spéciaux devraient toujours être déterminées ; pour les jurés communs, elles s'exerceraient individuellement et sans motifs jusqu'à la réduction au nombre nécessaire.

La procédure serait également très simplifiée. Les parties devraient, avant les débats, fixer les points en litige par des communications réciproques, faire les qualités avant de se présenter à l'audience ; ainsi pas de surprises, pas de duperies possibles, les conclusions fixant définitivement l'objet du procès. On pourrait réaliser la fusion de l'avoué et de l'avocat, il y aurait seulement des avocats spécialisés ; toutes les procédures écrites inutiles, qui n'ont pour but que de grossir les frais, seraient ainsi supprimées. Les enquêtes par juge-commissaire seraient remplacées par le débat contradictoire ; les rapports d'experts seraient lus à l'audience même et discutés contradictoirement. Le jury pourrait faire des descentes sur lieux.

Le jury n'aurait pas à intervenir quand les parties se

déclareraient d'accord sur les faits. Le magistrat pourrait, dans les cas difficiles, renvoyer son jugement à la session suivante. Quand les débats seraient terminés, le président poserait au jury les questions de fait et, au besoin, les éclairerait de ses observations. Le verdict serait rendu à la majorité. Les seules voies de recours seraient le pourvoi en cassation et la requête civile.

Telle est sommairement l'organisation du jury civil conçue par O. Barrot. Elle entraîne des changements très importants dans la procédure aussi bien que dans la forme des tribunaux ; aussi les objections sont-elles prévues et les réfutations présentées immédiatement. Malheureusement si Barrot relève les critiques traditionnelles et leur oppose les arguments le plus souvent traditionnels aussi, il justifie peu les bouleversements qu'il a personnellement imaginés comme s'il n'avait pas pensé qu'on pût en méconnaître l'utilité.

Il groupe les objections sous deux chefs : impossibilité de séparer le fait du droit et infériorité des jurés vis-à-vis des juges. A la première assertion il répond comme Duport, en opposant l'exemple romain et anglais. La Cour de cassation et l'article 141 du Code de procédure civile, qui exige dans la rédaction des jugements la séparation des points de fait et des points de droit, prouvent aussi que les législateurs impériaux ne l'ont pas jugée impossible. On a dit encore que tout fait renferme une appréciation légale, c'est vrai mais ça n'est pas moins vrai au criminel qu'au civil ; on se rappelle la

théorie de de Broglie, qui soutenait que cette appréciation légale était beaucoup plus difficile et plus fréquente au criminel qu'au civil. La preuve testimoniale n'est pas généralement admise comme en Angleterre, objecte-t-on, — il s'ensuit simplement que le jury interviendra moins souvent. Au criminel, dit-on enfin, l'accusé bénéficie du doute, au civil la balance doit être égale — c'est faux, le doute profite au défendeur qui triomphe si le demandeur n'apporte pas sa preuve. Il n'y a donc pas de différence capitale entre ces deux catégories de procès, d'après O. Barrot.

La deuxième espèce de griefs est une affirmation de l'incompétence des jurés. On pense en effet justement qu'il y a nombre d'affaires où le seul bon sens n'est pas suffisant pour bien juger, mais c'est précisément dans ces affaires qu'interviendront les jurys spéciaux dont la compétence sera assurée aux yeux des plaideurs. De même que le jury d'expropriation, nommé par le conseil général, est entré facilement dans les mœurs, de même ces jurés spéciaux, nommés de la même manière, offriront toutes les garanties de capacité.

On craint que le jury ne soit sensible aux passions politiques ou locales, l'argument vaut autant contre le jury criminel ; d'ailleurs, avoue Barrot, je ne prétends pas instaurer un système où les influences et les passions seront sans prise sur les jugements, mais où elles en auront moins que dans le système actuel. Le jury étant temporaire, sa partialité a moins d'importance que celle

d'un juge permanent. En outre, le tirage au sort, les récusations, la récusation en masse, le renvoi pour cause de suspicion légitime seraient des précautions efficaces.

L'objection tirée de la refonte nécessaire de la procédure n'en est pas une, ce serait une excellente occasion de purger notre Code de tous ses archaïsmes.

Quant à l'objection tirée de l'état de nos mœurs, c'est peut-être pratiquement la plus sérieuse, reconnaît Barrot. Mais la régénération de la magistrature est si nécessaire, la rénovation de l'esprit civique et du sens de la liberté, si souhaitable, qu'il faut espérer l'établissement du jury civil, qui aidera à atteindre ce but tout en nous assurant une justice meilleure. La réalisation devra être lente et progressive pour éviter les bouleversements et les oppositions systématiques. D'ailleurs O. Barrot ne verrait pas d'inconvénient à ce qu'on ne rendit la nouvelle juridiction que facultative ; il se contenterait même d'une admission du principe seul, étape première et suffisante.

Cet accommodement dernier trahit bien le peu d'illusions qu'avait Odilon Barrot sur le sort de son projet d'organisation judiciaire ; il savait que les obstacles étaient redoutables et qu'il aurait grand'peine à faire adopter le principe du jury même facultatif. Les débats de l'Académie allaient dissiper ses espoirs si conciliants qu'ils fussent.

A vrai dire, ce livre sur l'organisation judiciaire n'est pas très original. Ses critiques du système actuel sont en général pleines de bon sens, elles présentent en ré-

sumé à peu près tout ce qui avait été dit contre une procédure et des tribunaux encore embarrassés des errements du xvin^e siècle. De même les arguments de défense du jury sont presque uniquement des rappels des auteurs plus anciens. Cette diversité d'inspiration nuit même à Barrot, car en soutenant le jury autant par des considérations politiques que par des constatations d'expérience judiciaire il facilita à ses adversaires l'accusation de viser un but démagogique et révolutionnaire. Bonjean, plus avisé, avait dit qu'on ne devait défendre le jury que sur le domaine judiciaire. La partie constructive de son mémoire prête d'ailleurs à de sérieuses critiques. L'imitation de la justice anglaise y est poussé très loin, trop loin. Songer à réduire à cent cinquante le nombre des magistrats est une utopie un peu étrange, qui provient d'une méconnaissance du système anglais. Il est frappant d'ailleurs de voir combien peu des écrivains parmi le grand nombre qui ont professé une admiration sans bornes pour les institutions anglaises, connaissent vraiment le fonctionnement du jury dans ce pays. L'obscurité et l'enchevêtrement des coutumes l'explique assez.

Barrot supprime audacieusement tous les tribunaux de première instance et les remplace par un juge qui viendra présider les assises dans chaque canton ; mais les juges sont si peu nombreux qu'ils n'y passeront pas souvent dans la même année. Il semble que le jury serait appelé à juger toutes les affaires, quelles qu'en soient l'importance et la nature ; jamais on n'a songé à cette extension

de compétence irréfléchie. Il n'est pas vraisemblable que telle ait été la pensée de Barrot, mais il ne s'est pas expliqué. De telles lacunes sont d'autant plus fâcheuses qu'elles autorisent des critiques faciles et qu'elles donnent un aspect flottant et chimérique aux projets présentés.

Six mois séparèrent la lecture du mémoire d'Odilon Barrot de la discussion générale. Des hommes éminents y prirent part, qui tous combattirent le jury civil, mais il faut convenir que ces débats furent pauvres en idées nouvelles et que plusieurs orateurs s'y montrèrent obstinément aveugles. Giraud, professeur à la Faculté de droit et tout puissant directeur des études de droit au Conseil supérieur, parla pendant deux séances. Il fit le procès de l'organisation judiciaire anglaise et l'apologie de la nôtre. Il vaut mieux ne rien retenir de son discours (1). De Parieu anéantit élégamment le discours de son collègue et reconnut quelque valeur aux critiques de Barrot, mais il n'en admit pas les conclusions, il ne voulait que quelques réformes prudemment introduites. Il craignait la lenteur des assises, l'incapacité des jurés, le danger du juge unique, et le trouble d'un bouleversement aussi grave. Il fit en outre remarquer avec raison que le jury anglais est dans une grande dépendance vis-à-vis du juge puisque celui-ci peut, *proprio motu*, provoquer un nouveau débat ; un correctif aussi vigoureux prouve que les Anglais n'ont

(1) *Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques*, t. 97, p. 465 et suiv., et t. 98, p. 5.

pas une confiance absolue dans la clairvoyance des jurés (1).

Après quelques observations de détail de Valette, O. Barrot intervint de nouveau pour soutenir sa cause qu'il sentait compromise. Un remède énergique est nécessaire, dit-il, contre « ce désordre moral dont notre pays est affecté, désordre dont le principal caractère est un mépris à peu près général de la loi et du droit ». Et il exposa avec quelque amertume l'insuffisance du régime actuel pour assurer le respect du droit public et privé. Cet argument l'Académie ne voulait pas l'entendre, Guizot le fit sentir en rappelant que la discussion était sur le terrain judiciaire et non politique (2). Barrot convint d'ailleurs de ses visées politiques, et affirma qu'une magistrature forte et indépendante aidée du jury était le seul moyen de relever l'idée du droit et d'empêcher le pays de courir de révolution en révolution (3).

Le dernier grand discours de ces débats fut celui de Renouard, ancien conseiller à la Cour de cassation. Il mit tout d'abord en garde contre l'invasion de la politique dans la justice, puis constata que l'opinion ne réclamait pas l'introduction du jury en matière civile. Les difficultés techniques seraient très grandes. On invoque l'exemple de la Cour de cassation pour prouver la possibilité d'isoler les points de fait, mais quand les affaires

(1) *Compte rendu*, t. 98, p. 161 et suiv. .

(2) *Compte rendu*, t. 98, p. 182.

(3) *Compte rendu*, t. 98, p. 491 et suiv.

arrivent en cassation, elles ont déjà été clarifiées par deux instances successives et la Cour doit accepter les déclarations de ces premiers jugements. Avec le jury, c'est tout au début du procès qu'il faudrait faire ce travail, et le sort dépendrait généralement de la manière dont les questions auraient été posées ; il faudrait de sérieuses garanties contre les chances d'erreur de cette première phase. Quelle charge d'ailleurs pour un juge unique, alors que la Cour de cassation se trouve souvent elle-même hésitante après deux instances préalables ! Les difficultés de composition du jury ne seraient pas moindres, et sa capacité resterait incertaine. Après avoir développé des critiques que nous connaissons déjà, Renouard conclut que le jury civil est condamné par la pratique comme par la raison.

O. Barrot protesta encore de la grandeur de son but et ne put qu'affirmer son espoir dans l'avenir. Son mémoire n'avait rencontré que l'hostilité générale et avait été écrasé, comme une utopie dangereuse.

Pendant que l'on discutait à l'Académie des sciences morales, une application du jury civil était réalisée avec succès dans un ordre d'affaires restreint. Le ministre Dufaure avait, le 28 mars 1871, au nom du gouvernement, réclamé l'étude d'urgence d'un projet de loi créant des commissions arbitrales pour statuer sur les contestations entre propriétaires et locataires éprouvés par le siège de Paris. Léon Say déposa son rapport au nom de la commission le 7 avril ; la discussion commença le 17 ; le 21 la loi était votée.

La loi n'intéressait que le département de la Seine. Pendant le siège les habitants des communes suburbaines avaient dû souvent se réfugier à Paris, sur l'ordre même des autorités. Dans l'intérieur de la ville, beaucoup avaient été obligés aussi de quitter leurs maisons pour échapper au bombardement. Enfin l'exercice du commerce ou de l'industrie avait été fréquemment rendu impossible ou partiellement impossible. Dans tous ces cas les locataires, empêchés par force majeure de jouir des immeubles loués, se trouvaient en difficulté avec les propriétaires. Ces contestations sur les loyers étaient extrêmement nombreuses et très délicates, en raison des circonstances exceptionnelles. On décida de créer des tribunaux spéciaux pour régler ces affaires en tempérant par des jugements d'équité la rigueur du droit commun, trop strict en l'occurrence.

Aux commissions arbitrales proposées par le gouvernement, la commission substitua des jurys spéciaux : deux propriétaires et deux locataires présidés par un juge de paix feraient un jury parfaitement compétent. On prendrait pour guide la loi de 1841 sur l'expropriation pour donner la vie à ces tribunaux d'exception temporaires. La loi décida donc que les juges de paix, sous la direction du président du tribunal civil ou du tribunal de commerce dresseraient, pour chaque arrondissement ou chaque canton, deux listes contenant, l'une les noms de cent propriétaires, l'autre les noms de cent locataires. Sur ces listes le juge de paix en audience publique tirera

au sort les noms des propriétaires et locataires appelés à former les jurys spéciaux. Ils seront désignés pour une session de trois jours au plus. Une amende de cinq cents francs pourra frapper le juré qui se soustraira sans motif à son devoir. Les séances seront publiques ; les parties pourront comparaître elles-mêmes et présenter des observations, mais sans procédure ni plaidoiries. Le tribunal statuera sans appel « sur toutes contestations entre propriétaires et locataires relatives aux loyers restant dus pour les termes échus du 1^{er} octobre 1870 jusqu'au 1^{er} avril 1871 ». Les jurys devaient tenir compte des pertes subies par les locataires et pouvaient accorder des réductions ou des délais de paiement, ou limiter le privilège des propriétaires. Ceux-ci, par une clause spéciale recevaient une indemnité pour les petits loyers dont ils faisaient l'abandon. D'une manière générale on se référerait à la loi de 1841 sur l'expropriation et au droit commun pour tout ce qui n'avait pas été prévu.

Ces jurys fonctionnèrent fort bien pendant environ un an et réglèrent un très grand nombre d'affaires. Le rôle des jurés consistait en une appréciation de fait, une évaluation de dommages subis, et leur qualité de propriétaires et de locataires leur donnait une compétence certainement plus grande que n'eût été celle de magistrats. La simplification extrême de la procédure, la faculté de juger en équité facilitèrent beaucoup la tâche de ces jurés ; pourtant cette expérience passagère est intéressante en ce qu'elle révèle la supériorité du jury

dès qu'il s'agit de causes spéciales où une compétence pratique est nécessaire. Le nombre considérable d'affaires jugées prouve en outre qu'avec une procédure simple le jury peut rendre une justice rapide.

La réforme judiciaire fut une des principales préoccupations du gouvernement et du Parlement dans les débuts de la troisième République. L'incertitude constitutionnelle qui plana pendant plusieurs années, les espoirs de restauration monarchique avaient profondément divisé le pays, et les républicains se plaignaient de trouver dans les rangs de l'opposition la majorité du corps judiciaire. L'application des lois, l'administration générale de la justice ne pouvaient qu'en souffrir, et l'on cherchait quelle réforme assurerait au moins la neutralité de la magistrature.

De même qu'à la fin du xviii^e siècle nous avons vu la question du jury criminel entraîner à sa suite le jury civil, qui tout d'un coup prit une importance énorme et occupa pendant de longues séances l'Assemblée Constituante, de même après la guerre, le problème de la réforme de la magistrature amena à l'ordre du jour le jury civil qui occupa les esprits jusqu'à la loi de 1883 réduisant les tribunaux et le personnel judiciaire. La généralisation du jury, qui entraînerait une réduction considérable du nombre des magistrats, pouvait séduire les partisans d'une épuration radicale de la magistrature. Cette solution détournée favorisait les efforts de ceux qui poursuivaient depuis longtemps une campagne en

faveur de cette institution. Mais le projet avait une histoire trop longue et trop brillante pour que sa reviviscence n'émût pas le monde judiciaire et parlementaire. Le mouvement d'idées créé autour du jury civil était très actif. Les échos que nous en percevons dans les sociétés savantes nous le confirment.

Déjà en 1869 la Société de Législation comparée s'était occupée du jury anglais. Le 19 juin 1873, M^e Barboux fit une communication sur le Code de procédure civile du Canada et notamment sur le jury en matière civile. Il rendit compte d'un ouvrage sur le Code nouveau de 1867, Code fort intéressant puisqu'il s'applique à des populations mi-anglaises mi-françaises et qu'il représente une amélioration de la procédure anglaise. A la suite de ce rapport Barboux examina la valeur de cette institution au point de vue français. Ses avantages, dit-il, sont politiques et ses inconvénients judiciaires. Les avantages sont la participation des citoyens à la distribution de la justice et le petit nombre de magistrats à grande compétence et grand prestige. Les inconvénients sont d'abord une complication certaine de la procédure, car ce n'est pas uniquement l'histoire du jury anglais qui explique la confusion de ses règles ; les lois du Canada et de la Louisiane prouvent que ces complications ont précisément pour but de remédier aux difficultés et aux chances d'erreur que présente cette institution. D'ailleurs le jury est facultatif en Angleterre, et c'est surtout pour les affaires de commerce qu'il fonctionne, or nos projets

français maintiennent les tribunaux de commerce où les juges, qui ont eu le temps de faire un apprentissage, sont en effet meilleurs que les jurés. Sur ce point il faut noter que O. Barrot, au projet duquel Barboux fait allusion, était en contradiction avec les plans précédents plus logiques, car l'apprentissage des juges de commerce porte surtout sur la connaissance des lois ; avec le système des jurys spéciaux les jurés, commerçants de leur métier, n'auraient à se préoccuper que des faits, le droit étant de la compétence du magistrat.

Barboux révoque aussi l'exemple de la Cour de cassation, car, dit-il, on voit beaucoup de recours impossibles parce que la Cour d'appel a statué en fait ; ce qui est de peu de risques avec des magistrats expérimentés deviendra dangereux avec des jurés inexpérimentés. Il est évident que les procès civils sont beaucoup plus difficiles à juger que les procès criminels.

Pourtant, termine Barboux, « est-ce à dire qu'il faille dès à présent condamner toute tentative d'application du jury aux matières civiles ? Assurément non. L'association d'un grand nombre de citoyens à la distribution de la justice produit dans l'ordre politique des fruits trop précieux pour qu'il faille ainsi renoncer à l'espoir de les faire goûter à notre pays. L'expérience de la loi de 1871 sur les loyers a montré tout ce que, dans certains cas, on pouvait attendre de cette juridiction ».

Au Parlement, des efforts multiples tendaient à faire aboutir cette réforme judiciaire dont on discutait telle-

ment sans arriver à s'accorder. De 1871 à 1883, il n'y a pas d'année où une proposition de loi ne soit déposée, une commission nommée, des études préparées. La plupart des projets proposent d'abord une simple réduction du nombre des tribunaux et des magistrats. Dans le désir d'aboutir à une réforme immédiate, certains partisans de l'extension du jury aux matières civiles abandonnent temporairement cette idée. Ainsi Jules Favre n'en parle pas dans son projet de 1877 (1). Le garde des sceaux, Cazot, déclarait à la Chambre un peu plus tard (2) : « Il y a un vice organique dans nos institutions judiciaires, et ce vice organique, c'est que les institutions sont marquées à l'empreinte du régime monarchique. Il faudrait les façonner à l'image de notre démocratie moderne. Et pour cela il faudrait reprendre nos glorieuses traditions de 1789 et 1790, retremper nos institutions judiciaires aux sources vives de l'élection, distinguer le magistrat et le juge, appliquer le jury aux matières civiles. » *L'Officiel* note que ces phrases sont coupées d'applaudisse-

(1) Voici ce qu'il écrivait dans son livre *La Réforme judiciaire*, en 1877 (ch. IX, p. 84) : « Si je n'étais dominé par la ferme résolution de ne hasarder aucune nouveauté contestable, je devrais aller plus loin et proposer l'essai d'une idée non moins démocratique que celle de l'élection, plus populaire assurément, accréditée déjà par la possession et, ce qui vaut mieux encore, par l'assentiment unanime du monde civilisé. Son application résoudrait toutes les difficultés, elle soulagerait le Trésor, et satisferait au point de vue de l'indépendance de la justice les exigences des plus ambitieux réformateurs. Je veux parler de l'extension en toute matière de la juridiction du jury devenu ainsi le grand tribunal de droit commun. »

(2) *J.off.*, 17 novembre 1880, p. 11170.

ments. Mais le garde des sceaux explique que trop de préjugés et d'obstacles s'élèvent contre une réforme aussi profonde qui nécessiterait une refonte complète du système de procédure civile et que, pour le moment, il faut courir au plus pressé.

Pourtant nous voyons le sénateur Eymard-Duverney proposer l'application du jury aux questions d'état et de capacité des personnes (1). Les jurés, dit-il, seraient aptes à trancher ces questions qui sont jugées sur des témoignages et des documents qui n'offrent pas de problèmes juridiques. La solennité des débats devant le jury exercerait une influence moralisatrice ; on n'oserait l'affronter qu'à bon escient. En outre en supprimant l'appel sur ces causes, on en restreindrait le scandale. L'article 2 de la proposition de loi portait : « Il y aura aussi et à chaque arrondissement, à des époques déterminées, une session du jury civil, lequel statuera souverainement sur toutes les questions relatives à l'état et à la capacité des personnes. »

Vers la même époque, deux autres membres éminents du Parlement affirmaient leur espoir de voir l'établissement du jury en matière civile. Léon Renault dans un manifeste à ses électeurs de Seine-et-Oise disait (2) : « Je voterai... l'attribution au jury des affaires correc-

(1) Proposition de loi déposée le 27 janvier 1880. *J. off.*, 11 mars 1880, p. 2879.

(2) Cf. *Le Temps*, 15 août 1881.

lionnelles et des procès civils qui ne soulèvent que des questions de fait. »

Spuller déclarait à ses électeurs le 7 novembre 1882 : « Je crois toujours nécessaire de réduire le nombre des tribunaux et des Cours, d'instituer des assises correctionnelles, d'organiser même un commencement de jury civil, afin de n'avoir plus qu'un petit nombre de juges chargés de dire le droit, à la fois instruits, compétents, avec une forte assiette dans le pays par leur respectabilité, leurs lumières et leur indépendance (1). »

Toutes ces manifestations parlementaires n'aboutirent à aucun projet sérieux, à aucun débat nouveau. Elles prouvent que la question était flottante, rencontrait beaucoup d'obstacles et que personne ne se souciait d'établir un projet qui ne serait probablement pas même discuté. C'est que cette réforme judiciaire, dont on parlait depuis si longtemps, était beaucoup moins une question d'institutions qu'une question de personnel. On accusait les magistrats d'être hostiles à la République et l'on cherchait, sous le couvert d'une réforme juridictionnelle, à diminuer leur nombre et leur influence. Quand on eut abouti, par la loi de 1883, à une vaste épuration du personnel judiciaire, la question des réformes tomba ; tous les vices que l'on avait reconnus dans notre organisation de la justice, furent oubliés. Le jury civil ne fut plus que la marotte de quelques obstinés qui s'intéressaient à autre chose qu'à des questions de personnes.

(1) Cf. *République française*, 10 novembre 1882.

Il faut citer parmi les auteurs qui plaidèrent à cette époque la cause du jury civil, Jousserandot, professeur à la Faculté de droit de Genève, dont les critiques et le projet d'organisation judiciaire se rapprochent des idées d'Odilon Barrot (1); Jeanvrot, substitut du procureur général à Angers, qui se déclare partisan convaincu du jury civil dans un ouvrage très bien documenté sur la magistrature (2).

Colfavru, ancien représentant du peuple en 1848, écrivit en 1882 un petit livre curieux sur la question judiciaire. Fervent adepte des idées de la Révolution il réclame l'élection des juges et le jury en toutes matières (3). Après un exposé historique de l'organisation de la justice, il développe son plan dont la précision des détails, la clarté de l'exposition font mieux ressortir l'audace. L'ordre judiciaire comprendrait : un tribunal de paix au canton, un tribunal d'arrondissement composé d'un juge, un suppléant, un greffier, un procureur de la République et un substitut. Au chef-lieu, un tribunal d'appel composé d'un juge d'arrondissement président, et de deux juges de paix assesseurs.

L'assignation devra exposer séparément les questions de fait et de droit. Le juge statuera sur les questions

(1) Jousserandot, *Du pouvoir judiciaire et de son organisation en France*, 1878.

(2) Jeanvrot, *La magistrature*, 2 vol. 1883. V. t. II, chap. III, du jury civil.

(3) Colfavru, *De l'organisation du pouvoir judiciaire sous le régime de la souveraineté nationale et de la République*, 1882.

préjudicielles et sur l'opportunité du jury, à charge d'appel. Ce jugement de renvoi convoquera un jury général ou un jury spécial. Les assises seront mensuelles et doubles, car il y aura un jury auprès de la justice de paix aussi bien qu'auprès du tribunal d'arrondissement. Pour être juré il suffira d'avoir trente ans, la jouissance de tous ses droits et une instruction primaire. Une liste annuelle sera dressée par la municipalité par ordre alphabétique et par professions. Huit jours avant l'audience, les parties assisteront au tirage au sort de douze noms pour la justice de paix, de vingt noms pour le tribunal ; l'exercice des récusations ramènera le nombre des jurés à trois pour la première juridiction, à cinq pour la deuxième.

Après les formalités d'usage, les pièces de la cause seront lues par le greffier. Le juge spécifiera les questions de fait à résoudre par le jury, qui entendra ensuite les témoins et les plaidoiries. Le jury se retirera avec le texte des questions et les pièces. Le verdict sera rendu à la majorité, il pourra fixer le montant des indemnités demandées.

La question de droit sera tranchée séparément par le juge, les parties ayant plaidé sur cette deuxième partie. Il n'y aura pas d'appel mais recours possible en cassation.

Quelques années plus tard, Colfavru, ayant été élu député, déposa une proposition de loi tendant à réformer

l'organisation de la justice (1). Ce sont à peu près les mêmes idées, modifiées en certains points, que dans le plan que nous venons de résumer. Au tribunal d'arrondissement il a substitué le tribunal de département, et il ramène à trois le nombre des jurés là comme à la justice de paix. Il apporte une idée nouvelle dans la procédure sur le point délicat de la position des questions de fait. L'ordonnance du juge de paix qui renvoie l'affaire devant un jury, contient le résumé en fait et en droit de la demande et de la défense. Si les parties n'acceptent pas la formule du juge, elles énonceront celles qu'elles proposent, et le jury après les débats, aura d'abord à statuer sur l'élimination des formules de fait qu'il entend rejeter ; il donnera ensuite son verdict sur celle qu'il aura retenue.

Si l'on n'examine que la procédure même du jury, ce qui en est au fond le point le plus délicat et l'un des moins souvent élucidés, on doit convenir que Colfavru l'a utilement et habilement étudiée. Les deux solutions qu'il présente pour résoudre la difficulté de séparation du fait et du droit sont ingénieuses. La suppression des avoués et l'instruction des affaires par un juge est une idée que l'on voit avec faveur aujourd'hui. La suppression de l'appel même sur les points de droit est au contraire fâcheuse. Il n'était peut-être pas très heureux non plus

(1) Proposition de loi de Colfavru sur la réorganisation et le fonctionnement du pouvoir judiciaire conformément au principe de la souveraineté nationale. Chambre, 8 juillet 1886, *Officiel*, 1887, annexe n° 1011, p. 390.

d'instituer un jury auprès du juge de paix. Celui-ci doit juger promptement de petites affaires, le jury serait une gêne. Il se conçoit pourtant mieux dans le deuxième projet où Colfavru étend la compétence des justices de paix et supprime les tribunaux d'arrondissement.

Malheureusement le projet de Calfavru contient bien des réformes qui ont certainement semblé révolutionnaires et qui le condamnaient d'avance à l'obscurité des cartons. Il ne fut jamais question de le tirer de ce tombeau. D'ailleurs qui s'occupait encore du jury civil au Parlement? Quelques isolés opiniâtres qui ne renonçaient pas à une démonstration purement platonique. Ainsi le 19 juillet 1894, Cunéo d'Ornano, député, renouvelle une proposition déjà déposée le 4 décembre 1879, tendant à la nomination d'une commission de vingt-deux membres, pour étudier la question de l'institution du jury en matière civile et correctionnelle.

Ainsi Louis Brunet dépose à la Chambre, le 25 octobre 1895, une proposition de loi où l'on trouve également l'extension du jury aux matières civiles et correctionnelles (1). Ainsi encore Henri Michelin, le 26 octobre 1895, apporte un très long projet où le jury civil est minutieusement établi et défendu suivant des données et des arguments que nous connaissons déjà (2). Mais tout ceci n'aboutit à aucun débat, ni même à aucun mouvement d'opinion. La question est déjà entrée dans le

(1) *Officiel*, Chambre, 1895, annexe n° 1577, p. 1415.

(2) *Officiel*, Chambre, 1895, annexe n° 1578, p. 1420.

domaine de l'histoire ; si l'on en parle encore, c'est pour énumérer toutes les causes qui ont rendu l'établissement du jury civil impossible. On voit le professeur Garsonnet, dans son *Traité de procédure*, réunir trois arguments principaux et cinq réfutations pour rejeter le principe du jury civil (1). Quelques années plus tard on n'en parlera même plus dans les traités.

Un des derniers qui se soient encore attachés au jury civil est M. Raoul de la Grasserie. Il le faisait entrer dans l'organisation judiciaire d'un projet de constitution qu'il publia en 1896 (2). L'année suivante il publia dans la *Revue internationale de sociologie* une suite d'articles très remarquables sur le jury (3). Loin de céder à la désaffection générale qui éloigne le corps judiciaire et l'opinion tout entière du jury, il le considère comme la meilleure des juridictions quand elle est bien organisée, et voudrait la voir généralisée au correctionnel et au civil. Nous ne le suivrons que dans cette dernière partie de sa démonstration.

Le principe essentiel du jury criminel, sa principale raison d'être, la protection de l'individu contre la société, semble manquer au jury civil. Pourtant, dit M. de la Grasserie, les intérêts privés se heurtent encore à la force sociale quand, dans l'organisation judiciaire, elle

(1) T. I, p. 82 et suiv., 2^e édit., 1898.

(2) Projet de constitution de Raoul de la Grasserie, 1896, V. art. 53, 67, 68, 71, 72.

(3) Articles réunis sous le titre : *Des origines, de l'évolution et de l'avenir du jury*, 1897.

est exercée par des magistrats qui dépendent du gouvernement qui les nomme. Le jury protégerait donc là aussi l'individu contre la collectivité. D'ailleurs les autres avantages du jury criminel subsistent au civil : la mutualité et le jugement par les pairs, l'absence de professionnalité, la division du travail par la séparation du fait et du droit. Ces qualités du jury sont longuement et habilement commentées, mais il est inutile de revenir sur ces points déjà souvent traités.

Ce qui est original et intéressant, c'est le projet d'organisation de la justice civile. M. de la Grasserie conçoit une organisation type à laquelle on doit parvenir, mais tenant compte des obstacles à surmonter, il prévoit des réformes transitoires qui n'établiront le jury que pour les affaires qui lui conviennent le mieux et qui serviraient d'utile expérimentation avant d'universaliser le jury (1).

Auprès des justices de paix le jury serait plus nuisible qu'utile ; il est nécessaire par contre au tribunal de première instance. Le jury civil doit avoir une composition différente du jury criminel ; il doit être plus instruit ; d'autre part, le principe du jugement par les pairs appliqué à des affaires pécuniaires tend à laisser prédominer la classe moyenne ; enfin le nombre des jurés doit être restreint. Le jugement par les pairs conduit M. de la Grasserie aux jurys de classe.

La plupart des affaires civiles relatives à la propriété, aux créances s'agissent entre personnes de la

(1) De la Grasserie, *loc. cit.*, p. 78 et suiv.

classe moyenne. Celles, moins nombreuses, qui s'élèvent entre prolétaires sont presque uniquement des affaires de divorce, séparation de corps, pensions alimentaires. Enfin une troisième catégorie de procès comprend les litiges entre personnes de classes différentes, principalement les questions d'accidents et de louage de travail. Dans les deux premières séries d'affaires, des jurés tirés des classes dirigeantes seront préférables et non suspects de partialité : dans la troisième série il faudrait des jurys mixtes.

La liste du jury comprendrait pour moitié des gens dont la culture serait certifiée par un diplôme d'instruction supérieure et pour moitié des bourgeois ne justifiant que d'une instruction secondaire et payant un certain cens. Ces jurés seraient aptes à statuer équitablement sur les deux premières catégories de procès : procès entre personnes de leur classe, procès entre prolétaires. Pour les affaires qui opposent propriétaires et prolétaires, on adjoindrait à ces jurés un nombre égal d'ouvriers ou de paysans pris sur une liste dressée par les corporations.

Le jury de jugement serait formé par quatre jurés tirés au sort sur la liste annuelle pour la durée de la session. Deux seraient tirés en plus pour l'exercice des récusations. Au cas d'adjonction de jurés ouvriers, le jury aurait huit membres. Un magistrat unique dirigerait les débats et jugerait le droit. Le verdict serait rendu au vote secret et le juge rédigerait le jugement d'après les indications du jury. Le verdict serait motivé.

L'appel resterait ouvert sur le fait comme sur le droit, c'est une originalité du projet de M. de la Grasserie. Il la justifie en disant que les garanties de bonne justice ne sont guère plus grandes quand on passe d'un tribunal à une Cour, que quand on passera d'un jury à un autre. Il organise donc un jury d'appel au chef lieu de la Cour d'appel. Si l'appel sur le droit est suivi d'une réformation qui annule le verdict, il faudra dans ce cas aussi revenir devant le jury d'appel. Mais si les deux verdicts sont en sens contraire, il n'y a pas de présomption de vérité en faveur de l'un d'eux, et M. de la Grasserie est conduit logiquement à créer un contre-appel pour résoudre ce désaccord. Ce serait un jury national qui déciderait le fait en troisième instance. La Cour de cassation deviendrait un tribunal de troisième instance pour le droit, statuant directement sans renvoi. Il n'y aurait plus de recours en cassation quand le tribunal de première instance et la Cour auraient jugé dans le même sens. Les décisions de la Cour de cassation auraient force de loi, seraient publiées à l'*Officiel* et fixeraient la jurisprudence.

Telle est l'organisation judiciaire stable à laquelle M. de la Grasserie voudrait que nous arrivions, mais il reconnaît l'impossibilité d'obtenir immédiatement un tel changement dans nos lois et dans nos mœurs. Il propose donc des mesures transitoires qui seraient un acheminement vers ces institutions nouvelles. On introduirait progressivement le jury dans des matières favorables telles que les expertises, fixations d'indemnités, estima-

tions ; les indemnités d'accidents, les pensions alimentaires ; les actions civiles nées de délits ; les questions d'état. Dans ce domaine limité on pourrait expérimenter l'extension du jury ; tous ces cas sont relativement faciles et à la portée des jurés. Mais on pourrait en outre créer des jurys spéciaux dont la capacité technique serait précieuse et bien plus utile que le recours aux experts. Ils seraient chargés des affaires d'aliénation mentale, de compte, de constructions, de mitoyenneté et bornage et en général de toutes les questions techniques. Ces jurys déchargeraient le jury général de toutes les affaires où il se serait trouvé aussi incompetent que les magistrats. Ainsi les arbitres des procès seraient toujours ceux qui sont les plus aptes à les juger.

Par cet exposé sommaire, on peut voir combien les idées de M. de la Grasserie sont originales. Elles relèvent d'une conception sociologique de l'organisation de la justice dont le législateur s'est peu préoccupé au xix^e siècle. On refuse généralement encore aujourd'hui de reconnaître que la société s'est groupée en classes dont les intérêts et les besoins diffèrent et quelquefois s'opposent. Les principes de la Révolution sur l'individu, base unique de l'Etat, sont encore, théoriquement, ceux qui régissent nos rapports sociaux. On nie l'existence de classes que l'évolution sociale et les faits tendent de plus en plus à reconstituer ; pourtant la création d'une législation ouvrière, réglant les rapports du travail et du capital, est une consécration de ces catégo-

ries. Le Code civil était fait pour les bourgeois, très peu pour les prolétaires et les ouvriers ; ce n'est qu'à la fin du siècle dernier qu'on a commencé à combler ses lacunes. Aussi est-ce une conception défendable que de diviser le recrutement du jury par classes, et de ne faire juger les affaires de propriété et de créances que par l'élite des classes capitalistes. Elle résulte logiquement de l'idée que les jurés doivent être les pairs de l'accusé. Il y aurait lieu de se demander cependant si, par la création de ces jurys de caste, on n'aggraverait pas l'hostilité de classe à classe.

La nécessité de jurés instruits et d'esprit ouvert a été bien vue par M. de la Grasserie. Il serait dangereux d'attribuer cette fonction à tout citoyen sachant seulement lire et écrire et jouissant de ses droits, comme le proposait Colfavru ; l'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis doit nous mettre en garde contre un mauvais recrutement du jury.

Par contre, n'y aurait-il pas de sérieuses réserves à faire sur le double recours devant le jury, sur les trois instances qu'organise M. de la Grasserie. Le jury est forcément une juridiction lente et qui nécessite un personnel nombreux ; si on le réunit pour trois degrés de juridiction, le cours des procès, l'immobilisation des citoyens et les frais de justice ne manqueront pas d'être démesurément développés.

Quant aux mesures transitoires proposées, elles sont habilement choisies ; elles portent en effet sur quelques-

unes des matières où l'expérience du jury pourrait être le plus aisément tentée. Les jurys spéciaux ne choqueraient pas beaucoup les habitudes judiciaires, leur introduction apparaîtrait comme une extension du rôle des experts et serait facilement réalisable.

Mais les idées de M. de la Grasserie n'ont pas trouvé d'adeptes. Depuis lors, il ne semble pas que l'on ait rien écrit sur le jury civil. Le jury criminel seul intéresse le public, et si l'on en parle beaucoup, c'est surtout pour s'en plaindre ; nous sommes moins préparés que jamais à tenter l'expérience du jury civil.

CONCLUSION

Cette longue histoire des projets, des idées, des tentatives, qu'a suscitées en France le jury civil, s'arrête au début du xx^e siècle. Nous avons rendu compte de tous ces efforts successifs ; il nous faut, pour terminer, tâcher d'expliquer la raison de leur stérilité, et voir ce qui subsiste de la question après tant de controverses.

Il faut remarquer que la question du jury civil est venue à l'ordre du jour en France chaque fois qu'une évolution politique de l'opinion fit naître un gouvernement nouveau : sous la première monarchie constitutionnelle, sous la première République, vers 1830, en 1848, au début de la troisième République. Cette concordance ne résulte pas de circonstances purement fortuites ; il semble que l'on puisse déterminer une cause unique et permanente, qui est à l'origine de ce phénomène social régulier. Cette cause, c'est l'immixtion des passions politiques dans le corps judiciaire.

A la fin de l'Ancien Régime, le corps des parlementaires était trop puissant, son orgueil et son indépendance éclataient dans les luttes qu'il soutenait contre le pouvoir, mais cet esprit frondeur en politique, qui n'allait pas sans de grands inconvénients sociaux, s'alliait à

un esprit de caste et de routine étroite en matière judiciaire qui le rendait impopulaire. De sorte que les Parlements, bien qu'ils aient ébranlé l'autorité royale, se rendirent doublement odieux à l'esprit nouveau : d'abord par leur turbulence politique qui les rendaient dangereux sous toute forme de gouvernement, ensuite par le formalisme rétrograde, la vénalité et l'esprit de caste qui caractérisaient leurs habitudes judiciaires. Aussi dès que la Révolution eut triomphé, on supprima ces grands corps, et quand on discuta de l'organisation nouvelle, on accumula les précautions constitutionnelles contre les excès de pouvoir des juges. Le jury fut un des principaux systèmes que l'on préconisa, pour rendre impossible l'intrusion des magistrats dans la politique.

Il n'est pas niable que l'on ait dépassé le but et que l'organisation judiciaire, telle qu'elle est réglée depuis un siècle, ne comporte une certaine subordination du pouvoir judiciaire au pouvoir exécutif. Les places, les faveurs, l'avancement qui sont entre les mains du Garde des sceaux, ne sont pas compensés par la garantie illusoire de l'inamovibilité. L'avancement confondu de la magistrature « debout » et de la magistrature « assise » est très fâcheux. La seule garantie véritable d'impartialité réside dans la conscience des juges ; il faudrait donc avant tout que les justiciables fussent convaincus de cette impartialité. Or le spectacle de brillantes carrières, qui ne sont pas dues au seul mérite, les met en méfiance ; et dans tout procès où quelque passion politique est en jeu,

le rôle des juges en est rendu plus difficile : quoi qu'ils décident, on les accusera d'avoir fait œuvre de parti. Pourtant la balance judiciaire est moins faussée qu'on ne le croit couramment ; mais il est difficile de combattre cette conviction populaire que bien des jugements sont inspirés moins par le pur souci de l'équité que par le désir de plaire au gouvernement ou à des gens en place. Il faut avouer que l'histoire a trop souvent donné un appui à cette affirmation. N'a-t-on pas vu, au xix^e siècle, la magistrature constamment épurée à chaque changement de régime ?

Ainsi, que la magistrature ait été trop puissante, ou qu'elle ait été trop docile aux suggestions du pouvoir, elle a toujours été accusée de s'inspirer de soucis politiques, contrairement à son rôle idéal. Aussi chaque fois que l'occasion s'est présentée de réviser les lois constitutionnelles, on a cherché à mieux équilibrer les trois pouvoirs et à donner au judiciaire une situation à la fois indépendante et secondaire. Ce souci s'est traduit au début de la Révolution par le système de l'élection des juges, auquel on voulut ajouter celui du jury. Mais on vit là un double emploi inutile, et c'est une des raisons qui firent écarter le jury au civil. Quand, plus tard, on fut revenu à la nomination par le gouvernement, on s'éleva contre la dépendance qui en résultait à l'égard des juges, et l'on proposa de les confiner dans le rôle d'interprètes de la loi, en réservant au jury le jugement des questions de fait. On recula toujours devant

cette solution extrême, les gouvernements ayant cherché moins, en réalité, à établir une justice impartiale qu'à se défaire des magistrats qui leur étaient hostiles ; aussi la réforme la plus simple était-elle un décret d'épuration : c'est celle que l'on adopta presque toujours.

L'exemple le plus typique est celui des débuts de la troisième République. Dès 1871, on raye des cadres les magistrats qui, sous l'Empire, ont fait partie des commissions mixtes, puis, pour réaliser le programme républicain, on s'occupe de modifier l'organisation de la justice. Pendant plus de dix ans, les projets s'accumulent, les idées les plus diverses sont mises en avant, le jury civil recueille de nombreuses adhésions ; enfin, on aboutit en 1883 à voter une petite réduction des tribunaux qui a surtout pour but d'éliminer les magistrats réactionnaires par la suspension de l'inamovibilité. La réforme judiciaire est dès lors tenue pour faite : il n'est plus question du jury civil ni des autres projets. Les gouvernements précédents avaient, eux aussi, trouvé des gens cherchant de bonne foi à introduire avec le jury civil la forme de juridiction la plus impartiale, la plus équitable, qui constatèrent avec déception que des changements de personnes satisfaisaient l'opinion et suffisaient à faire rentrer leurs projets dans l'ombre et l'oubli.

On peut donc dire qu'en France la question du jury civil a été historiquement connexe à celle de la magistrature. L'intérêt s'est porté sur lui dans la mesure où l'on y voyait un moyen de restreindre les fonctions du

juge à une interprétation de la loi, de manière à le mettre au-dessus des questions de fait, à le soustraire aux influences politiques, à assurer son impartialité et sa compétence. Mais précisément les exigences de la politique, ont donné aux gouvernements peu de goût pour cette réforme, un personnel judiciaire souple étant, à leur sens, un puissant moyen d'action. moyen que les partis d'opposition se sont toujours plaints de voir employer.

Cette explication de l'échec du jury est purement externe ; le principe de la moindre réforme et les raisons politiques que nous venons d'exposer sont une des causes de cet échec, mais non la seule : il y en a d'intrinsèques, qui tiennent à la nature même de l'institution. Mais avant d'y arriver, il faut résoudre une équivoque qui touche à la question de la magistrature dont nous venons de parler.

Les partisans du jury civil ont toujours prétendu accroître le prestige du juge en lui soustrayant l'examen des faits et en limitant ses attributions aux questions de droit pur. La considération spéciale dont jouit la Cour de cassation semblait leur donner raison. Or l'Avocat général Desjardins, en 1869, nia, nous l'avons vu, ce résultat indirect du jury ; le résultat contraire lui paraissait plus vraisemblable. Il invoquait ce fait historique : le désir avoué des révolutionnaires, en demandant le jury, de diminuer la situation des juges. Ces deux points de vue, en réalité, ne sont pas conciliables. En 1790, on cherchait à retirer aux magistrats toute faculté de s'im-

miscer dans les affaires qui ne relèvent que du pouvoir exécutif ; rabaisser ainsi leur influence, ce n'était que justice et prudence politique. C'était une influence usurpée, mais n'être pas mêlé aux questions de fait, être soustrait aux sollicitations, aux compromissions de toute nature, ne s'occuper que de l'interprétation de la loi, c'est, certes, une situation plus élevée que celle des juges ordinaires. Autrefois on voulait faire perdre à la magistrature une influence politique active, aujourd'hui il s'agit, par le même moyen, de les soustraire aux suggestions politiques qui les asservissent. Il est donc également vrai de dire que la Révolution voulut abaisser les juges en leur adjoignant un jury, et que l'on voudrait maintenant augmenter leur prestige à l'aide de ce même jury.

Arrivons maintenant aux causes d'insuccès du jury tenant à sa nature même : ce sont ses défauts techniques, judiciaires. Au cours de l'étude historique que nous avons poursuivie, ces défauts ont été révélés par les critiques diverses et multiples dont le jury a été l'objet. Aussi allons-nous simplement grouper méthodiquement tous ces griefs pour en mieux saisir la valeur, mettre de côté ceux qui sont facilement réfutables, apprécier ce qui subsiste d'irrémissible dans les autres. Nous verrons ensuite quels sont les avantages véritablement importants du jury, et en quelle manière, si l'opinion venait à s'y intéresser, on pourrait tenter une expérience partielle qui nous renseignerait définitivement sur la valeur pratique de l'institution.

Parmi les inconvénients que l'on a reprochés au jury civil, il en est un certain nombre que l'on peut grouper sous le nom d'arguments d'opportunité. Ce sont certainement ceux auxquels il faut attribuer le moins de valeur, quoique, en fait, ils aient peut-être eu le plus d'influence pour faire rejeter la réforme. Que de fois a-t-on répété : le jury civil obligerait à modifier l'organisation de tous les tribunaux, à refaire le Code de procédure civile, à ruiner, par conséquent, les notions de droit vulgarisées ; ce serait un bouleversement complet des habitudes sociales ; ce serait jeter pour longtemps le désarroi parmi les justiciables ; surtout en province, cela ne manquerait pas de soulever le plus vif mécontentement ; on léserait bien des intérêts privés, tous les gens de loi seraient atteints, et, dans leur ressentiment, ils n'auraient pas de peine à rendre la réforme impopulaire.

Tout cela est peut-être vrai en partie, mais n'est-ce pas ce que l'on dit chaque fois qu'il s'agit d'opérer une réforme même excellente, n'est-ce pas la part de routine et d'intérêts privés qu'il faut hardiment sacrifier si l'on veut réaliser un progrès ? D'ailleurs toutes ces craintes, en l'espèce, sont très exagérées, il va de soi que pour réaliser une réforme aussi importante, on procéderait lentement, graduellement ; presque tous les auteurs de projets ont prévu des mesures transitoires destinées à réduire autant que possible le trouble social et le sacrifice des intérêts privés.

Négligeons donc ces critiques d'opportunité qui n'ont

pas de valeur théorique, et examinons les objections plus redoutables qui visent la juridiction même du jury. Elles peuvent être réduites à quatre propositions : Les juges restent supérieurs aux jurés pour apprécier les questions de fait ; — La distinction des questions de fait et de droit, nécessaire au fonctionnement du jury, est le plus souvent impossible en matière civile ; — La preuve par témoins convient seule au jury, et nous ne pouvons l'admettre en France ; — Le jury constituerait une charge sociale extrêmement lourde.

Il est très délicat de trancher la première question, car chaque partie allègue, en faveur de son opinion, d'excellentes raisons. Quand les adversaires du jury nous disent que les jurés manqueront, pour découvrir la vérité, de cette longue expérience qui permet aux magistrats de percer les ruses de la chicane et de la mauvaise foi, ils n'ont évidemment pas tort. On sait combien les jurys criminels se laissent facilement entraîner par les artifices de plaidoirie les plus gros ; mais cette constatation n'a pas suffi à faire écarter le jury au criminel. C'est que cette expérience du magistrat s'achète au prix de certains défauts que les partisans du jury nous ont fait valoir en leur faveur : tendance à se créer un système de conviction, à déduire automatiquement de certains indices une conclusion que l'expérience aura généralement vérifiée, mais qui occasionnellement pourra être fausse. Bonjean a fait une fine critique de cette déformation professionnelle, et nous n'y insisterons pas. Il

lui a opposé la fraîcheur d'attention des jurés, le zèle qu'ils apportent à remplir leurs fonctions, dont ils sont flattés de constater l'importance.

Néanmoins ces observations psychologiques ne suffiraient pas à convaincre ceux qui connaissent les grandes difficultés que soulèvent parfois les plus petits procès, qui savent combien il est souvent délicat de pénétrer la vérité en présence d'allégations formellement opposées, et quel travail assidu exigent bien des affaires. Mais s'il reste peut-être vrai qu'en général l'expérience professionnelle des juges est nécessaire, il y a des cas spéciaux où la compétence des jurés serait très supérieure : ce sont les procès dont la solution exige des connaissances techniques. Ceci est si peu niable que l'on a dû créer des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes, organisation imparfaite d'ailleurs ; car si des commerçants sont plus aptes que quiconque à apprécier des faits commerciaux, par contre ils ne connaissent pas le droit et l'apprentissage qu'on leur fait faire dans ce but ne peut pas donner de bons résultats. Cette juridiction serait incontestablement améliorée si elle fonctionnait sous la forme d'un jury de commerçants présidés par un juge de carrière seul arbitre des questions de droit.

Or ce qui serait bon pour les procès commerciaux, disent les partisans du jury, ne le serait pas moins dans une foule d'affaires qui roulent sur des questions techniques. Il semble bien qu'ils aient raison, et que les jurys spéciaux se montreraient très supérieurs aux juges,

même éclairés par les expertises qui entraînent de si grands frais. C'est sur ce terrain que la théorie du jury civil trouve les bases pratiques les plus solides.

La deuxième objection nous met en présence des difficultés d'un autre ordre : il s'agit de procédure. La distinction des questions de droit et des questions de fait inhérente à la nature du jury est irréalisable pratiquement en matière civile, affirment les adversaires du jury. Là encore, il faut convenir que la pratique judiciaire leur donne raison dans une assez large mesure. On leur a opposé le rôle même de la Cour de cassation, mais il est certain que la difficulté apparaît encore devant cette juridiction, bien que deux instances aient déjà débrouillé les éléments du procès ; il arrive que le recours en cassation ait été rendu impossible par le mélange du fait et du droit qui rend la décision de la Cour d'appel inattaquable. Cependant on a cherché les cas pratiques où cette distinction serait réalisable. Bonjean en a dressé une liste très judicieuse et très abondante. Ce qu'il faut certainement retenir, ce sont les cas où la preuve testimoniale est admise, l'appréciation des dommages-intérêts et toutes les questions d'art, celles où l'on emploie aujourd'hui des experts. Dans tous ces cas, la distinction est plus facile à établir entre le fait et le droit.

Ce qui exagère, aux yeux des adversaires du jury, cette difficulté, c'est qu'ils envisagent la procédure exactement dans l'état où elle est maintenant ; or il est certain qu'il y aurait lieu de la modifier et de la perfectionner.

si l'on introduisait le jury. Nous avons vu que, dans plusieurs projets, on prévoyait ces modifications et que, notamment, on cherchait à réaliser cette distinction des éléments du procès avant qu'il n'arrive à l'audience. Les uns exigent que les plaideurs eux-mêmes apportent des conclusions en deux parties, les autres laissent au juge le soin de déterminer les questions de fait qui seront posées au jury. Beaucoup de combinaisons sont possibles ; la meilleure réglementation n'est qu'une question de détails, il n'y a pas là un obstacle sérieux. Notons d'ailleurs que les idées modernes sont très favorables à la direction de la procédure par un juge, c'est la forme de l'avenir, c'est celle qui conviendrait le mieux pour la juridiction du jury (1).

Cet obstacle serait-il vaincu, que l'on a cru en voir un autre, insurmontable dans la question des preuves admises dans notre législation. L'article 1341 fait de la preuve par écrit la base de notre système. Personne ne nie la supériorité de ce mode de preuve, mais le Code autorise pourtant, dans une mesure encore assez étendue, la preuve testimoniale ; nous avons vu dans les listes dressées par Bonjean une série réunissant ces cas. Il est vrai qu'en matière de succession, de donation, de dot, d'hypothèque, par exemple, la question de preuve a une importance toute spéciale, et qu'ici la difficulté de faire examiner ces preuves par un jury rejoint celle de

(1) C'est sur ce type que l'on vient d'organiser la procédure dans l'organisation judiciaire du Maroc.

séparer la question de fait de la question de droit. Aussi semble-t-il évident que seuls des magistrats expérimentés peuvent connaître de ces questions. Le principe même du jury, qui est de confier le jugement à celui qui est le plus apte à le rendre, commande de renoncer à l'introduire en ces matières. Mais ce n'est pas à dire que pour tous les procès il doive en être ainsi. D'ailleurs, il ne faut pas croire aveuglément que seule la preuve testimoniale soit compatible avec la procédure du jury ; les jurés spéciaux offriraient toute garantie pour l'examen éclairé de titres écrits, tout comme les experts ils pourraient apprécier la valeur des pièces communiquées.

Cette objection des difficultés de preuve n'est donc pas complètement écartée par les défenseurs du jury civil, pas plus qu'ils n'ont pu nier la difficulté de séparer le fait du droit ; mais ils ont montré que ces obstacles ne sont pas insurmontables et que même il est facile de les esquiver partiellement. C'est par une réduction de son champ d'application que les critiques atteignent le jury civil ; mais son domaine resterait encore très vaste.

La quatrième objection est de moindre importance, elle est plus sociale que juridique : la charge que le jury imposerait aux citoyens, dit-on, serait excessive et semblerait insupportable. Si le jury doit nous donner une meilleure justice, cette objection sera de peu de poids, le sacrifice serait très librement consenti. Ce ne serait d'ailleurs, le principe du jury étant accepté, qu'une question de bonne organisation ; point n'est besoin d'un jury

de douze membres, trois suffiraient peut-être, la charge pourrait être répartie de manière à ce que chacun ne soit jamais appelé plus d'une fois par an à siéger -- il n'y a vraiment pas là un obstacle sérieux. Nous négligerons de même les autres critiques que nous avons plusieurs fois rencontrées parce que toutes peuvent être éludées par une judicieuse organisation du jury.

Voyons maintenant les avantages que nous promettent les promoteurs de la réforme. D'abord, un meilleur jugement des questions de fait et de droit ; c'est le point essentiel. Nous avons développé longuement, au cours de notre historique, les bienfaits techniques qu'apporterait cette division du travail judiciaire. On fait valoir aussi la possibilité de réduire considérablement le nombre des magistrats et par conséquent de ne recruter ceux-ci que parmi les plus éminents jurisconsultes. La situation de ces magistrats cantonnés dans l'application de la loi aurait un prestige beaucoup plus grand que celle de nos juges. Les garanties de bonne justice et d'impartialité seraient bien supérieures. Il est certain qu'à ce point de vue l'exemple de la magistrature anglaise est très attrayant. Le jury aurait-il cette valeur d'éducation sociale que l'on a tant vantée, il est difficile de le dire, c'est une question de caractère national et de mœurs : la corruption américaine a envahi le jury qui, en Angleterre, paraît rester intègre.

Que conclure de cette confrontation des arguments adverses ? Il nous semble que si l'on a reconnu les avan-

tages politiques du jury civil, on a généralement exagéré ses inconvénients judiciaires en leur donnant une valeur absolue qui ruinerait à jamais toute possibilité d'établissement. Nous avons tenté de montrer combien ces critiques étaient excessives. La partie la plus fructueusement réalisable des projets que nous avons étudiés nous paraît être les jurys spéciaux. C'est là que la supériorité des jurés sur les juges est la plus certaine, que les difficultés de procédure sont les moins grandes, que l'on pourrait attendre le meilleur résultat de ce partage du jugement entre deux compétences spéciales. C'est là aussi que l'on aurait les plus grandes facilités d'établissement sans risquer d'ébranler tout notre système judiciaire. Si un jour on veut tenter un essai pour éprouver la valeur du jury au civil, l'institution d'un jury spécial sera peut-être concluante. Ce jour-là il faudra étudier soigneusement les applications qui fonctionnent à l'étranger, dans l'organisation anglaise notamment, dont nous donnerons en finissant une rapide esquisse, il y aura de nombreuses sources d'inspiration et aussi des erreurs à éviter.

Sans proposer la création d'un jury civil généralisé, dont nous ne nions pas les difficultés et même les impossibilités pratiques, il nous semble que la législation pourrait s'orienter vers l'application partielle de cette idée en créant des jurys spéciaux pour les affaires qui leur conviendraient le mieux. Le dogme de l'unité de juridiction n'est plus sacro-saint.

D'ailleurs il y aurait lieu, comme en Angleterre, de

donner un caractère à demi-facultatif à cette institution, liberté qui ne nuit pas au jury anglais.

Si l'oubli profond qui recouvre la théorie du jury civil nous laisse peu d'espoir de voir ces idées réalisées dans un avenir prochain, nous aurons du moins la satisfaction d'avoir entrepris une histoire qui comporte en elle-même un grand intérêt et qui n'est pas sans valeur sociale.

APPENDICE

LE JURY CIVIL DANS L'ORGANISATION JUDICIAIRE DE L'ANGLETERRE (1).

Le système judiciaire de l'Angleterre était beaucoup plus compliqué et plus imparfait au XVIII^e et au XIX^e siècle qu'il ne l'est aujourd'hui. Alors pourtant il séduisait les réformateurs français, qui enviaient cet « air de liberté » qu'on remarque dans ses institutions et le jugement des pairs qui protège l'individu contre toute oppression. L'esprit du système, les principes sont restés les mêmes, mais des améliorations pratiques considérables ont été réalisées à la fin du siècle dernier. C'est ce dernier état du droit que nous envisagerons.

Du bill du 5 août 1873 ou Judicature Act date la composition actuelle des tribunaux. Il y a, pour l'Angleterre et le pays de Galles, une Cour suprême investie de la

(1) L'organisation judiciaire et surtout la procédure anglaise sont très complexes. Peu d'études générales approfondies en ont été tentées en France, car pour bien connaître la justice anglaise, il faudrait avoir vécu dans la fréquentation prolongée des cours, des juges et des hommes de loi anglais. C'est cette documentation pratique qui fait du livre de M. de Franqueville, *Le système judiciaire de la Grande-Bretagne*, le plus sûr, le plus clair, le plus facile à consulter des ouvrages sur la justice en Angleterre. Notre exposé est en grande partie un résumé des chapitres de ce livre qui ont trait au jury.

plénitude de la juridiction civile, criminelle, administrative et commerciale et comprenant deux degrés : la Cour d'appel fixée à Londres et la Haute-Cour, dont les chambres ont encore, par survivance, conservé les anciens noms de Cour de Chancellerie et Cour du Banc du Roi. Les juges de la Haute-Cour siègent tantôt à Londres, tantôt dans l'une des cinquante-six villes où se tiennent les assises (1). Les tribunaux inférieurs sont les Cours de comté au nombre de cinquante-cinq, dont les juges siègent, chacun dans son ressort, dans cinq cent deux localités différentes. Il subsiste en outre certaines anciennes Cours locales dont on peut assimiler le rôle à celui des Cours de comté. Ces Cours inférieures ont une compétence limitée à la fois quant au montant des causes et quant à la nature des affaires qui peuvent y être jugées. Le plaideur peut assigner là ou directement devant la Haute Cour. Les appels contre les jugements de ces tribunaux sont portés devant la Haute Cour. La Cour d'appel reçoit les appels contre les décisions de la Haute Cour. Enfin la Chambre des Lords reçoit les pourvois sur les décisions de la Cour d'appel.

(1) La Cour suprême remplace les anciennes Cours multiples qui reposaient sur la division disparue en droit commun et en équité. Il y avait trois Cours de droit commun : la Cour du Banc du Roi, la Cour des Plaids communs, la Cour de l'Echiquier. Les autres chambres de Westminster étaient : la Haute Cour de chancellerie, la Haute Cour d'Amirauté, la Cour des testaments, la Cour des divorces, la Cour des faillites. Toutes ces distinctions de compétence ont à peu près disparu ; il n'y a plus de droit commun et d'équité.

Le jury dans les affaires civiles n'existe pas auprès de la Cour d'appel. A la Haute Cour et aux Cours de comté il est appelé à statuer avec les juges quand l'une des parties le demande. Telle est succinctement l'organisation générale de la justice anglaise. Ceci posé, nous allons examiner d'un peu plus près le fonctionnement du jury en matière civile.

Le recrutement des jurés est compliqué et défectueux. A la requête du *clerk of the peace* du comté, au mois de juillet de chaque année, les marguilliers (*churchwardens*) et les agents de l'assistance publique (*overseers*) dressent une liste des hommes résidant dans la paroisse, capables d'être jurés. Chaque habitant reçoit une formule qu'il doit remplir, et c'est à l'aide de ces renseignements que l'on dresse la liste. On l'affiche pendant trois semaines à la porte des églises, et les réclamations sont portées devant le juge de paix. Pendant la dernière semaine de septembre, tous les juges de paix de chaque division de comté se réunissent, reçoivent les listes et les établissent, mais non pas définitivement, car elles sont encore soumises au *clerk of the peace* du comté et au shériff.

Pour être juré à la Cour de comté il suffit d'avoir de vingt et un à soixante ans. Pour les jurés des assises de la haute Cour, il faut être propriétaire d'un immeuble donnant un revenu de 250 francs, ou jouir d'un usufruit de 500 francs. Sont inscrits, les habitants d'une paroisse imposés à la taxe des pauvres ou à la taxe sur les maisons habitées à raison d'un revenu de 500 francs (750 dans

le Middlesex), ainsi que ceux qui occupent une maison ayant quinze fenêtres. Ces faibles conditions de cens sont considérées surtout comme un moyen d'exonérer les petites gens du fardeau du jury.

Dans les villes et les bourgs, le recrutement suit généralement des usages locaux. A Londres, tout propriétaire, tout commerçant de la cité qui possède un revenu de 2.500 francs est inscrit sur la liste, mais les listes ne sont pas publiées.

Le vice de la pratique en cette matière, dit M. de Franqueville, c'est que les exemptions sont très nombreuses et illégitimes souvent. En dehors des exemptions légales qui sont déjà considérables et ne tendent qu'à augmenter, les omissions obtenues par tous les moyens sont très fréquentes. La capacité des jurés en est certainement abaissée. Ces abus sont flagrants surtout au moment de la confection des listes de session.

Le juge qui va présider les assises donne ordre au shériff de dresser une liste de session (*panel*) d'après la liste annuelle. C'est cette désignation qui donne lieu à des abus courants : il en résulte que les jurés communs sont presque tous pris dans la classe des petits négociants et des fermiers. Si, à la suite de nombreuses récusations, le nombre des jurés présents se trouve être insuffisant, une coutume, qui rappelle les origines du jury, permet au juge de prendre parmi les assistants des habitants du comté remplissant les conditions légales ; ce sont les *tales men*. Il est impossible de dégager

une règle générale de formation des listes de session dans les villes et dans les bourgs, on suit des coutumes locales très variables, souvent il n'y a aucune règle précise. L'indemnité accordée aux jurés est minime : pour les procès civils, un shelling à Londres, quatre-vingts centimes en province.

A côté du jury commun il y a le jury spécial dont le recrutement est différent. Pour y être appelé il faut être inscrit sur les listes générales avec la qualité d'esquire au moins, ou bien être banquier, ou négociant, ou bien payer un certain cens (1). Là encore l'appréciation de ces conditions est sujette à un arbitraire complet. M. de Franqueville dit : « La qualification de *merchant* produit d'étranges résultats ; ici on trouve sur la liste des jurés spéciaux un marchand d'os et de chiffons qui ne sait ni lire, ni écrire, tandis qu'à Londres on laisse parmi les jurés communs les plus grands négociants, par ce motif que, ne faisant pas à la fois l'exportation et l'importation, ils ne sont pas légalement des *merchants* (2). »

La liste des jurés spéciaux n'est pas distincte de celle des jurés communs, un signe les désigne simplement (la lettre S : *special juror*). Mais ceux qui sont destinés

(1) Les habitants dont la maison est imposée pour un revenu de 1.250 francs à la taxe des pauvres ou des maisons habitées dans les villes de moins de 20.000 âmes, et de 2.500 francs dans les autres villes ; ceux qui occupent dans les campagnes un immeuble imposé pour une valeur locative de 2.500 francs ou une ferme imposée à raison d'un revenu de 7.500 francs.

(2) Franqueville, I, 521.

à ces fonctions ne sont jamais appelés à siéger au jury commun.

La conception anglaise du jury spécial n'a pas de rapports avec ce que l'on a toujours désigné sous ce nom en France. Ici, on pensait sélectionner des jurés d'après leur compétence professionnelle, pour en faire un tribunal technique apte à connaître des questions qui échapperaient à la compétence des magistrats. Aussi a-t-on toujours conçu une multiplicité de jurys spéciaux ayant chacun un domaine propre. Le jury spécial anglais ne répond pas à la même idée ; c'est une sélection de jurés que l'on suppose plus instruits, plus éclairés et par conséquent plus capables de comprendre une affaire délicate que les jurés communs, mais qui ne sont pas groupés d'après une capacité technique particulière. Ils ne représentent qu'une garantie générale de meilleur jugement.

Dans toute affaire civile le demandeur a le droit de requérir un jury spécial ; le défendeur ne peut le faire que dans les actions en *replevin* (actions par lesquelles on réclame des dommages-intérêts à raison des saisies illégalement faites). Le plaideur avertit le shériff six jours au moins avant le jugement ; celui-ci dresse une liste de quarante-huit noms. Les récusations devront toutes être motivées, elles portent sur douze noms tirés au sort ; si toute la liste est épuisée par les récusations admises par le juge, on prend des jurés communs. Le jury spécial une fois formé peut être amené à juger une

série d'affaires, généralement par le consentement des plaideurs ; mais chaque juré conserve le droit de se retirer quand il a pris part à un jugement. Les frais de ce jury sont supportés par celui qui l'a réclamé, mais s'il gagne son procès le juge peut l'exonérer de cette charge.

Chaque juré spécial se voit attribuer une indemnité par le juge, qui ne peut être supérieure à vingt-six francs cinquante.

Revenons au jury commun : les cas où il est employé ne sont pas les mêmes que pour le jury spécial. Devant la section de Chancellerie, à la Haute Cour, les causes sont généralement jugées sans jury, le juge peut en décider autrement, mais cela se présente très rarement. Devant le Banc du Roi, dans les actions intentées pour cause d'injure, de diffamation, d'emprisonnement non justifié, de poursuites exercées sans motif, de séduction ou de rupture de promesse de mariage, chaque partie peut exiger que les questions de fait soient soumises à un juge assisté d'un jury. Dans toute autre action chaque partie peut réclamer le jury, le juge décide souverainement sur son opportunité. Le juge peut aussi le convoquer d'office pour déterminer les points de fait et le montant des dommages-intérêts.

La procédure joue un rôle important dans le bon fonctionnement du jury. Si elle a pour résultat de résoudre la très grande majorité des procès avant même qu'ils n'arrivent à l'audience, on peut dire qu'elle est excellemment réglée et qu'elle supprime un des inconvénients du jury qui est la disproportion entre cette juridiction

solennelle, méticuleuse et lente, et l'importance le plus souvent minime de petits procès qui demandent, avant tout, à être tranchés vite. La procédure anglaise doit se juger à ses heureux résultats.

L'instance s'engage par un exploit d'ajournement (*writ of summons*), puis les parties échangent des documents à l'appui de leurs prétentions : exposé de la demande (*statement of claim*), défense (*statement of defence*), réplique et précision des points de détail (*joinder of issue*) ; c'est cet ensemble de communications qu'on appelle les *pleadings*. C'est un exposé sommaire des faits, sans indication de preuve ; ils limitent les questions soumises au juge et au jury ; ils peuvent d'ailleurs être modifiés en tout état de cause, mais avec l'autorisation du juge. Toute allégation de fait qui n'est pas contredite par l'adversaire sera tenue pour établie. Ces *pleadings* n'apparaissent pas comme très différents de nos conclusions, et pourtant le résultat en est tout autre puisque M. de Franqueville pouvait affirmer qu'en 1891, sur 44.883 exploits d'ajournement devant la section du Banc de la Reine, 2.661 seulement étaient venus jusqu'à l'audience. La grande différence avec notre procédure, c'est que le juge anglais intervient dans la procédure préliminaire et qu'il y a une initiative très grande ; lui et ses auxiliaires, s'efforcent d'accorder les parties, de montrer à chaque plaideur sur quoi il a chance d'obtenir satisfaction, et d'aboutir à des concessions réciproques sans venir à l'audience. Cette manière de procéder, bien

plus efficace que nos tentatives de conciliation, décharge considérablement le jury. C'est une des raisons pour lesquelles il faut bien se garder de comparer le jury anglais avec ce qu'il serait en France, si on cherchait à l'introduire en modifiant le moins possible les règles de procédure civile.

L'intervention du juge n'a pas donné de résultat, l'affaire vient à l'audience : le jury convoqué suivant les règles que nous avons vues, prête serment. Chaque partie plaide et fait entendre ses témoins. Le juge peut, pour des motifs graves, au lieu du témoignage public, accepter des témoignages écrits (*affidavit*). Les *affidavit* ne doivent relater rien en dehors de ce que peut attester, à sa connaissance personnelle, le témoin. Les témoignages étant entendus ainsi que les plaidoiries, il n'y a plus qu'à juger, mais plusieurs causes peuvent arrêter ici l'affaire. Le plaignant peut consentir, généralement sur le conseil du juge, à se désister (*non suit*). Les parties peuvent accepter un compromis (*with drawal of a juror*). Le juge peut renvoyer le jury (*discharge*), soit que l'un des jurés soit tombé malade, soit qu'ils n'aient pu se mettre d'accord. Enfin l'affaire peut être renvoyée devant un arbitre.

Si aucun de ces cas ne se présente, la procédure suit son cours normal. Le juge résume les débats, il apprécie la valeur des témoignages, donne la solution des questions de droit et précise bien les points sur lesquels le jury doit répondre. Celui-ci doit rendre son verdict à

l'unanimité. L'accord peut ne pas être obtenu ; dans ce cas le chef du jury en informe la Cour qui demande aux parties si elles acceptent la décision de la majorité ; si elles s'y refusent l'affaire est renvoyée pour être jugée par un nouveau jury.

Il y a deux sortes de verdict : le verdict général qui octroie le gain du procès à l'une des parties, et le verdict spécial dans lequel le jury se borne à décider certains faits, en laissant au juge le soin d'appliquer la loi. Le juge invite généralement les parties à discuter la question de droit, après quoi il rend son jugement, généralement conforme au verdict. Cependant il peut ajourner le prononcé du jugement, ou décider qu'il y aura un nouvel examen, ou, s'il désapprouve le verdict, accorder aux parties le droit de plaider à nouveau devant lui-même, statuant sans jury (*to move for judgement*).

Ces pouvoirs discrétionnaires du juge anglais semblent extraordinaires aux esprits habitués aux règles formalistes de notre procédure, mais il faut se représenter que les juges ont une situation tout autre en Angleterre qu'en France, et que le public a confiance dans leur haute valeur morale autant que dans leur grande capacité professionnelle.

Ces jugements sont susceptibles d'appel. Chaque partie peut faire annuler le jugement par la Cour d'appel, comme non conforme au verdict du jury. Le *new trial*

peut aussi être obtenu pour erreur du juge dans la direction des débats — les cas sont multiples — ; pour erreur dans la composition du jury ; pour verdict rendu contre l'évidence judiciaire ; pour découverte de nouveaux documents ignorés de la partie, etc.... les cas de réforme sont très nombreux. On ne tiendra pas davantage compte du verdict, si le demandeur prouve qu'en l'état des faits reconnus par le défendeur dans ses *pleadings*, il n'y avait pas lieu d'aller devant le jury, et alors la Cour pourra adjuger la condamnation *non obstante verdicto*. A l'inverse, le défendeur peut arrêter une condamnation quand le jury a été appelé à tort à rendre un verdict. Notons enfin que la Cour a le droit de réduire les dommages-intérêts accordés par le jury quand elle les juge excessifs.

Ces exemples divers montrent combien grand est le rôle des juges et combien, par contre, on a peu de ménagements pour les verdicts du jury dès qu'un soupçon de mal jugé plane sur eux.

Pour terminer cet exposé du rôle du jury dans les affaires civiles, notons qu'il peut fonctionner auprès des cours de comté. En principe le juge statue seul, mais chaque partie peut demander que le point de fait soit tranché par un jury, pour les affaires qui ne rentrent pas dans le domaine de la section de Chancellerie. Le jury n'a ici que cinq membres qui statuent à l'unanimité.

L'usage du jury est d'ailleurs rare devant les Cours de comté.

Telle est sommairement l'organisation du jury en matière civile, d'après la loi anglaise. Le caractère national de cette organisation est peut-être ce qui frappe le plus dès le premier abord. Ce n'est pas un système conçu rationnellement et qui serait susceptible d'être transplanté dans un autre pays quelconque ; c'est au contraire le produit très complexe d'une lente évolution historique intimement liée aux mœurs anglaises, aux habitudes sociales, à ce caractère conservateur et très libéral en même temps qui est proprement anglais.

Nous avons remarqué combien le recrutement des jurés était défectueux, les Anglais ne se font aucune illusion sur l'insuffisance de leurs coutumes sur ce point ; néanmoins ils respectent les privilèges ainsi créés, et plutôt que de troubler des habitudes trop vieilles, ils corrigent les abus possibles de ces mauvais jurys en donnant un droit de contrôle tout puissant à des magistrats en qui ils ont confiance. Tout le système anglais est consolidé par ces méthodes empiriques. C'est ce qui fait sa valeur sociale et ce qui explique sa pérennité.

C'est aussi ce qui rend bien difficile un emprunt aux institutions anglaises pour les réformateurs de la justice française. L'application du jury aux affaires civiles en Angleterre ne peut pas nous servir de modèle. D'ailleurs tous ceux qui ont cru s'inspirer de ce modèle dans leurs

projets, ont, consciemment ou non, déformé le système anglais ; en essayant de le rendre rationnel, uniforme, méthodique, ils lui ont ôté son caractère propre, son originalité.

Vu :

Le Président de la Thèse,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

CHAPITRE PREMIER

Sur la question de l'introduction du jury sous l'influence des philosophes, nous nous sommes reportés aux sources suivantes :

Beccaria. — Traité des délits et des peines, trad. Morellet.

Blackstone. — Commentaires sur les lois anglaises, trad. de Goumincourt, 1774-1776.

Condorcet. — *Œuvres*, t. I, édit. O'Connor.

Diderot. — *Œuvres*, t. IV, édit. Assézat.

Filangieri. — Science de la législation, trad. Gallois, 1789-1791.

de Lolme. — Constitution de l'Angleterre, 1771.

Montesquieu. — Esprit des lois.

Voltaire. — Histoire du Parlement de Paris.

— Dialogue entre A, B et C.

— Prix de la justice et de l'humanité.

— Article *Lois* dans l'Encyclopédie.

Nous avons en outre consulté :

Dedieu. — Montesquieu et la tradition politique anglaise. Paris, 1909.

Esmein. — Histoire de la procédure criminelle en France. Paris, 1882.

Faguet. -- Questions politiques, La France en 1789. Paris, 1899.

Privey. — Introduction du jury en France. Thèse Paris, 1906.

Rathery. — Des relations sociales et intellectuelles entre la France et l'Angleterre, 1855.

Rocquain. — L'esprit révolutionnaire avant la Révolution. Paris, 1878.

Roustan. — Les philosophes et la société française au XVIII^e siècle. Lyon, 1906.

Young. — Voyages en France, 2^e édit. Paris, 1882.

Pour les cahiers des Etats-Généraux les *Archives parlementaires*, dans les six premiers tomes de la première série ont groupé la plus importante collection de cahiers qu'on ait encore publiée.

Voir aussi :

Chassin. — Les élections et les cahiers de Paris en 1789. Paris, 1888.

Brochures :

Discours couronné par l'Académie de Châlons à la suite de son concours sur la réforme de la justice en France, 1780, *Bibl. nat.*, Lf. 23/58.

Pétion de Villeneuve (*attribué à*) — Des lois civiles et de l'administration de la justice, 1782, *Bibl. nat.*, Lf. 23/43.

Rabaut-St-Etienne (*attribué à*) — A la nation française. Sur les vices de son gouvernement, sur la nécessité d'établir une constitution, et sur la composition des Etats-Généraux. 1788, *Bibl. nat.*, Lf. 39/6649.

Extraits des cahiers des Etats-Généraux sur la réformation de la justice. Anonyme et sans date, probablement de 1788. *Bibl. nat.*, Lf. 23/51.

W. Paley. — Réflexions sur l'établissement et sur l'administration de la justice civile et criminelle, trad. Bertin, 1789, *Bibl. nat.*, Lf. 413/7.

Siéyès. — Qu'est-ce que le Tiers-Etat, 1789.

Condorcet. — Idées sur le despotisme.

— Lettres d'un bourgeois de Newhaven, *Œuvres*, t. IX.

Comte de Sanois. — Aux Etats Généraux. Sur la nécessité d'une réforme de l'ordre judiciaire au moyen de l'établissement des jurés, 1789, *Bibl. nat.*, Lf. 23/69.

Lebrun. — La voix du citoyen, 1789, *Bibl. nat.*, Lf. 39/1187.

CHAPITRE II

Duros. — Le jury criminel, le jury correctionnel et le jury civil. Thèse Paris, 1906.

Hiver. — Histoire des institutions judiciaires de la France, 1846.

Laferrière. — Histoire des principes des institutions et des lois pendant la Révolution.

Seligman. — La justice en France pendant la Révolution. Paris, 1901-1913.

Pour relater les débats sur l'organisation judiciaire à la Constituante, nous nous sommes servi des *Archives parlementaires*, 1^{re} série, t. 10, 12, 15. Bien que cette publication ait été très décriée par les historiens — et en effet les erreurs y sont fréquentes et l'indication des sources manque généralement — elle reste la plus pratique

et la plus complète. Les discours les plus importants ont en général été publiés chez Beaudoin, on en a ainsi la forme exacte. Pour les autres, ils sont abrégés dans les comptes rendus, et l'on observe des variantes, suivant qu'on se reporte au *Moniteur*, aux procès-verbaux de la Constituante ou au texte des *Archives parlementaires*, mais, en confrontant ces divers documents, on arrive à reproduire assez fidèlement les idées sinon la lettre des discours prononcés. C'est en procédant à ces vérifications que nous avons suivi les *Archives parlementaires*.

CHAPITRE III

Nous avons dépouillé une douzaine des principaux journaux de 1790 pendant la durée des débats sur l'organisation judiciaire. Les renseignements les plus intéressants nous ont été fournis par :

le *Moniteur universel*,
la *Chronique de Paris*,
le *Courrier de Provence*,
les *Révolutions de Paris*,
le *Journal des Débats*,
le *Journal de Paris*.

Les brochures curieuses sur la constitution sont très nombreuses (voir notamment la rubrique Lf. 113 à la Bibliothèque nationale), nous n'en avons cité que deux dans le texte, à titre d'exemple.

Chabroud. — Exemple particulier où la procédure propre à l'examen des jurés est comparée avec les anciennes formes. *Bibl. nat.*, Lf. 113/9.

Eclaircissement décisif sur la question des jurés, adressé à M. Linguet, 27 avril 1790. Anonyme. *Bibl. nat.*, Lf. 113/11.

M. Aulard a aussi publié des documents intéressants dans *La Société des Jacobins*. Paris, 1889.

CHAPITRE IV

Amiable. — Une loge maçonnique d'avant 1789. La R. L., les neuf sœurs. Paris, 1897.

Alengry. — Condorcet, guide de la Révolution. Thèse Toulouse, 1903.

Cahen. — Condorcet et la Révolution française, 1904.

Condorcet. — *Œuvres*, t. XII.

Journal de la Société de 1789.

La Feuille villageoise, journal de Condorcet.

Procès-verbal de la Convention.

Archives parlementaires, t. 58, 62, 63, 64, 66, 67.

CHAPITRE V

- Benjamin Constant.** — Cours de politique constitutionnelle, réimprimé par Laboulaye. Paris, 1861.
- Meyer.** — Esprit, origines et progrès des institutions judiciaires des principaux pays de l'Europe, 1823.
- Bentham.** — De l'organisation judiciaire et de la codification. Extraits de divers ouvrages de G. Bentham par Et. Dumont, 1828.
- Charles Comte.** — Considérations sur le pouvoir judiciaire, 1828.
- Boncenne.** — Théorie de la procédure civile. Paris, 1828.
- Rossi.** — Cours de droit constitutionnel, 2^e édit. Paris, 1877.
- Bonjean.** — Traité des Actions. Paris, 1845.
- O. Barrot.** — De l'organisation judiciaire en France. Paris, 1870.
Mémoires posthumes, Paris, 1875.
- Revue de droit français et étranger*, 1848.
- De Tocqueville.** — La démocratie en Amérique. Paris, 1848.
Revue de législation et de jurisprudence, t. 41 et 42, 1851.
- Bordeaux.** — Philosophie de la procédure civile. Paris, 1857.
- Lerminier.** — Philosophie du droit, 3^e édit., Paris, 1853.
- Jourdan.** — La justice criminelle en France, Paris, 1860.
- Jules Simon.** — La liberté politique, Paris, 1867.
- Prévost-Paradol.** — La France nouvelle, Paris, 1868.
- Acollas.** — Manuel de droit civil, Paris, 1869.
- Desjardins.** — Sièges et le jury en matière civile, 1869.
- De Broglie.** — Vues sur le gouvernement de la France, Paris, 1870.

CHAPITRE VI

- Procès-verbal des séances de la commission d'organisation judiciaire. Imp. nat., 1871.
- Compte rendu de l'Académie des sciences morales et politiques, t. 95, 96, 97 et 98.
- Bulletin de la Société de législation comparée* août 1869, juin 1872.
- J. Favre.** — De la réforme judiciaire, Paris, 1877.
- Jousserandot.** — Du pouvoir judiciaire et de son organisation en France, 1878.
- Engelhard.** — La réforme de la magistrature, 1880.
Le Temps, n^o du 15 août 1881.
- G. Picot.** — La réforme judiciaire en France, Paris, 1881.
- Colfavru.** — De l'organisation du pouvoir judiciaire sous le régime de la souveraineté nationale et de la République, Paris, 1882.
La République française, n^o du 7 novembre 1882.

Jeanvrot. — La magistrature, Paris, 1883.

Garsonnet. — Traité théorique et pratique de procédure, 2^e édit., 1898.

R. de la Grasserie. — Projet de constitution, Paris, 1896.

— Des origines, de l'évolution et de l'avenir du jury, Paris, 1897.

Journal officiel, 17 novembre 1880 ; 11 mars 1880 ; annexe 1011, année 1887 ; annexe 1577, année 1895 ; annexe 1578, année 1895.

APPENDICE.

Les nombreux documents français sur la justice en Angleterre sont pour la plupart antérieurs à sa réorganisation. *La justice en France et en Angleterre*, et *l'Histoire des institutions en Angleterre*, de Glasson, sont encore utiles à consulter. Nous nous sommes surtout servi de :

De Franqueville. — Le jury en Angleterre, Paris, 1890.

— Le système judiciaire de la Grande-Bretagne, 1893.

Stephens. — Commentaries on the laws of England, 14^e édit.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — Formation de la théorie du jury civil en France au XVIII ^e siècle. — Philosophes. — Cahiers des Etats Généraux. — Brochures	9
CHAPITRE II. — Les Débats à l'Assemblée Constituante.	44
CHAPITRE III. — Critique des principaux projets pré- sentés à la Constituante. — L'opinion et la presse en 1790.	90
CHAPITRE IV. — Projets et débats à la Convention. . . .	112
CHAPITRE V. — Evolution des idées de la Restauration à la fin du second Empire. — 1814-1870	133
CHAPITRE VI. — La réforme judiciaire sous la troisième République.	162
CONCLUSION.	193
APPENDICE	209
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.	223

Imp. J. Thevenot. — Saint-Dizier (Haute-Marne).
